

LIBERTÉ ET DÉMOCRATIE POUR LES PEUPLES D'UKRAINE ! 3

22 mars 2022

# SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

page\*2:  
Editions Page deux

EDITIONS  
SYLÉPSE



*Les Cahiers de l'antidote*

Après les Gilets jaunes, la pandémie du Covid, la Colombie et la Birmanie, les éditions Syllepse poursuivent la publication d'ouvrages accessibles à tous et toutes qui éclairent sur les enjeux des convulsions d'un monde qui n'en finit pas de semer la misère, la souffrance et la guerre.

Les éditions Syllepse se sont associées pour cette série sur l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine aux éditions Page 2 (Lausanne) et M. Éditeur (Montréal), aux revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), aux sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, ainsi qu'au blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris), au Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

*À l'encontre*: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: [www.cetri.be/](http://www.cetri.be/)

*ContreTemps*: [lesdossiers-contretemps.org](http://lesdossiers-contretemps.org)

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Syllepse: [www.syllepse.net](http://www.syllepse.net)

*Entre les lignes, entre les mots*: <https://entreleslignesentrelesmots.blog/>

*Europe solidaire sans frontières*: [www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org)

*Les Utopiques*: [lesutopiques.org](http://lesutopiques.org)

M. Éditeur: <https://m-editeur.info/>

*New Politics*: [newpol.org/](http://newpol.org/)

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: [laboursolidarity.org](http://laboursolidarity.org)

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, « SPÉCIAL UKRAINE », N°3, 22 MARS 2022

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES - 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0055-3

Illustrations: DR; p.84: d'après une image de L'Atelier au fond à gauche, 2021.

# TABLE DES MATIÈRES

## **PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES**

SYNDICALISTES AU COMBAT

8

BATAILLE DU RAIL EN BÉLARUS: LES CHEMINOTS BLOQUENT LES TRAINS MILITAIRES RUSSES

9

L'UNIVERSITÉ LOMONOSOV DE MOSCOU CONTRE LA GUERRE

10

GRANDE-BRETAGNE

DÉCLARATION DU SYNDICAT DES POMPIERS

11

UKRAINE

LES DROITS DU TRAVAIL SONT MIS À MAL

13

*THE KYIV INDEPENDANT*

LES MALADES DU COVID-19

CONFRONTÉS AU DILEMME DE CONTAMINER LES AUTRES S'ILS SE CACHENT DANS LES ABRIS

15

FRANCE

À PROPOS DE LA GUERRE MENÉE PAR LA RUSSIE EN UKRAINE

19

UKRAINE

LES ANARCHISTES ORGANISENT DES MILICES ARMÉES POUR COMBATTRE L'ENVAHISSEUR RUSSE

22

## **RÉFLEXIONS ET POSITIONNEMENTS**

JOURS GRIS EN TEMPS DE GUERRE

29

UKRAINE

NOUS AVONS BESOIN D'UNE SOLIDARITÉ DES PEUPLES AVEC L'UKRAINE ET CONTRE LA GUERRE

38

POLOGNE

« CHÈRE GAUCHE OCCIDENTALE, ON NE VOUS DEMANDE PAS D'AIMER L'OTAN... »

43

FRANCE	
PAS DE DÉMOCRATIE SANS DROITS DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES	
UKRAINE	
POURQUOI L'INVASION RUSSE N'AURAIT PAS DÛ ÊTRE UNE SURPRISE	
	49
UKRAINE	
LA GUERRE VUE DU SOL	
	57
UKRAINE	
ENTRETIEN AVEC UN MILITANT DU MOUVEMENT SOCIAL À KYIV	
	63
RUSSIE	
LA VICTOIRE SUR POUTINE VIENDRA DE L'INTÉRIEUR	
	65
SYRIE	
GUERRE EN UKRAINE: DIX ENSEIGNEMENTS SYRIENS	
	72
MEXIQUE	
IL N'Y AURA PAS DE PAYSAGE APRÈS LA BATAILLE (À PROPOS DE L'INVASION DE L'UKRAINE PAR L'ARMÉE RUSSE)	
	79
NICARAGUA	
SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE UKRAINIEN	
	81
FRANCE	
FACE À LA CENSURE, LA PROFESSION DOIT SOUTENIR L'INFORMATION EN UKRAINE ET EN RUSSIE	
	82

Nous nous souvenons du Z inscrit sur les murs d'Athènes. Z pour «zi», «il est vivant». Z pour protester contre les menées du fascisme.

Z est devenu désormais l'emblème du militarisme poustinien, le symbole des complices de l'agresseur.

Lettres et mots perdent de leur sens!...

L'Ukraine résiste. Ses soldats combattent, ses citoyen·nes combattent. Avec tous les moyens à leur disposition.

Les pacifistes russes et biélorusses hostiles à la guerre d'agression résistent et combattent. Avec tous les moyens à leur disposition.

Avec ce troisième volume de *Liberté et démocratie pour les peuples d'Ukraine*, titré «Solidarité avec l'Ukraine résistante», les Brigades éditoriales de solidarité continuent leurs activités pour redonner du sens aux lettres et aux mots.

La paix, certes oui. Mais d'abord le retrait des troupes de l'envahisseur et le respect de l'intégralité territoriale de l'Ukraine et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Par tous les moyens nécessaires.

Qui écrivait que les barricades n'ont que deux côtés?

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ



**PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES**

## OCCUPEZ LEURS VILLAS!

La police française a arrêté deux militants qui occupaient une luxueuse villa appartenant à des Russes à Biarritz, des proches de Kirill Shamalov, ex-gendre de Poutine et vice-président de la société pétrochimique Sibur.

L'activiste Pierre Haffner et Sergei Saveliev, un réfugié politique biélorusse, sont entrés dimanche dans cette résidence de huit chambres afin de la réquisitionner pour loger des réfugiés ukrainiens, a déclaré Vladimir Osechkin, un militant russe des droits humains, basé à Biarritz.

«Alors que les autorités aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France cherchent des moyens

d'agir économiquement contre la Russie, nous prenons nos mesures», a déclaré Saveliev dans une vidéo enregistrée dans le parc de la villa qui dispose d'une piscine stagnante.

Les deux militants détenus ont déclaré avoir trouvé des factures adressées à la société SCI Atlantic et à Tatiana Shamalov. SCI Atlantic est une société immobilière dont, selon les registres d'une entreprise française, Shamalov est le directeur.

14 MARS

Source: Reuter

## L'HÔTEL PARTICULIER D'UN OLIGARQUE OCCUPÉ

«Allez vous faire foutre»: voilà la chute du communiqué publié par NFA Anti-Fascists, un groupe britannique de squatteuses et squatteurs, gens du voyage et sans-abri qui luttent contre le fascisme. Ils et elles ont occupé l'hôtel particulier du milliardaire russe Oleg Deripaska, dans le centre de Londres, place Belgrave, à côté de Buckingham Palace, dans le quartier des oligarques.

Le lieu devrait devenir un centre d'accueil pour réfugiés, pour «des personnes venues d'Ukraine ou d'autres nationalités ou ethnies». Ce lieu a «un tel nombre de chambres que nous ne pouvons les compter», ainsi qu'une salle de cinéma et une cave à vin.

Les occupants veulent «manifester [leur] sympathie aux courageux manifestants injustement incarcérés pour s'être soulevés contre Poutine», tout en

dénonçant les élites de Grande-Bretagne, complices de Poutine depuis des décennies.

Deripaska, président de la société Rusal, qui vend de l'aluminium, fait partie de la liste de milliardaires sanctionnés par les États-Unis et l'UE, avec une fortune estimée à 3 milliards de dollars. Son nom a été aussi cité dans les enquêtes anticorruption menées dans l'État espagnol depuis 2009. Avec Mikhaïl Fridman, il aurait pris position contre la guerre.

La police londonienne n'est pas encore parvenue à déloger les squatteurs.

14 MARS

Source: El Salto

## SYNDICALISTES AU COMBAT

Yuri Samoilov, président du syndicat local des mineurs indépendants et des métallurgistes de Krivoy-Rog, en Ukraine, envoie un message depuis cette ville. Les troupes russes sont à 30 km de cette région. Yuri représente les mineurs qui extraient le minerai de fer et les travailleurs du secteur sidérurgique métallurgique.

12 MARS 2022

[www.facebook.com/  
watch/?v=5242515735778683](https://www.facebook.com/watch/?v=5242515735778683)

Ignacy Józwiak et Dennys Gorbach sont interviewés au sujet de l'invasion russe en Ukraine, de la situation des réfugié·es et de la campagne de solidarité internationale.

Ignacy fait état de la situation des réfugié·es ukrainien·nes et d'autres nationalités qui traversent les frontières du pays et rencontrent des difficultés aux points de contrôle, ainsi que de l'hostilité des secteurs d'extrême droite.

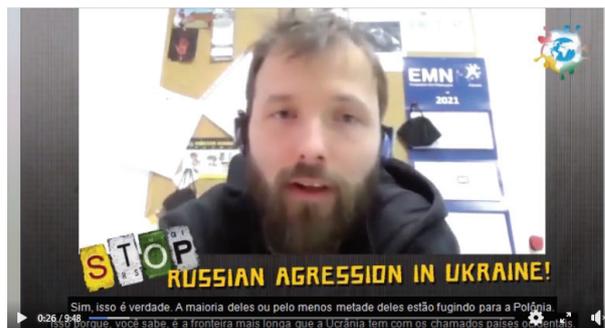
Dennys Gorbach est un journaliste et activiste ukrainien.

Ignacy Józwiak est membre du comité national de l'Inicjatywa Pracownicza (Union d'initiative ouvrière) en Pologne, affilié au Réseau international de travail pour la solidarité et la lutte.

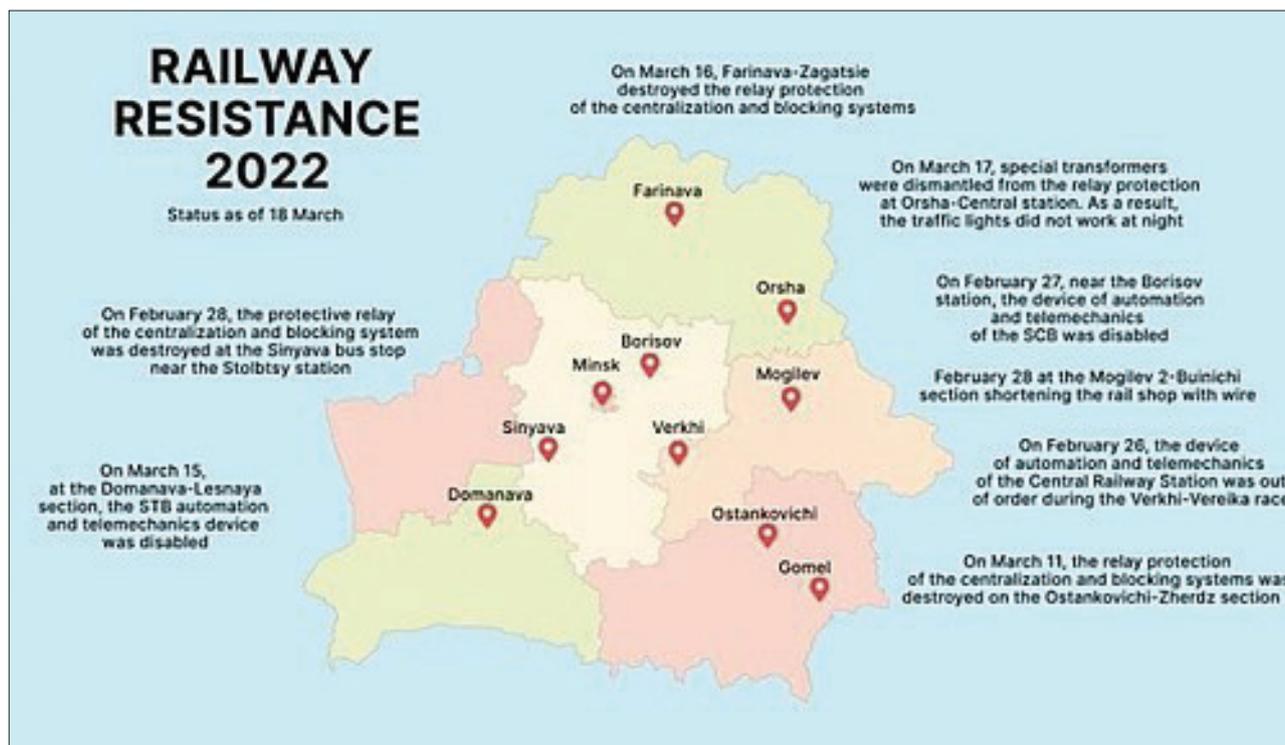
[https://fb.watch/bMtaOcoOSZ/  
www.facebook.com/watch/?v=646682256588230](https://fb.watch/bMtaOcoOSZ/)

15 MARS 2022

Publié par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes



## BATAILLE DU RAIL EN BÉLARUS LES CHEMINOTS BLOQUENT LES TRAINS MILITAIRES RUSSES



## L'UNIVERSITÉ LOMONOSSOV DE MOSCOU CONTRE LA GUERRE

Rappelons que ceux qui signent cette pétition risquent au minimum l'exclusion – étudiants, enseignants et personnels administratifs. Fin des études pour les uns, chômage pour les autres, prison possible pour tous.

Nous, étudiants, doctorants, professeurs, personnels et diplômés de la plus ancienne université de Russie, l'université Lomonossov de Moscou, dénonçons catégoriquement la guerre que notre pays a lancée contre l'Ukraine.

La Russie et nos parents nous ont donné une éducation solide, dont la véritable valeur est de nous permettre de porter un jugement critique sur ce qui se passe autour de nous, de peser les arguments, d'écouter les opinions des uns et des autres et d'être attachés à la vérité, scientifique et humaine. Nous savons appeler les choses par leur nom et nous ne pouvons pas ne rien faire.

Les actions menées au nom de la Fédération de Russie que ses dirigeants qualifient d'«opération spéciale», c'est une guerre, et dans la situation actuelle il n'y a de place ni pour les euphémismes ni pour les justifications. La guerre, c'est la violence, la cruauté, des morts, la perte de ses proches, l'impuissance et la peur, qu'aucun but ne justifie. La guerre, c'est la plus cruelle des déshumanisations, qui, comme nous l'avons appris sur les bancs de l'école et de l'université, ne doit pour rien au monde se répéter.

Les valeurs absolues que sont la vie humaine, l'humanisme, la diplomatie et la résolution pacifique des conflits, qui nous ont été inculquées à l'université,

ont été foulées aux pieds et rejetées à l'instant même où la Russie est entrée en traître sur le territoire de l'Ukraine. Des millions de vies d'Ukrainiens sont chaque heure en danger depuis que les armées de la Fédération de Russie ont pénétré en Ukraine.

Nous exprimons notre soutien au peuple de l'Ukraine et nous dénonçons catégoriquement la guerre que la Russie a lancée contre les Ukrainiens.

Diplômés de la plus ancienne université de Russie, nous savons que les pertes causées par six jours d'une guerre sanglante, pertes avant tout humaines mais aussi sociales, économiques, culturelles, sont irremplaçables. Nous savons aussi que la guerre est une catastrophe humaine, mais nous ne pouvons pas même imaginer combien profonde est la blessure que nous, peuple de la Russie, sommes en train d'infliger au peuple de l'Ukraine et à nous-mêmes.

Nous exigeons des dirigeants russes qu'ils cessent immédiatement les hostilités, qu'ils quittent le territoire d'un État souverain et qu'ils mettent un terme à cette guerre honteuse.

Nous demandons à tous les citoyens de Russie qui ne sont pas indifférents à son avenir de rejoindre le mouvement des partisans de la paix.

Nous sommes contre la guerre!

<https://msualumniagainstwar.notion.site/0378ab0a0719486181781e8e2b360180>

## GRANDE-BRETAGNE

# DÉCLARATION DU SYNDICAT DES POMPIERS

Nous nous opposons et condamnons l'invasion russe en Ukraine. Nous appelons à un cessez-le-feu immédiat et au retrait immédiat de toutes les forces armées russes d'Ukraine.

La guerre en Ukraine est un développement extrêmement dangereux. Elle comporte implicitement le risque de s'étendre et de s'intensifier, entraînant d'autres pays dans un conflit international plus large. La classe ouvrière n'a rien à gagner de la guerre et en paiera le prix le plus élevé, tant en Russie qu'en Ukraine.

Malgré cette terrible situation, nous soutenons la construction de l'unité entre les travailleurs au-delà des frontières nationales. Les travailleurs d'Ukraine et de Russie ont des intérêts communs.

Nous sommes solidaires de ceux qui, en Russie, ont protesté contre l'invasion, malgré la répression policière. Nous soutenons la construction d'un mouvement antiguerre de masse, y compris parmi les troupes russes.

Nous soutenons les travailleurs en Ukraine qui agissent indépendamment du régime de Zelensky et qui construisent leurs propres organisations et mènent des actions indépendantes. Ce qui doit inclure des tentatives d'établir un dialogue et des liens avec les troupes des forces russes d'invasion.

Nous condamnons tout groupe d'extrême droite ou fasciste, d'un côté ou de l'autre de ce conflit, qui cherche à profiter de la guerre pour développer leur propre organisation et leurs activités en provoquant davantage de tensions nationales et interethniques.

Nous adressons notre solidarité aux pompiers ukrainiens et aux autres travailleurs des services d'urgence, qui fournissent un travail humanitaire dans les conditions les plus effroyables.

Nous chercherons à construire un soutien et à exercer une solidarité pratique dans la mesure du possible, y compris en faveur du syndicat concerné, le cas échéant.

Cette guerre est également un conflit par procuration entre la Russie et l'OTAN, provoqué par l'expansion de l'OTAN en Europe centrale et orientale.

Nous nous opposons à cette expansion et à toute intervention des forces de l'OTAN dans ce conflit.

Nous notons que les sanctions économiques toucheront de manière disproportionnée les travailleurs, qu'elles seront perçues comme une mesure agressive par l'Occident et qu'elles pourraient bien renforcer le soutien à Poutine.

Nous n'avons aucune confiance dans le gouvernement Johnson, que ce soit sur ce sujet ou sur tout autre. Il a démontré pendant plus de deux ans son mépris total pour la vie humaine en gérant délibérément très mal la pandémie, ce qui a entraîné la perte de plus de 150 000 vies au Royaume-Uni.

Nous notons l'hypocrisie de ceux qui, au sein du gouvernement britannique, critiquent la répression étatique des manifestations en Russie, alors qu'au Royaume-Uni le projet de loi sur la police, la criminalité et les peines imposera des restrictions autoritaires sur les manifestations et la démocratie.

Nous nous opposons à la restriction scandaleuse imposée par le gouvernement britannique au droit

des réfugiés fuyant la guerre d'entrer au Royaume-Uni. Nous demandons que les réfugiés de ce conflit et d'autres soient accueillis.

En temps de guerre, comme en temps de paix, nous défendons le droit démocratique de s'exprimer, de discuter, de débattre et de protester. Nous condamnons les tentatives du leader du Parti travailliste de mettre fin à de telles discussions au sein du Parti travailliste et d'intimider et menacer ceux qui ont des opinions différentes.

Les travailleurs d'Ukraine et de Russie – et du monde entier – ont des intérêts communs. Même dans cette situation épouvantable, nous défendons l'unité des travailleurs et l'internationalisme.

8 MARS 2022

Publié par la Fire Brigades Union  
Traduction: Patrick Le Tréhondat

## Le 8 Mars en Russie

**Des femmes ont déposé sur les monuments aux morts soviétiques des fleurs attachées par des rubans bleus et jaunes.**

«Nous, les femmes de Russie, cette année nous refusons de célébrer le 8 Mars: ne nous donnez pas de fleurs, il vaut mieux descendre dans la rue et les déposer en mémoire des civils morts en Ukraine» (Groupe de résistance féministe antiguerre).

Les graffitis antiguerre anonymes fleurissent dans toutes les villes du pays, À Saint-Petersbourg, quelqu'un a gravé «Non à la guerre» sur la glace d'un tronçon gelé de la rivière Moïka.

SOURCE: ARTREVIEW.COM/

## Convoi

**Un premier convoi envoyé par l'Assemblea nacional catalana (ANC, organisation indépendantiste de la société civile) est arrivé en Pologne, à Cracovie. Il tente de traverser la frontière pour distribuer l'aide humanitaire collectée en Catalogne.**

14 MARS



## UKRAINE

# LES DROITS DU TRAVAIL SONT MIS À MAL

### MOUVEMENT SOCIAL (SOTSIALNYIRUKH)

Le peuple ukrainien, qui travaille dur, continue de souffrir de l'agression russe, qui a déjà fait des milliers de victimes. En raison des combats dévastateurs dans plus de dix régions d'Ukraine, des millions de personnes ont perdu leur emploi. Ceux qui travaillent ont naturellement été confrontés à une détérioration de leurs conditions de travail.

Nous sommes bien informés de cette situation. Le Mouvement social a reçu de nombreuses plaintes (notamment de médecins). Dans certaines entreprises, la charge de travail augmente, tandis que certains employeurs mettent en place des emplois temporaires ou à temps partiel. Cela renforce la tension sociale. Les décisions visant à affaiblir le contrat et les conditions de travail des employés sont souvent contraires à la loi. Mais les partisans du néolibéralisme tentent [d'utiliser le contexte de l'invasion] pour simplifier la vie des employeurs.

La Chambre de commerce et d'industrie d'Ukraine a réagi à l'agression de la Fédération de Russie en invoquant une force majeure (circonstances exceptionnelles) à partir du 24 février. Le ministère de l'économie ne voit pas que cette déclaration est un véritable blanc-seing permettant aux patrons de s'affranchir de toute sanction en cas de non-respect de leurs obligations (y compris pour les salaires impayés). Les juristes considèrent cependant cette déclaration comme une démarche illégale, celle-ci est

désormais sur la place publique, notamment au sein d'un très grand nombre d'entrepreneurs.

La confrontation continue. Aujourd'hui, la Chambre de commerce et d'industrie a demandé au gouvernement de soutenir les entreprises en réduisant les impôts et en adoptant un projet de loi scandaleux visant à simplifier la réglementation des relations de travail (5371). Sous couvert de guerre, il est proposé de faire passer une loi qui pourrait simplifier le licenciement, comme nouvelle disposition permanente.

La proposition la plus inquiétante contre les travailleurs est l'introduction du projet de loi 7160 de Galina Tretyakova sur l'organisation des relations de travail pendant la période de guerre. Ce projet introduit en fait une semaine de travail de six jours et de soixante heures, supprime les congés payés et permet les mutations de personnel et les licenciements.

De telles mesures transfèrent le fardeau de la guerre des plus riches vers la majorité laborieuse, elles sont donc inacceptables.

Les soldats ukrainiens se battent pour que leurs proches bénéficient d'un bien-être et d'un avenir digne. La survie de l'Ukraine nécessite la mobilisation de ressources sur une base équitable. L'alternative au «capitalisme de guerre» est la désoligarchisation, la fermeture des holdings offshore [des oligarques ukrainiens] et l'abolition de la dette extérieure de l'Ukraine.

15 MARS 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat

## THE KYIV INDEPENDANT

*The Kyiv Independent*, média en ligne de langue anglaise, a été créé fin 2021 par 30 journalistes qui travaillaient auparavant pour le *Kyiv Post* (vingt-six années d'existence, le plus ancien journal de langue anglaise en Ukraine), mais qui ont été licencié·es en guise de représailles en novembre 2021 pour avoir revendiqué leur indépendance éditoriale.

L'équipe de rédaction de *Kyiv Post* a refusé de se laisser réduire au silence. «Si nous ne pouvions pas

sauver la marque *Kyiv Post*, nous pouvions sauver ses valeurs», explique une journaliste. Une campagne de financement participatif a été rapidement lancée avec succès afin de réunir des fonds pour la nouvelle publication et la poursuite de ses efforts d'information pendant cette période critique.

Nous publions un article qui a été récemment publié sur le site de *Kyiv Independent*, ainsi que des extraits de son fil d'actualité de ces derniers jours.

# THE KYIV INDEPENDENT

Sunday, March 13, 2022

WAR
NATIONAL
POLITICS
BUSINESS
OPINION
EASTERN EUROPE
TECH
CULTURE
PODCASTS
Q

**SUBSCRIBE TO UKRAINE DAILY:  
TOP NEWS IN YOUR MAILBOX**

**SUBSCRIBE**

### News Feed

Sunday, March 13

18:00

**Journalists forbidden from entering Irpin after Russians kill US reporter on March 13.** Irpin Mayor Oleksandr Markushyn said the measure was put in place to protect journalists and Ukrainian soldiers alike. The ban was put in place after Russian invaders killed U.S. journalist Brent Renaud and wounded his colleague Juan Arredondo on March 13 in Irpin, the satellite city outside of Kyiv.

17:36

**Mariupol city council: Death toll of civilians rises to 2,187.** Russia bombed Mariupol, a besieged southeastern port city in Donetsk Oblast, at least 22 times in the last 27

NATIONAL

## Russia concentrates military power for Kyiv assault

March 12

### Exclusives

Covid-19 patients face dilemma of infecting others while hiding in bomb shelters

March 13

Trendy restaurants in Kyiv switch to cook for army, hospitals, elderly amid war

March 11

Russia's war on Ukraine

## LES MALADES DU COVID-19 CONFRONTÉS AU DILEMME DE CONTAMINER LES AUTRES S'ILS SE CACHENT DANS LES ABRIS

THAISA SEMENOVA<sup>1</sup>

Fin février, Serhii Fokin, un habitant de Kyiv, a dû prendre une décision difficile: se réfugier dans un abri pendant un raid aérien et risquer de contaminer son entourage, ou rester chez lui, au risque d'être tué par un missile russe. Fokin a choisi la deuxième option, en restant dans le couloir de son appartement, près d'un mur porteur qu'il pensait plus solide pour résister aux explosions mieux que les autres.

Les masques et la distanciation sociale font désormais partie du passé en Ukraine, depuis que la Russie a lancé sa guerre totale contre le pays le 24 février. Les mesures de précaution recommandées pendant la pandémie ont été largement négligées par les Ukrainiens, qui s'attachent désormais à sauver leur vie des bombardements constants et autres attaques.

### MAIS LE VIRUS N'A PAS DISPARU

Au moment où la nouvelle offensive russe a commencé, seuls 38 % des Ukrainiens avaient été entièrement vaccinés, selon le ministère de la santé, et plus de 646 000 cas de coronavirus ont été signalés lorsque les troupes russes ont pénétré en Ukraine.

1. Thaisa Semenova est journaliste au *Kyiv Independent*. Elle a travaillé en tant que rédactrice pour le *Kyiv Post* jusqu'en novembre 2021. Elle est titulaire d'un master en journalisme de l'Université catholique ukrainienne.

La veille de l'invasion, le 23 février, plus de 25 000 nouveaux cas de Covid-19 ont été enregistrés en Ukraine. Selon l'Organisation mondiale de la santé, l'Ukraine connaît l'une de ses pires vagues de coronavirus depuis le début de la pandémie. Comme de nombreux autres pays, l'Ukraine a connu une forte augmentation du nombre de cas en raison de la propagation du variant Omicron. Le dernier pic a eu lieu au début du mois de février. À la mi-février, 60 % des tests Covid-19 effectués dans le pays étaient positifs.

Fokin a appris qu'il était positif le 24 février, le premier jour de la guerre totale de la Russie. Kyiv était déjà bombardée, mais les laboratoires fonctionnaient toujours et proposaient des tests. Fokin n'a pas informé son médecin de famille qu'il était malade car il pensait qu'il n'était pas nécessaire de prendre un congé maladie pendant la guerre. De plus, «le médecin avait déjà beaucoup à faire», dit-il. Pourtant, Fokin avait peur qu'au cas où il aurait besoin d'une assistance médicale, il lui serait impossible de l'obtenir. «Il n'y a pas eu de complications, mais j'avais très peur qu'il y en ait dans cette situation», a-t-il déclaré.

La deuxième nuit de l'offensive, Fokin a entendu de multiples explosions à Kyiv. Il a vu ses voisins courir vers l'abri, visiblement paniqués. Cependant, aussi effrayé qu'il soit, Fokin n'a pas voulu les rejoindre. Il dit qu'à ce moment-là, il souffrait d'une toux persistante et que le risque de contaminer tout le monde dans l'abri était trop élevé. Fokin craignait

également de ne pas pouvoir dormir sur le sol de l'abri, ce qui représenterait un stress trop important pour son corps déjà affaibli.

«Mourir des suites d'un bombardement est une possibilité», dit-il, tandis que le fait de ne pas bien dormir pourrait également contribuer à aggraver son état de santé.

Selon les experts de l'OMS, la guerre crée les conditions favorables à la propagation des maladies infectieuses, car les abris sont densément peuplés et l'accès aux hôpitaux est limité, les blessures liées à la guerre devenant une priorité. En date du 6 mars, 34 hôpitaux ukrainiens ont été endommagés ou détruits par la guerre de Russie, selon le ministre de la santé Viktor Lyashko. Le ministère de la santé a également fait état d'attaques contre des voitures transportant de l'oxygène pour les patients atteints de Covid-19. Bien que certains laboratoires et hôpitaux soient hors

service, au 15<sup>e</sup> jour de la guerre, le 10 mars, le ministère de la santé a enregistré 6700 nouveaux cas de Covid-19. Quelque 5700 patients ont été hospitalisés le même jour.

Une autre habitante de Kyiv, Kateryna Ilchenko, a été contaminée dans un abri pendant les premiers jours de l'invasion à grande échelle. Il y avait environ 30 personnes qui se cachaient des bombardements dans une seule pièce.

«L'espace était assez grand, mais il n'y avait pratiquement aucune ventilation», a déclaré Ilchenko à *Kyiv Independent*.

Après avoir été infectée, elle a continué à se rendre à l'abri après les alertes aux raids aériens, mais ajoute qu'elle portait constamment un masque. Ilchenko n'a pas fait grand-chose pour traiter le virus, se contentant de boire plus de liquides chauds que d'habitude.

## LA RÉDACTION DE KYIV INDEPENDENT



**Olga Rudenko**

*Editor-in-chief*



**Jakub Parusinski**

*Chief financial officer*



**Daryna Shevchenko**

*Chief executive officer*



**Toma Istomina**

*Deputy chief editor*



**Oleksiy Sorokin**

*Political editor, chief operating*



**Anna Myroniuk**

*Editorial strategy manager, Head*



**Igor Kossov**

*Senior news editor*



**Illia Ponomarenko**

*Defense reporter*

«Pour être honnête, le Covid-19 n'était pas ma plus grande préoccupation», dit-elle. Alors que sa mère était bloquée à Irpin, une ville-satellite située à l'extérieur de Kyiv, qui a été un point chaud de la guerre, Ilchenko ne pouvait pas s'occuper de sa propre santé tout en s'inquiétant pour sa mère, dont la vie était en danger.

Bien que la propagation du Covid-19 en Ukraine dans le contexte de la guerre avec la Russie puisse

sembler être un problème local, elle pourrait affecter le rythme de la pandémie bien au-delà des frontières de l'Ukraine. Plus de 2,5 millions de réfugié·es ont déjà fui l'Ukraine, la plupart d'entre eux se rendant en Pologne, selon l'agence des Nations unies pour les réfugié·es. Selon les estimations de l'agence, ce nombre pourrait atteindre 4 millions de personnes.

13 MARS 2022

Traduction Patrick Le Tréhonat

## SUR LE FIL D'ACTUALITÉS DE KYIV INDEPENDANT

### SAMEDI 12 MARS

Cinquante-sept personnes, pour la plupart des civils tués, ont été enterrées dans une fosse commune dans le cimetière de Bucha, rapporte un militant local. Il y a eu de nombreux rapports sur les forces russes tuant des civils à Bucha, une ville près de Kyiv. Selon un militant local Oleksandr Ostapa, les habitants ont enterré 57 corps non identifiés près d'une église à Bucha, dont 53 civils.

### DIMANCHE 13 MARS

Les troupes russes ne se trouvent plus dans la ville portuaire ukrainienne de Skadovsk. Selon le maire de la ville, Oleksandr Yakovlev, la situation à Skadovsk est sous contrôle et il y a de l'électricité, du gaz et de l'eau. Le 9 mars, des véhicules militaires russes sont entrés dans la ville et les troupes russes auraient saisi tous les ordinateurs du conseil municipal.

Les morgues en Biélorussie se remplissent de corps de soldats russes, rapportent les habitants. Des soldats russes tués en Ukraine sont amenés par camion aux morgues puis renvoyés en Russie par train ou par avion, selon des habitants qui se sont entretenus avec Radio Free Europe/Radio Liberty. Les morgues des villes biélorusses de Mozyr, Homel et Naroulia seraient pleines.

Des milliers de personnes se rassemblent contre l'occupation russe à Kherson. Les troupes russes ont tiré sur

la foule avec des balles en caoutchouc, selon le journaliste Kostiantyn Ryzhenko et la *Ukrainska Pravda*. Les habitant·es ont protesté à plusieurs reprises contre l'occupation à Kherson, une capitale régionale du sud de l'Ukraine, depuis que les forces russes ont pris le contrôle de la ville le 5 mars.

### LUNDI 14 MARS

Des squatters occupent un manoir londonien appartenant au milliardaire russe Oleg Deripaska. Les squatters protestent contre l'agression de la Russie en Ukraine le 14 mars et cherchent à ouvrir la maison aux réfugiés ukrainiens, a rapporté le *Guardian*.

La communauté des médias et des militants appellent la Russie à libérer le journaliste ukrainien porté disparu, Oleg Baturin, du *Kherson Novyi Den* et journaliste d'investigation au Center for Journalistic Investigations. celui-ci a été vu pour la dernière fois à Kakhovka, dans l'oblast de Kherson, le 12 mars. Selon sa femme, des forces russes ont été repérées près de l'endroit où il était supposé avoir une réunion ce jour-là.

Des dizaines de milliers de manifestant·es se rassemblent pour l'Ukraine au Canada. Les manifestant·es ont défilé dans les rues des villes canadiennes. Ils ont appelé à davantage de sanctions contre la Russie et pour l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus

de l'Ukraine. Le plus grand rassemblement a eu lieu à Toronto, où environ 10 000 personnes se sont rassemblées le 13 mars.

Plus de 2 500 morts recensés à ce jour dans la ville assiégée de Marioupol. L'armée ukrainienne tient à Marioupol mais «les Russes anéantissent la ville», a déclaré Oleksiy Arestovych, un conseiller du bureau présidentiel ukrainien. Malgré les conditions de plus en plus difficiles, les précédents efforts d'évacuation des civils ont échoué et un acheminement d'aide humanitaire destinée à la ville portuaire n'est toujours pas arrivé.

### MARDI 15 MARS

Selon Oleksandr Kamyshin, le chef par intérim de l'opérateur ferroviaire public Ukrzaliznytsia, il y a actuellement 15 000 wagons de fret russes en Ukraine. Ukrzaliznytsia prévoit de les nationaliser en vertu de la loi récemment adoptée autorisant la saisie de biens russes en Ukraine.

Serhiy Haidai, gouverneur de l'oblast de Louhansk, a déclaré le 15 mars que les forces russes avaient détruit trois bâtiments scolaires ainsi qu'un internat pour enfants malvoyants et un hôpital à Rubizhne, une ville de l'oblast de Lougansk.

### MERCREDI 16 MARS

Les résidents de Skadovsk, dans l'oblast de Kherson occupé, organisent une manifestation antirusse. Les occupants russes ont ouvert le feu et utilisé des gaz lacrymogènes sur les manifestants pacifiques qui se sont rassemblés sur la place devant le conseil municipal pour exiger la libération des dirigeants locaux détenus.

Les occupants russes libèrent six personnes capturées à Bucha. Les six personnes, membres du personnel et volontaires du conseil municipal de Bucha, avaient été capturées dans la soirée du 15 mars alors qu'elles aidaient les habitants à fuir la ville sous le feu.

Des Russes kidnappent un militant qui a organisé une manifestation antirusse à Berdyansk occupée. Vitaly Shevchenko, directeur d'une agence de voyages locale, a été capturé dans un café local à Berdiansk après la

manifestation, ont déclaré des témoins oculaires aux médias locaux. Les occupants ont également arrêté plusieurs autres participants au rassemblement.

### JEUDI 17 MARS

L'association ukrainienne des ferrailleurs se prépare à traiter les véhicules militaires russes saisis. Le groupe a déclaré le 17 mars qu'il recherchait l'expérience d'autres pays dans la transformation d'équipements militaires en ferraille. Seuls les véhicules trop endommagés pour une restauration seront transformés en ferraille.

Les troupes russes tuent 53 civils à Tchernihiv en une journée. Le gouverneur de l'oblast de Tchernihiv, Vyacheslav Chaus, a déclaré que 53 corps avaient été livrés aux morgues de la ville le 16 mars. Les victimes ont été tuées par des tirs d'artillerie et des frappes aériennes.

Quelque 150 Syriens ont été transférés en Russie pour participer à sa guerre contre l'Ukraine le 15 mars; jusqu'à 300 doivent être envoyés chaque jour en Ukraine. D'autres armes et équipements militaires devraient bientôt être transférés de la Syrie vers la Russie et la Biélorussie, selon les renseignements militaires ukrainiens. Selon ce rapport, certains mercenaires syriens y voient une opportunité d'immigration clandestine vers l'UE.

### VENDREDI 18 MARS

Selon l'armée ukrainienne : plus de 14 200 soldats russes ont été tués depuis le 24 février. À 9 heures du matin le 18 mars, l'armée ukrainienne avait également détruit 1 448 véhicules blindés de transport de troupes, 879 véhicules, 450 chars, 205 systèmes d'artillerie, 60 réservoirs de carburant, 72 lance-roquettes multiples, 112 hélicoptères, 93 avions, 43 systèmes de guerre antiaérienne, 12 véhicules aériens sans pilote et 3 bateaux.

La République tchèque n'est plus en mesure d'accepter des réfugiés d'Ukraine. Selon le Premier ministre tchèque, Petr Fiala, plus de 270 000 Ukrainiens sont arrivés dans le pays depuis le 24 février. Plus de la moitié des réfugiés sont des enfants et 80 % des adultes sont des femmes. «La vague de réfugiés est sans précédent par sa vitesse et son ampleur», a déclaré Fiala.

## FRANCE

# À PROPOS DE LA GUERRE MENÉE PAR LA RUSSIE EN UKRAINE

SUD-RAIL

La fédération des syndicats SUD-Rail rédige cette note et fait quelques propositions, qui s'articulent tant avec le travail international mené par Solidaires depuis des années, qu'avec des initiatives, contacts et publications de ces derniers jours... et permettre de répondre à des communications patronales ou d'autres organisations syndicales.

C'est le pouvoir russe, le régime de Poutine, qui porte la responsabilité de cette guerre. Nous devons partir de ce constat. Il s'agit, après notamment l'annexion de la Crimée, d'une nouvelle intervention militaire impérialiste, de la part d'un régime dictatorial qui exerce une très forte répression envers les mouvements populaires, dont le mouvement syndical lorsqu'il est indépendant.

Ce constat ne retire rien au fait que nous étions, depuis longtemps, partie prenante de collectifs et initiatives réclamant la dissolution de l'OTAN. Il n'y a aucune raison de remettre cela en cause, c'est un de nos rôles en tant qu'organisation d'un pays membre de l'OTAN, mais l'exigence de dissolution de l'OTAN ne doit pas être utilisée comme un argument qui viserait, volontairement ou non, à «équilibrer» les responsabilités vis-à-vis de ce qui se passe en Ukraine.

C'est aussi pour cela que nous ne pouvons pas avancer comme mot d'ordre «La paix négociée». Ce

serait renvoyer dos à dos agresseurs et agressé-es. Ce n'est pas envisageable en termes de revendication, exigence, message politique. Ce serait s'aligner sur la politique de celles et ceux qui se limitaient à dire «Paix au Vietnam» ou «Paix en Algérie», sans revenir à 1939 avec l'invasion de la Pologne, en gommant la résistance des peuples vietnamiens, algériens, polonais et l'occupation américaine, française, allemande, en refusant de soutenir celles et ceux qui résistaient aux forces d'occupation et de répression. Pour l'heure, il faut soutenir la lutte de la population d'Ukraine contre l'invasion militaire russe, pas revendiquer une «paix négociée» qui entérinerait la situation créée par l'agression impérialiste de l'État russe.

Même chose vis-à-vis du gouvernement ukrainien, des forces politiques présentes en Ukraine: le premier est critiquable, c'est une évidence. Mais il n'a rien de comparable à une dictature. Parmi les secondes, il existe des groupes d'extrême droite; cela renforce la nécessité pour nous d'avoir des contacts directs, notamment avec des syndicalistes, mais ça ne justifie aucune restriction au soutien à la résistance contre l'invasion et l'occupation russes (des forces d'extrême droite existent en France; heureusement, nos partenaires internationaux n'ont pas décidé de rompre les relations avec nous pour autant).

Avec la résistance ukrainienne, l'autre clé de la situation est ce qui se passe en Russie, avec les mouvements de contestation et/ou refus de la guerre, avec les «interrogations» qui se font jour parmi les

soldats. Soutenir la résistance en Ukraine et les déso-béissances en Russie sont des impératifs aujourd'hui, car on ne construira pas la paix dans le monde si la résistance ukrainienne est écrasée et que le régime de Poutine sort renforcé par la guerre.

Notre propos n'est ni celui d'organisations humanitaires, ni celui d'institutions type ONU, ni de commentateurs ou commentatrices de l'actualité internationale. Nous pouvons bien entendu nous nourrir d'analyses diverses, nous ne pouvons pas nous limiter aux analyses et à débattre des insuffisances de tel ou tel texte. Notre activité syndicale internationaliste doit être syndicale ; syndicale au sens où nous l'entendons, c'est-à-dire en assumant toute sa dimension politique, mais à partir de la défense et des intérêts de notre classe sociale et dans une perspective émancipatrice. Tous ces mots ont un aspect dérisoire dans une situation de guerre. Pour limiter le caractère dérisoire de notre activité face à cette situation, nous proposons quelques axes de travail pour notre Union syndicale Solidaires, dont notre fédération fera le maximum pour y participer et notamment par la commission internationale.

Les peuples d'Ukraine sont directement touchés par la guerre et ses effroyables conséquences. Disposer des moyens pour résister est, pour eux, une nécessité vitale. Soutenir les millions de personnes condamnées à l'exil en est une autre. Ce sont deux impératifs vitaux pour les populations locales, deux axes prioritaires pour notre engagement syndical internationaliste. Le troisième axe est le soutien (notamment par l'information) à celles et ceux qui, en Russie, combattent la guerre et le régime de Poutine. Tout cela, faisons-le à partir de nos réalités, nos actions, ici et maintenant. Ce sera plus utile que de multiplier les déclarations conclues par un appel aux gouvernements, à l'Union européenne ou autre institution

organisatrice de l'ordre capitaliste qui est au cœur de la situation actuelle.

1. Une de nos priorités est de donner la parole aux syndicalistes d'Ukraine, de Russie, de Biélorussie, de Pologne, etc.

Nous devons poursuivre et amplifier le travail entamé à travers le Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Plusieurs déclarations, appels et interviews ont été publiés. Plusieurs organisations Solidaires (SNJ, Solidaires-Douane...) ont communiqué à partir des réalités de leur secteur professionnel ; c'est important.

Il faut continuer à faire connaître les expressions et actions des syndicalistes dans les pays concernés, poursuivre le travail de contacts, échanges, etc.

2. Concernant les réfugié·es, l'Union syndicale Solidaires et plusieurs des organisations membres interviennent sur ce sujet depuis bien longtemps.

Face à la situation présente des initiatives spécifiques ont été prises : par exemple, par SUD-Rail ou SUD-Éducation. Celles-ci s'inscrivent, bien évidemment, à la fois dans le moment que nous vivons et dans le positionnement de fond de notre organisation. Nous parlons bien, dans le cas présent, des «réfugié·es d'Ukraine» et pas des «réfugié·es de nationalité ukrainienne».

Ce que nous pouvons obtenir pour elles et eux doit servir de point d'appui pour montrer que c'est possible pour toutes et tous les réfugié·es. C'est une évidence pour toutes et tous les camarades de Solidaires impliqué·es dans ces luttes depuis des années ; mais peut-être que cela va mieux en le (re) disant. Ajoutons que lorsqu'on parle de réfugié·es, de migrant·es, d'exilé·es, les grèves de travailleurs sans-papiers comme les trois qui ont lieu depuis des mois en Île-de-France sont aussi en plein dans le

sujet; le soutien actif est une des réponses à celles et ceux qui veulent trier les réfugié·es.

3. Localement, des collectifs, des militant·es Solidaires, sont impliqué·es dans des initiatives visant à faire parvenir à la population d'Ukraine ce qui lui est nécessaire pour vivre, survivre, continuer la résistance à l'agression de l'État russe.

Nous pouvons être utiles en faisant connaître ces initiatives, en mettant en contact avec des syndicalistes d'Ukraine, de Pologne, etc., comme nous avons commencé à le faire, grâce au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

Se pose la question de prendre une initiative du même ordre, mais «nationalement». Ceci est discuté aussi dans la CGT et la FSU; de même au sein du Réseau syndical international de solidarité et de luttes. À partir de l'expérience de l'association convoi syndical lors des guerres en Bosnie, en Tchétchénie, nous pouvons nous fixer l'organisation d'un tel convoi en avril, dans la suite de la rencontre du Réseau; cela permettrait à des organisations présentes à Dijon pour ces rencontres de participer à l'initiative, de lui donner un caractère internationaliste encore plus affirmé; les camarades de CSP-Conlutas (Brésil), par exemple, sont partant·es (la proposition n'a pas été faite «publiquement» au sein du Réseau pour l'instant, bien entendu). La commission internationale Solidaires, dont la composition – comme toutes les commissions – demeure ouverte à toutes les organisations membres, pourrait se charger de la mise en œuvre. Cette échéance en lien avec le Réseau et cohérente avec le nécessaire temps de préparation, n'exclut nullement le travail avec la CGT et la FSU: cela peut s'articuler aux mêmes dates et le convoi ne serait alors plus seulement «du Réseau», cela peut aussi se traduire par une initiative plus restreinte mais plus rapide dès mars.

4. Au-delà de l'urgence et des réponses que nous pouvons tenter d'y apporter, la guerre en Ukraine amène aussi à se reposer les questions liées aux ventes d'armes, à la fabrication d'armes et donc à la reconversion, aux budgets engloutis dans l'armement, aux politiques militaristes, aux guerres qui ont lieu ailleurs dans le monde.

Un travail de réflexion avec des collectifs militants intervenant sur ces sujets est à reprendre, dans une perspective syndicale.

5. Pour l'Union syndicale Solidaires, le soutien aux populations d'Ukraine et la lutte contre cette guerre ne doivent pas se faire au détriment d'autres champs de notre activité internationale, d'autres causes (Palestine, Kurdistan, Syrie, FrancAfrique, Afghanistan, etc.)

À ce propos, dans la suite de liens anciens et repris en 2021, nous travaillons à la venue en France de militantes afghanes de Rawa, association de femmes qui luttent pour les droits des femmes, pour le respect des droits humains, contre la guerre, depuis 1977 et donc contre l'occupation soviétique, contre les talibans, contre l'occupation américaine...

9 MARS 2022

## UKRAINE

# LES ANARCHISTES ORGANISENT DES MILICES ARMÉES POUR COMBATTRE L'ENVAHISSEUR RUSSE

FERRÁN BARBER<sup>1</sup>

Après un vif débat interne, les antifascistes ukrainiens ont formé plusieurs unités militaires pour affronter l'armée barbare de Vladimir Poutine. Les milices Rev Dia, Black Flag et Black Headquarter sont la réponse libertaire à l'occupation.

Dans une guerre, tout anarchiste se bat pour la défaite de son pays ; mais en Ukraine, les anarchistes feront une exception. Les militants de l'organisation libertaire Rev Dia [*Action révolutionnaire*] avaient déjà prévu depuis des années cette éventualité en cas de conflit provoqué par les Russes et, vu la situation, ils ont maintenant créé leur propre peloton pour combattre l'envahisseur. Et ils ne sont pas les seuls, car au moins deux autres collectifs ont formé des milices similaires. Les anarchistes locaux se sont engagés, en fin de compte, à soutenir unanimement l'effort de guerre, même s'il y a eu quelques désaccords au début sur des questions concernant la structure de commandement et certaines loyautés.

Il y a un peu plus d'un an, *Público* avait rencontré clandestinement dans le dernier étage d'un vieux logement social, dans une banlieue pauvre de Kyiv, deux membres de Rev Dia. À l'époque, Vladimir et Aleksei [*les prénoms ont été changés*] dénonçaient les persécutions dont ils faisaient l'objet de la part de leur propre gouvernement et la manière dont la

police avait forcé certains d'entre eux à rejoindre les forces armées ukrainiennes et à aller se battre sur la ligne de front, la frontière établie dans le Donetsk par le fleuve Kalmius, où l'armée de Kyiv et les sécessionnistes pro-russes se faisaient face depuis 2014.

### DES ANARCHISTES RUSSES RÉFUGIÉS À KYIV

L'invasion [*russe*] a changé la donne et après quelques jours de débat et avoir revu leurs positions, les anarchistes ont choisi entre deux maux. En réalité, il était déjà clair à l'époque que l'Ukraine était une option bien plus souhaitable que l'option autoritaire de la Russie de Poutine, désormais connu sous le nom de «Poutler». La preuve : Kyiv était déjà devenue un refuge pour des anarchistes russes comme Daniel Galkin, que nous avons également interviewé, et qui s'étaient réfugiés dans la capitale ukrainienne pour échapper à la répression du FSB, les services de sécurité russes.

«Oui, en effet, nous avons créé notre propre unité, cent pour cent anarchiste, et nous réunissons du matériel pour lutter contre les Russes», a confirmé ce vendredi un militant de Rev Dia. Nos interlocuteurs ne veulent pas révéler le nombre de membres de leur milice, et ne savent pas encore où ils vont se déployer. Les effectifs militaires anarchistes sur le terrain s'organisent sous la bannière du Comité de résistance, qui est sous le commandement et le contrôle

---

1. Journaliste à *Público*.

des forces de défense territoriale ukrainiennes, sous les ordres du gouvernement. «Des anarchistes sous la bannière d'un État?», leur demandons-nous. Ils répondent du tac au tac: «Non, en tant qu'anarchistes, nous ne défendons pas un État, nous nous protégeons nous-mêmes. Si la Russie remporte ce conflit, elle détruira le mouvement en Ukraine, c'est la situation à laquelle nos camarades sont confrontés en Russie, où ils sont torturés et écotent de peines de prison de longues années. Après avoir examiné toutes les options, nous n'avons vu que cette possibilité: résister à cette invasion.»

«En effet, il existe peu d'endroits dans le monde où le mouvement anarchiste a été réprimé aussi brutalement, impitoyablement et violemment que dans la Russie de Poutine. Il y a un peu plus d'un mois, un tribunal russe a condamné trois adolescents sibériens, sympathisants anarchistes, pour terrorisme. Ils étaient accusés, entre autres, d'avoir fait exploser un commissariat virtuel des services de sécurité fédéraux dans le célèbre jeu vidéo en ligne Minecraft.» Nikita Uvarov, Denis Mikhaïlenko et Bogdan Andreyev, originaires de Kansk, une ville de la région sibérienne de Krasnoïarsk, ont été arrêtés en juin 2020 pour avoir distribué des tracts politiques devant le siège local du FSB, avec des slogans comme «La sécurité fédérale est le principal terroriste», ainsi que des textes soutenant explicitement Azat Miftakhov, un anarchiste condamné à six ans de prison. Les trois suspects étaient âgés de 14 ans au moment de leur arrestation. Uvarov a été condamné à cinq ans d'enfermement dans une colonie pénitentiaire, tandis que Mikhaïlenko et Andreyev ont été condamnés à trois et quatre ans avec sursis.

## DES TEE-SHIRTS À L'EFFIGIE DE MAKHNO POUR FINANCER LA RÉSISTANCE

Voilà, selon Rev Dia, la Russie qu'ils combattent et qu'ils veulent chasser de l'Ukraine, qui est représentée par le tyran de Moscou. L'organisation anarchiste organise depuis des années des camps d'entraînement militaire et forme ses membres à l'utilisation d'armes d'assaut, de couteaux et de tactiques de guérilla urbaine, qu'ils utilisent éventuellement pour traquer les suprémacistes blancs de groupes comme le C14 [ou S14, un groupe néonazi]. «Nous avons déjà prévu ce scénario, nous avons donc essayé de nous préparer au mieux, explique un des militants. Nous savons qu'il y a une grande différence entre le genre d'activités que nous pratiquions dans nos camps d'entraînement et la vraie guerre sous les bombes et les frappes aériennes.»

Les membres de Rev Dia n'ont ni infirmé ni confirmé si, comme le suggéraient certaines photos publiées ces derniers jours sur les réseaux sociaux, si certains anarchistes avaient décidé de rejoindre non seulement les forces armées ukrainiennes, mais aussi le régiment Azov, où la présence de sympathisants de groupes néonazis est bien connue. Jusqu'à présent, l'unité de Rev Dia n'est pas encore entrée en combat, et elle rassemble des fournitures et du matériel, ainsi que des fonds pour le soutien de son peloton. Cette semaine, les militants ont installé des stands de vente de tee-shirts décorés du visage de Nestor Makhno sur des marchés aux puces de certaines villes européennes, dont Paris. Participer à la résistance, c'est aussi, selon eux, un moyen de pouvoir influencer la direction que prend la société face à la situation actuelle.

Il existe, par ailleurs, un autre secteur proche de l'anarchisme en Ukraine qui campe sur ses positions

antibellistes et qui continue de refuser de combattre avec l'un ou l'autre camp dans le conflit. Ses militants ont dû faire face non seulement à l'animosité ouverte de la majorité de la population, mais ils sont en plus confrontés à la persécution publique du gouvernement de Kyiv, totalement engagé dans la guerre et animé par des impulsions essentiellement nationalistes. Les collectifs anarchistes de Russie et de Biélorussie sont également brutalement réprimés pour s'être opposés à l'invasion dans leurs pays respectifs.

Ce n'est pas la première fois que des anarchistes ukrainiens s'intègrent à la lutte pour chasser un envahisseur. Le légendaire leader communiste-libertaire Nestor Makhno avait déjà organisé un soulèvement populaire au début du siècle dernier qui l'avait conduit, avec les autres anarchistes, à s'attaquer à tous : les tsaristes de Dénikine, les envahisseurs d'Europe centrale, les bolcheviks et la bourgeoisie de Petlioura. Ils avaient alors réussi à rassembler 100 000 hommes et à contrôler une grande partie du pays.

La situation actuelle est-elle comparable ? L'historien espagnol Julián Vadillo répond par la négative. « J'ai entendu parler de groupes anarchistes en Ukraine qui organisent la résistance à l'invasion russe, mais je ne ferais pas de parallèle entre ce qui s'est passé entre 1918 et 1921 et ce qui se passe aujourd'hui, dit-il. Surtout parce que les acteurs impliqués sont un peu différents et, que l'envahisseur, notamment, est différent. Il y a quelques jours, j'ai publié un article sur Poutine ; j'ai parlé des origines du personnage, qui ne se retrouve certainement pas sur les positions de l'URSS ni de ce que les bolcheviks ont représenté. Aujourd'hui, nous avons affaire à une invasion purement impérialiste. Qui serait Zelensky ? Peut-être Petlioura ? Je n'irai pas sur ce terrain-là. »

Ces jours-ci, les nationalistes ukrainiens ont utilisé la figure de Makhno pour en faire une sorte de héros national, ce que le leader paysan n'a jamais été. Le seul drapeau des makhnovistes était celui des pirates et leurs revendications ne portaient sur aucune patrie, mais sur la justice sociale.

### LA SOLIDARITÉ DE L'ANARCHISME INTERNATIONAL

Outre le peloton créé par Rev Dia, il y a au moins deux autres groupes anarchistes qui sont en train d'organiser leurs propres unités antifascistes pour combattre les envahisseurs russes. L'un s'appelle Black Flag [*Drapeau noir*] et l'autre Black Headquarter [*Quartier général noir*]. Eux aussi s'armement et récupèrent du matériel, dont des troussees de premiers secours et des articles d'hygiène personnelle grâce aux collectes de soutien effectuées par les collectifs communistes-libertaires du monde entier. L'opération de solidarité organisée par l'anarchisme international vise également à soutenir les personnes déplacées et à diffuser les pratiques égalitaires de prises de décision et de démocratie directe.

Le comité de résistance qui rassemble les forces anti-autoritaires a également soutenu la création d'une unité internationale de volontaires et s'efforce actuellement de récupérer des gilets pare-balles, des casques, des garrots, des troussees de premiers secours, des systèmes de combat intégrés, des talkies-walkies et des gants tactiques. L'anarchisme a clairement fait savoir qu'il n'avait aucune sympathie pour l'État ukrainien, qu'il a critiqué à plusieurs reprises pour ses éventuelles dérives répressives. « Mais il ne s'agit pas simplement d'une guerre entre deux puissances égales. Ce qui se passe en Ukraine est un acte d'agression impérialiste : une agression qui, si elle réussit, entraînera un déclin de la liberté dans le

monde entier: en Ukraine, en Russie, et peut-être aussi dans d'autres pays. Le danger que la guerre se poursuive et atteigne une échelle mondiale sera plus grand», pouvait-on lire dans *Crimethinc* [le réseau d'un collectif anarchiste de cellules autonomes décentralisé] il y a quelques jours.

11 MARS 2022

*Público*

Traduction: Mariana Sanchez

## SOLIDARITÉ AVEC LES ANARCHISTES EN LUTTE EN UKRAINE

Un réseau anarchiste d'entraide et de luttes s'est mis en place sur le terrain avec des soutiens à travers le monde, qui veut apporter « une réponse émancipatrice queer-féministe et antiraciste ».

Iels publient également des comptes rendus journaliers de leurs activités ainsi que de la situation sur place. Une version française miroir de leur site a été mise en place sur le site du monde-libertaire

Operation-solidarity est actif autant sur le terrain dans la résistance contre l'invasion russe, dans

les soins, la création d'un réseau de relai pour les personnes fuyant l'Ukraine et le contexte extrêmement raciste aux frontières avec l'Ukraine. [...]

Malgré le discours hypocrite des États européens sur l'ouverture des frontières, la situation des personnes racisées essayant de fuir l'Ukraine est très dangereuse. Iels sont confronté·es à une douane/police des frontières raciste mais également fasciste de Pologne.

Deux cents personnes racisées ont, par exemple, protesté collectivement et ont enfin réussi à traverser la frontière ukraino-polonaise après deux jours. Les gardes-frontières ont essayé de les arrêter et de leur bloquer le chemin avec des véhicules mais elles ont été plus fortes. [...]

Retrouvez plus d'articles d'analyse sur la guerre en Ukraine et le rôle des anarchistes et autres mouvements émancipateurs sur [Crimethinc.com](https://www.crimethinc.com).

Pour leur faire des dons d'argent ou de matériel rendez vous sur [operation-solidarity.org](https://operation-solidarity.org)

17 MARS 2022

*Disjoncter.Info*





«Là où nous vivons, c'est notre pays»  
Bund socialiste juif, Ukraine, 1918.



# RÉFLEXIONS ET POSITIONS

## JOURS GRIS EN TEMPS DE GUERRE

BERNARD DRÉANO

Vendredi 11 mars 2022. Depuis le café, je regarde le merveilleux ballet des trams silencieux et bariolés qui s'entrecroisent devant la gare Saint Roch de Montpellier. Je reviens du plateau du Larzac. Le « progrès » fait qu'il est beaucoup plus compliqué de s'y rendre depuis Paris qu'il y a quelques années. L'État cherche depuis longtemps à fermer la ligne de chemin de fer qui relie Millau à Clermont-Ferrand – et donc Paris. C'est tellement mieux en voiture... Il y est presque parvenu, même si s'esquisse une très timide réhabilitation des trains de nuit. Le tout-TGV ayant été la politique délibérée, le détour par Montpellier était devenu quasi indispensable, mais il n'y a pas de « modularité » sérieuse avec les cars, gérés ici par la Région. C'est tellement plus simple de prendre la voiture... Tant pis pour la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, quelle importance... Et puis quel besoin a-t-on d'aller à Millau et *a fortiori* sur le plateau de ces paysans qui faisaient du bruit au siècle dernier?

Mon téléphone n'arrête pas de vibrer. Pas pour évoquer ces politiques imbéciles de sabotage des transports en commun. Ce sont des dizaines de messages, questions, demandes urgentes, sur Whatsapp, Messenger, Signal, Facebook, Twitter et autres fils magiques de notre temps. Comment exfiltrer un nouveau-né et sa mère coincés quelque part au sud de Kharkiv? Faire sortir une journaliste de Moscou et sa famille? Aider des étudiants nigériens fuyant l'Ukraine et se retrouvant confrontés au racisme des institutions d'Europe? Soutenir des réfugiés en

Pologne? Avoir des nouvelles des copains?... Et surtout informer, sur les antiguerre en Russie, sur les points de vue de nos partenaires et camarades ukrainiens...

Ce n'est pas la première fois que je vis ainsi une guerre à distance, tout en étant à la fois bien informé et affectivement touché. Dans ma déjà longue vie militante j'en ai connu beaucoup, des guerres, tenté d'agir contre certaines. Parfois plus directement impliqué, parce que j'avais des liens politiques et/ou personnels étroits avec des femmes et des hommes sur le terrain... Dans mon enfance, on parlait « des événements d'Afrique du Nord » (le gouvernement français de l'époque comme le russe d'aujourd'hui ne voulait pas entendre parler de guerre), mais cette guerre-là était venue jusque dans notre rue de la banlieue parisienne. Et puis j'ai vécu, de loin et par moments de plus près diverses guerres au Proche et Moyen-Orient, dans le Sud-Caucase, lors des guerres de dislocation de la Fédération yougoslave. L'Ukraine, nous connaissons dans mon cercle militant, non seulement par les contacts établis avec des amis Russes et Ukrainiens depuis les années 1980-1990 au sein du réseau Helsinki Citizens' Assembly et de notre petite Assemblée européenne des citoyens (AEC) en France, mais aussi ces dernières années avec les coopérations avec des associations et mouvements ukrainiens, les stages de volontaires françaises d'Échanges & Partenariats sur le terrain, notre participation active à la coalition Civil M+ (ou l'on retrouve Ukrainien, Russes, Allemands, Français, Néerlandais et autres...).

Hier donc j'étais au Larzac. Il faisait gris, mais chaque fois que je retourne sur le plateau j'ai les

images ensoleillées des manifestations ou des rencontres grandes et petites, il y a longtemps ou avant-hier, contre le militarisme, pour la solidarité et pour la paix. J'étais venu parler de la guerre en cours avec un petit groupe, pas tous militants. L'une avait de la famille en Ukraine. Une comédienne polonaise nous a lu le journal de bord d'un metteur en scène ukrainien depuis le premier jour de l'agression jusqu'au 6 mars. Le nom Larzac résonne encore, de la Palestine à la Kanaky, des ZAD d'aujourd'hui aux insoumissions d'hier. Une parole venue du Larzac contre cette guerre, en solidarité avec la résistance ukrainienne et les antiguerre de Russie, ce n'est pas grand-chose, mais il ne faut pas sous-estimer la force symbolique du lieu d'où l'on parle. Mes «larzaciens» vont s'exprimer sur la solidarité, contribuer à la réflexion sur ce que peuvent faire les citoyens extérieurs au champ de bataille pour faire reculer la guerre et la barbarie...

Que peut-on faire en effet? Bien sûr, l'indispensable soutien matériel et moral aux réfugiés et personnes déplacées, et autant que possible aux civils ukrainiens sur place. Nous devons aussi nous insurger contre l'odieuse discrimination, dans les mots et souvent dans les faits, qui distingue les «bons» réfugiés «parce qu'Européens comme nous» des «mauvais migrants» parce qu'ils sont réfugiés des guerres d'Afghanistan, de Syrie et d'Irak ou d'Afrique sahélienne. Dans les faits aux frontières et dans les mots de nos représentants institutionnels, de nos médias, ici, en Europe occidentale, en France.

Nous sommes en face d'une agression caractérisée perpétrée par l'État néotsariste russe (un crime contre l'humanité tel que défini par la Charte des Nations unies et précisé dans le statut de Rome de la Cour pénale internationale). Le fait que d'autres agressions du même type n'aient pas été condamnées par nos

gouvernements, ou suffisamment dénoncées par nos mouvements ne doit pas servir de prétexte à limiter notre rejet absolu de celle-ci (je pense notamment, pour s'en tenir à la période contemporaine, à des agressions perpétrées par les États-Unis et certains de leurs alliés ou par l'État d'Israël). Cette dénonciation a une conséquence évidente: la reconnaissance du droit du peuple agressé de se défendre, par les moyens qu'il juge utile et qui sont à sa portée. Le principal facteur de résistance du peuple ukrainien, c'est la cohésion dont il fait preuve, la capacité de mobilisation et d'auto-organisation civile et militaire des Ukrainiens et Ukrainiennes. Elles se sont construites malgré les profondes divisions qui peuvent exister dans la société ukrainienne. Elles ont un effet profondément dissuasif sur les forces de l'agresseur, qui hésite à entrer dans les villes. Confrontée en Syrie à une auto-organisation de ce type, l'armée russe a matraqué le peuple avec violence, pour casser justement tout esprit de résistance, mais elle bénéficiait de l'appui au sol des troupes iraniennes et de l'armée bachariste, et aussi de l'action destructrice des groupes djihadiste. En Ukraine, l'armée de Poutine n'a pas de tels alliés, elle semble pourtant décidée à une escalade qui ne peut être que sanglante.

Ce soutien à la résistance de l'agressé est, au stade actuel, profondément contradictoire avec des appels à la passivité au nom de «ne pas ajouter la guerre à la guerre», et *a fortiori* de renvoi dos à dos agresseurs et agressé. Mais il doit s'accompagner, avec force, du soutien aussi concret et aussi efficace que possible, au mouvement antiguerre en Russie, dont le développement est une des clés de l'avenir, celui des combats d'aujourd'hui et de la paix de demain.

En réfléchissant à tout cela me reviennent les mots de notre camarade, le Québécois Pierre Beaudet, qui vient de disparaître. C'était une figure de la gauche

dans son pays et de l'altermondialisme au niveau mondial. Il y a quelques jours, avant le début de la guerre, il me demandait comment joindre des militants de gauche en Ukraine, qu'il voulait interviewer pour ses *Cahiers du socialisme*, et je lui ai donné quelques liens. Il y a quelques jours, quelques heures avant sa mort, quelques heures après le déclenchement de l'agression, il écrivait aux membres de son organisation, Alternatives :

Maintenant que la Russie a attaqué, il n'y a plus de retour en arrière. Ou bien Poutine réussit son pari de soumettre l'Ukraine, ce qui lui permettrait de «confier» à un nouveau gouvernement le soin de «rétablir l'ordre». Ou bien la situation s'enlise dans un affrontement sans fin, à moins que la Russie n'accepte d'engager le combat dans les villes, quitte à les détruire avec leurs populations (ce qui a été fait en Syrie). Dans un cas comme dans l'autre, on aura créé les conditions pour réanimer une sorte de nouvelle guerre froide, laquelle sera alimentée par de violentes attaques contre l'économie russe, la surmilitarisation de l'Europe centrale autour des alliés [...].

À quoi il ajoutait :

Le domaine dans lequel nous [il parle de son organisation Alternatives] évoluons sera fortement marqué. Il est certain que l'aide humanitaire va être orientée en fonction des millions d'Ukrainiens et d'Ukrainiennes qui ont et qui vont prendre le chemin de l'exil. D'un point de vue humanitaire, c'est un tournant nécessaire. Ce qu'il n'est pas est son caractère discriminatoire. En ce moment, au moins 10 millions de Syriens, d'Irakiens, d'Afghans (pour ne nommer que ceux-là) croupissent dans des camps de détention administrés par des États payés par les pays membres de l'OTAN. La grande majorité de ces damnés de la terre sait d'ores et déjà qu'ils ne seront jamais acceptés comme réfugés.

Entre-temps, des conflits qu'on feint d'ignorer éclatent dans la corne de l'Afrique alors que le grand (dé)sordre international empêche l'ONU d'intervenir sérieusement. [...]

Dès lors que faire ?

Parmi quelques pistes discutées dans le milieu, nous devons élaborer nous-mêmes notre base d'action, en tenant compte de l'expérience passée et des aléas du contexte actuel.

- La paix doit être rétablie le plus tôt possible, au moins sous la forme d'un cessez-le-feu qui laissera aux responsables du temps pour se sortir de l'impasse actuelle.

- Ce processus de paix devrait inclure l'ONU. Sachant que l'Union européenne et l'OTAN sont de gros joueurs, ils ne sont pas les seuls à assurer la paix dans le monde.

- Nous sommes solidaires avec la résistance ukrainienne qui vise à rétablir une souveraineté inclusive et pacifique, sans exactions contre les minorités nationales. Notre solidarité peut s'exercer dans le domaine de l'aide humanitaire, partout dans le pays où des gens souffrent de l'impact de la guerre [...].

Ce dernier message de Pierre correspond évidemment aux questions que nous nous posons ici en Europe. Auxquelles il faut ajouter les messages que nous envoient nos camarades comme notre ami Taras Bilous, militant de la gauche ukrainienne qui nous a écrit, le lendemain de l'agression, une «Lettre à la gauche occidentale» rédigée déjà sous les bombes<sup>1</sup> ou nos camarades polonais de l'organisation de gauche Razem «Chère gauche occidentale, on ne vous demande pas d'aimer l'OTAN»<sup>2</sup>.

1./www.opendemocracy.net/en/odr/a-letter-to-the-western-left-from-kyiv/

2. <https://courrierdeuropecentrale.fr/chere-gauche-occidentale-on-ne-vous-demande-pas-daimer-lotan/>

Il faut, à côté de l'empathie personnelle, à côté de l'aide humanitaire, soutenir politiquement et concrètement la résistance du peuple ukrainien et la lutte des antiguerre russes, comme nous le demandent nos camarades de là-bas. Il n'y a pas de «non-alignement» entre agresseur et agressé, mais la solidarité.

Avant de partir dans ma courte escapade vers le plateau du Larzac embrumé, et dès que je suis rentré, j'ai repris le fil des Zoom et autres webinaires internationaux à propos de la guerre. Je retrouve les difficultés que nous avons connues lors des guerres yougoslaves : divergences d'analyse, hésitations sur les priorités, bulles provinciales, par exemple une communication qui relie surtout des francophones à l'initiative de militants français et une bulle anglophone à l'initiative des militants britanniques, qui ne communiquent guère l'une avec l'autre jusqu'à présent... Pourtant, la plupart sont d'accord pour dire qu'il faut aujourd'hui soutenir la résistance du peuple ukrainien et les antiguerre russes. Mais il faut le dire fort et clair, et agir.

Cela signifie-t-il que le débat n'est pas nécessaire ? Bien sûr que non, il est plus nécessaire que jamais. À condition d'être sérieux (à titre d'exemple le débat entre Gilbert Achcar, dont je partage les positions, et Stathis Kouvelakis est sérieux)<sup>3</sup>. Et cependant – car on peut tout de même faire ce reproche à Stathis – de ne pas être un prétexte pour ne pas agir, en expliquant «ce qu'il aurait fallu faire en 1990 par rapport aux promesses faites à Gorbatchev» par exemple. Nous sommes trente ans plus tard, vingt ans après l'élargissement de l'OTAN, huit ans après

3. Les textes de Gilbert Achcar, Stathis Kouvelakis et bien d'autres peuvent être consultés sur les sites de la revue *Contretemps*, du site *Europe solidaire sans frontières*, du blog *Entre les lignes, entre les mots* et, bien entendu, on peut consulter aussi le site de l'Assemblée européenne des citoyens : [aechca.fr](http://aechca.fr)



Alain Krivine en Ukraine, lors de la fondation de l'organisation Mouvement social (mars 2019).

le début de la guerre en Ukraine, six ans après la destruction d'Alep par l'aviation russe, et seize ans après le meurtre d'Anna Politovskaïa, début de la répression des voix antiguerre en Russie.

Notre responsabilité de militants de la solidarité internationale, en liaison avec le reste du monde, est aussi de parler avec nos partenaires des associations ou des mouvements des pays du sud, qui, face à l'hyper-impérialisme «occidental néolibéral» et aux politiques des Américains (ou des Français), imaginent la Russie néotsariste, comme un «contre-poids», comme pouvait l'être dans une certaine

mesure l'Union soviétique à l'époque des luttes de la décolonisation. Qui prêtent une oreille attentive à la propagande de Russia Today, en Amérique Latine, en Afrique, dans le monde arabe, qui oublient le rôle des néotsaristes dans la répression des mouvements populaires en Syrie, mais aussi au Soudan, en Libye, les exactions des «Wagner» en Centrafrique et tutti quanti... Dénoncer à juste titre les mensonges, des «deux poids deux mesures» des Occidentaux, leur soutien aux agresseurs israéliens ou aux réactionnaires arabes (lesquels entretiennent d'ailleurs de très

bonnes relations avec les néotsaristes), ne doit pas signifier s'aligner derrière l'impérialisme russe.

Les considérations borgnes de «géopoliticiens» ne doivent pas consister à considérer que certains peuples ne méritent pas de soutien, parce qu'ils ne correspondent pas à une vision du monde théorique et bipolaire...

Quelques heures après mon retour à Paris j'ai appris la disparition d'Alain Krivine. Jours gris.

15 MARS 2022

## LA GUERRE EN UKRAINE ET LES DILEMMES DE LA GAUCHE OCCIDENTALE

DARIA SABUROVA<sup>1</sup>

Cet article décrit précisément la guerre vue d'Ukraine et la façon dont une partie de la population ukrainienne rejoint la résistance, en particulier les unités territoriales de défense : une vaste mobilisation populaire. Dès lors, Daria Saburova adresse un certain nombre de questions à la gauche anti-impérialiste, en particulier sur l'aide militaire pour la résistance populaire. Faute de quoi, selon elle, le salut internationaliste et la solidarité témoignée au peuple ukrainien risquent de demeurer abstraits.

Je ne suis pas une spécialiste, au sens académique du terme, ni des relations russo-ukrainiennes, ni des questions géopolitiques. Je fais une thèse en philosophie. Mais je suis née à Kyiv où j'ai vécu pendant vingt ans avant d'arriver en France. Ma famille est

actuellement en Ukraine. Ma mère a quitté Kyiv le 28 février, mais beaucoup d'amis et de parents d'amis restent toujours dans la capitale, soit parce qu'ils et elles ont la responsabilité de personnes âgées et malades, soit pour avoir fait le choix de défendre leur ville et d'aider celles et ceux qui y sont restés. D'autres amis ont déjà pris la fuite et s'appêtent à déposer des demandes d'asile en Pologne, en Allemagne ou en France. Depuis le premier jour de l'invasion, j'ai surtout suivi les informations locales, via les médias ukrainiens et différentes chaînes Telegram, ou bien directement via les témoignages de mes proches. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai décidé d'écrire ce texte, afin de parler de l'ampleur des destructions, des conditions de vie et de survie des personnes actuellement sur place, et des réseaux de solidarité et de résistance dans lesquels la population ukrainienne est massivement impliquée.

Après l'échec de la guerre-éclair, l'armée russe a intensifié les bombardements des centres urbains,

---

1. Elle est doctorante en philosophie.

notamment Kharkiv, Marioupol et Kyiv, sans épargner les quartiers résidentiels et les infrastructures civiles telles que les écoles et les hôpitaux. Ce qui se passe ressemble de plus en plus à une guerre punitive. Les images des banlieues nord-ouest de Kyiv peuvent en témoigner: Irpin, Borodyanka, Bucha, Gostomel, ainsi que plusieurs villages situés le long de la route Kyiv-Zhytomyr sont déjà à moitié détruites. Dans ces banlieues où les combats sont en cours, les populations sont privées d'électricité, de chauffage et de réseau depuis les premiers jours de la guerre. Ils doivent passer plusieurs journées d'affilée dans des caves froides et humides, inadaptées à la protection contre les missiles de type «Grad» ou «Iskander» employées par l'armée russe. La situation est absolument dramatique. Même la Croix-Rouge ne s'aventure pas dans les territoires où stationnent et circulent les équipements russes. La semaine dernière, un premier accord concernant les «couloirs humanitaires» a été conclu entre les deux parties. Mais le cessez-le-feu est à peine respecté par l'armée russe. Les militaires tirent régulièrement sur les voitures des civils qui essaient de fuir individuellement ces zones de combat. Le 6 mars, une famille se dirigeant à pied vers un des bus d'évacuation a été abattue à Irpin. Le moyen le plus sûr de quitter la capitale reste pour l'instant le train partant de la gare centrale. Or, cette dernière a également déjà été endommagée par une explosion qui s'est produite en face de la gare le mercredi 2 mars. Prendre la route en voiture devient de plus en plus dangereux, et l'essence se fait rare: les soldats russes ont déjà détruit plusieurs dépôts de pétrole, notamment dans la région de Kyiv, et la priorité est désormais donnée aux besoins de l'armée. Pour le moment, les trains d'évacuation circulent régulièrement, mais ils sont bondés et les personnes s'entassent à quatre sur les banquettes individuelles,

voire sont obligées de voyager debout ou assises par terre pendant plus de dix heures. À la gare de Lviv, où les réfugiés attendent les trains en direction de la Pologne, la situation devient de plus en plus tendue. Venant par la route, il faut attendre jusqu'à 24 heures pour franchir la frontière polonaise.

Mais c'est dans la ville assiégée de Marioupol – une ville russophone située dans le sud de la région administrative de Donetsk – que l'hypocrisie de l'«opération spéciale» visant à libérer ces territoires du joug des «nazis de Kyiv» se révèle dans toute sa brutalité extrême. Cette ville qui compte actuellement 360 000 habitants subit des bombardements massifs qui ont déjà fait au moins 1 500 victimes parmi les civils, qui commencent à être enterrés dans une fosse commune. Les habitants de la ville sont complètement coupés de tous les moyens de communication, de l'eau, de l'électricité et du chauffage. L'aide humanitaire ne peut y accéder et les couloirs humanitaires restent incertains. Une chaîne Telegram a commencé à recenser les personnes vivantes, pour que les familles et les amis puissent avoir des renseignements sur leurs proches qu'ils ne peuvent plus joindre depuis neuf jours.

Mais si Kyiv, Kharkiv, Marioupol et d'autres villes résistent à l'armée russe bien qu'elle possède un très net avantage militaire, c'est que, face à cette invasion, s'est dressée une vaste mobilisation populaire qui déborde largement les appareils de l'État, même dans les villes russophones qui devraient, selon la logique qui est à la fois celle de Poutine et d'une certaine gauche occidentale, accueillir à bras ouverts l'armée de libération. Cette mobilisation prend des formes multiples: à Energodar et dans d'autres villes, des gens désarmés sortent former des chaînes humaines pour empêcher l'avancement des chars russes; dans les villes déjà occupées, à Kherson et à

Melitopol, de grandes manifestations ont lieu pour protester contre l'envahisseur. Dans d'autres villes, les groupes de défense territoriale et les groupes de solidarité auto-organisés assurent la sécurité et l'approvisionnement des populations. Selon les paroles d'une amie restée à Kyiv, tout le monde est d'une manière ou d'une autre impliqué dans les groupes de solidarité via des milliers de chaînes Telegram spécialisées : il s'agit d'organiser des points de distribution et la livraison de la nourriture, des médicaments ou autres produits de première nécessité, notamment aux personnes isolées et les plus fragiles ; trouver ou proposer un logement ; demander ou indiquer la disponibilité des places dans les voitures pour évacuer les personnes vers l'Ukraine de l'Ouest. Chaque ville propose une liste de lieux (églises, gymnases, restaurants) qui peuvent accueillir gratuitement les réfugiés et les personnes en transit. La chaîne Telegram «Aide pour partir» compte désormais 94 000 membres, conducteurs et passagers confondus. Toutes ces initiatives sont horizontales et ne dépendent pas de l'État : symptôme à la fois de la faillite de l'État ukrainien, pris de court par une guerre de telle ampleur, mais aussi de l'élan de solidarité et de résistance du peuple ukrainien face à l'envahisseur.

Dans cette situation, j'ai été véritablement frappée par l'incapacité persistante d'une bonne partie de nos camarades en France et ailleurs à dépasser une vision du monde où le pouvoir responsable, en dernière instance, de toutes les guerres, ce sont les États-Unis et l'OTAN. C'est la raison pour laquelle beaucoup d'analyses sur la situation en Ukraine portent, de manière étonnante, sur autre chose : il s'agit de remonter aux «causes profondes» assez lointaines, historiquement et géographiquement. Une telle approche géopolitique masque en partie la méconnaissance des processus politiques et sociaux

de l'espace post-soviétique, alimentant notamment l'idée selon laquelle, au fond, tous les gouvernements oligarchiques de cette partie du monde se valent, quel que soit le degré de répression que ceux-ci abattent sur leur propre population et les populations d'États voisins. C'est au nom de cette vision réductrice des réalités complexes que les Ukrainiens sont pratiquement invités à capituler, soit directement, soit – de manière plus indirecte et sous couvert d'un antimilitarisme révolutionnaire – en s'opposant à toute aide militaire à l'Ukraine fournie par des pays membres de l'OTAN. Tout en adressant aux Ukrainiens un salut internationaliste, on suggère ainsi qu'ils devraient accepter l'occupation militaire et un gouvernement imposé par Poutine.

Certes, depuis l'invasion, peu de camarades se permettent de nier qu'on ait affaire à une agression militaire nourrie par les prétentions impérialistes de la Russie. Mais les positions campistes restent néanmoins lisibles dans différentes prises de position à travers l'ordre dans lequel les arguments sont présentés (oui l'agression inacceptable de l'Ukraine par la Russie, mais quand même l'encerclement de la Russie par l'OTAN), et qui continuent à soutenir l'image de la Russie comme une puissance impérialiste subalterne et essentiellement réactive. Samedi dernier, dans l'annonce Facebook de la manifestation «pour la paix» organisée par les jeunes du NPA à l'écart de la grande manifestation de soutien au peuple ukrainien qui se déroulait place de la République, on pouvait lire que l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie était une réaction de la Russie à la politique agressive de l'OTAN. On pouvait lire que les organisateurs soutiennent celles et ceux qui «en Ukraine comme en Russie», «se battent contre la guerre». Or, les Ukrainiens ne se battent pas contre la guerre : ils

sont, malgré eux, en guerre contre la Russie. Est-ce donc autre chose qu'une invitation à la capitulation?

Quand la guerre a éclaté, compte tenu de la prééminence écrasante des forces russes, j'espérais moi-même que Kyiv serait occupée dans les 48 heures, pour qu'au moins le prix à payer pour une défaite certaine soit le moins élevé possible. Mais j'ai été, et nous avons tous été, je pense, stupéfaits par la résistance de l'armée et de la population ukrainienne. Il est important de faire comprendre aux camarades que celle-ci n'est pas actuellement l'affaire des seuls néonazis, ni même de l'État capitaliste ukrainien, ni des États impérialistes occidentaux. Mes ami.e.s anarchistes, socialistes, féministes s'inscrivent dans des groupes de solidarité, organisent des collectes pour l'armée ukrainienne, se mobilisent dans des groupes de défense territoriale. La population dans son ensemble semble très déterminée à défendre le simple droit de vivre en paix dans son pays, pays où manifester et exprimer publiquement des positions divergentes est devenu peut-être plus compliqué ces dernières années, mais non pas impossible, comme c'est le cas en Russie.

On ne doit certainement pas fermer les yeux sur les perspectives sombres de toutes les issues possibles de cette guerre. En tant qu'Ukrainienne russophone et marxiste, j'observais avec inquiétude les évolutions politiques de mon pays depuis 2014, depuis le déboulonnage des statues de Lénine et les lois de décommunisation jusqu'à la prolifération des groupes paramilitaires d'extrême droite et la guerre dans le Donbass. La guerre de Poutine en Ukraine risque d'accentuer fortement ces tendances et des sentiments antirusses dans toutes les sphères de la vie. Toutes les guerres, tous les mouvements de ladite «libération nationale» comportent de tels dangers. Prévenir l'avancée d'un nationalisme imbécile qui

cherche à effacer le multilinguisme et l'héritage soviétique en Ukraine, rendant compliqué le développement dans ce pays des mouvements anticapitaliste, féministe et écologiste, sera la tâche à venir de la gauche ukrainienne et internationale. Mais en ce moment, nous avons à manifester une solidarité totale avec la résistance ukrainienne contre l'envahisseur. La solidarité avec l'Ukraine est en même temps une solidarité avec les voix qui, en Russie, s'élèvent de plus en plus fort contre la guerre et contre le gouvernement. En même temps que la répression, vont s'intensifier les fractures politiques et sociales en Russie. Le pouvoir veut dissimuler à sa population les images des bombardements des quartiers civils de Kyiv, de Kharkiv et de Marioupol, mais combien de temps pourra-t-il le faire? Quelle que soit l'issue de cette guerre, je suis de plus en plus convaincue que l'Ukraine sera la fin de Poutine.

Certes, la gauche occidentale se trouve confrontée avec cette invasion à de sérieux dilemmes. Je n'aborderai ici que deux d'entre eux: comment soutenir la résistance ukrainienne – et cela implique, à mon sens de manière inévitable, le soutien à la livraison d'armes et d'autres équipements à l'armée ukrainienne, étant donné la supériorité incomparable de l'armée russe – tout en dénonçant de manière générale l'industrie des armes, la hausse annoncée des budgets militaires etc.? Comment soutenir les réfugiés ukrainiens et se réjouir de l'élan de la société civile à leur égard, tout en rappelant le traitement infligé depuis des décennies aux réfugiés non blancs fuyant les conflits qui ne frappent pas directement le continent européen, sans sombrer dans une posture qui consiste, depuis la position d'un militant occidental, à pointer du doigt le «réfugié privilégié»?

Parmi les arguments évoqués à gauche pour s'opposer à la livraison d'armes on retrouve trois grandes

catégories. La première relève, semble-t-il, du souci de limiter le conflit à l'Ukraine. La gauche, comme la droite, a peur de provoquer la Russie à l'extension du conflit, admettant à demi-mot que l'Occident pourrait légitimement sacrifier l'Ukraine pour préserver la paix dans le «monde civilisé». Malgré les déclarations de soutien, les États-Unis restent très prudents sur cette question, refusant non seulement l'octroi de la «no fly zone», qui supposerait que les avions de la coalition occidentale abattent les avions russes, mais également la livraison d'avions de chasse demandés par le gouvernement ukrainien. Il semble en effet plus que prudent de faire une distinction nette entre l'implication directe des pays de l'OTAN dans la guerre contre la Russie et la livraison d'armes défensives à l'armée ukrainienne. Du côté de l'envahisseur, le Bélarus participe déjà explicitement à la guerre en Ukraine, sans que cela n'incite l'Occident à franchir la ligne rouge. Mais il faut également tenir compte du fait que toute intervention de l'Occident, y compris sous forme de sanctions économiques, déjà qualifiées par Poutine de «déclaration de guerre», pourrait servir de prétexte à un élargissement du conflit, si telle était son intention.

Le deuxième argument consiste à opposer la solution diplomatique à la solution militaire, un discours pour la paix au discours belliciste. On semble alors oublier que le processus des négociations avec les forces d'occupation dépend actuellement, dans une très large mesure, des rapports de force sur le terrain militaire. Par ailleurs, la méconnaissance des enjeux autour de la Crimée et du Donbass, et des circonstances historiques réelles dans lesquels les populations locales ont eu à exprimer leur droit à l'autodétermination – impliquant une ingérence active de la Russie à travers l'occupation en Crimée ou la campagne de désinformation concernant les

prétendues intentions du «gouvernement nazi» de Kyïv d'exterminer les populations russophones dans le Donbass, sans parler du caractère non transparent des référendum – rend acceptables aux yeux de certains camarades les conditions sous lesquelles la Russie se dit prête à se mettre sérieusement à la table des négociations. Tant que cette dernière refuse de retirer ses troupes, la protection des populations civiles dépend aussi, avant tout, des capacités défensives de l'armée ukrainienne.

Enfin, une crainte s'exprime quant aux destinataires de l'aide militaire occidentale, compte tenu de l'existence d'une brigade d'extrême droite Azov au sein de l'armée ukrainienne. Son armement éveille à juste titre de sérieuses inquiétudes. Mais c'est encore réduire la résistance de tout un peuple à sa frange très minoritaire, comptant quelques milliers de combattants, et refuser de voir que la société ukrainienne est une société tout aussi complexe que n'importe quelle autre, tissée d'identités sociales, culturelles et politiques hétérogènes. Quand on parle de l'armement de la résistance ukrainienne, on doit penser avant tout aux besoins des groupes de défense territoriale issus de la mobilisation générale, ainsi qu'au besoin de protection des populations civiles par les armes permettant d'abattre les roquettes et les raids aériens qui les visent. En bref, une position antimilitariste abstraite doit faire place à un mouvement concret pour la paix en Ukraine, qui prend en compte les besoins aussi bien militaires que non militaires de la résistance ukrainienne. Plus elle dure, et plus elle se renforce, plus le mouvement pour la paix en Russie comme à l'étranger a des chances de réussir.

Sur la question des réfugiés, les camarades pointent à juste titre l'hypocrisie et les doubles standards racistes de l'Europe, dont la frontière polonaise, où des milliers de personnes ont subi des traitements

inhumains il y a seulement quelques mois, devient aujourd'hui un des symboles flagrants. Contrairement à nos adversaires qui cherchent à discriminer entre les bons et les mauvais réfugiés, il s'agit pour nous de réaffirmer notre soutien à toutes les résistances et toutes les victimes des puissances impérialistes, en s'appuyant sur le précédent ukrainien pour exiger que l'ouverture des frontières et la «protection temporaire» devienne la norme pour toutes les personnes cherchant l'asile dans les pays européens,

quelles que soient leur nationalité, leur couleur de peau ou la proximité du conflit par rapport aux frontières européennes. Et on aura encore à veiller à ce que vis-à-vis des Ukrainiens eux-mêmes, les grandes déclarations ne deviennent pas, au bout de quelques semaines, de simples formules creuses, et que les aides promises permettent des installations durables dans des conditions dignes.

14 MARS 2022

## UKRAINE

# NOUS AVONS BESOIN D'UNE SOLIDARITÉ DES PEUPLES AVEC L'UKRAINE ET CONTRE LA GUERRE

Shaun Matsheza et Nick Buxton de TNI se sont entretenus avec deux militants faisant partie du comité de rédaction de *Left Commons* qui explore l'économie, la politique, l'histoire et la culture de l'Ukraine. Denys Gorbach est un chercheur social qui prépare son doctorat en France sur la politique de la classe ouvrière ukrainienne et Denis Pilash est un politologue et un activiste impliqué dans Mouvement social.

Shaun Matsheza: Comment se déroule la situation en Ukraine et quel a été l'impact sur vous, votre famille et vos amis?

Denys Gorbach: Je suis personnellement en sécurité, car mon partenaire et moi sommes loin de l'Ukraine. Bien que la situation n'aide certainement pas à vivre et à fonctionner au quotidien. Outre l'anxiété générée par les nouvelles, j'ai encore de la

famille là-bas. Ma tante et mon beau-père ont passé une semaine environ à se cacher dans des caves car ils habitent dans la banlieue est de Kyiv, qui a été touchée par l'une des premières frappes aériennes le 24 au matin.

Denis Pilash: Le premier jour de l'invasion, j'étais encore à Kyiv. Mon plan initial était d'y rester, mais on m'a convaincu de m'installer dans un endroit plus sûr en Ukraine et ici, la situation est plus ou moins bonne. C'est devenu une grande plaque tournante pour l'afflux de réfugiés d'un côté et l'afflux d'aide humanitaire de l'autre. Je suis impliqué dans un réseau de volontaires d'une université locale, qui diffuse l'aide humanitaire aux personnes qui ont été relogées ici ainsi qu'aux personnes plus proches des lignes de front de la guerre. Mais c'est à nouveau une situation similaire d'anxiété lorsque vous essayez de suivre des centaines de vos amis pour vérifier s'ils

sont en sécurité. Il y en a plusieurs avec lesquels je n'ai pas eu de contact depuis plusieurs jours, qui sont toujours dans les banlieues de Kyiv lourdement touchées, et dont je ne sais pas comment ils vont. Vous avez donc cette angoisse et une sorte d'horreur existentielle tous les jours quand vous recevez les nouvelles. J'ai des amis d'amis qui ont déjà été tués. Et l'un des pires sentiments est de savoir que même si nous évitons un scénario catastrophe comme la guerre nucléaire, il semble que nous nous dirigeons vers un conflit prolongé, dans lequel de nombreuses personnes seront arrachées de leurs maisons et dispersées partout. C'est un sentiment sombre.

Shaun Matsheza: C'est une situation terrible, terrible. Je comprends qu'il est très difficile pour quiconque, à l'heure actuelle, de déterminer exactement quelle pourrait être la stratégie de la Russie. Mais où pensez-vous que cela va?

Denys Gorbach: Je ne suis pas un analyste militaire, mais d'après ce que je vois, nous ne devrions pas compter sur des concessions significatives de la part de Zelensky. Non pas parce qu'il est un super-héros comme le dépeint la presse occidentale aujourd'hui, mais parce qu'il n'a tout simplement pas le choix. Même s'il devait accepter une concession importante pour mettre fin à la guerre, il y a un risque énorme qu'il soit déposé par un coup d'État nationaliste. Il a visiblement fait le choix d'être déposé, si nécessaire, par une force professionnelle plutôt que par ses concitoyens ukrainiens. De même, il semble que Poutine se soit mis dans une situation où, s'il recule, son pouvoir interne sera compromis. Pour l'instant, je ne vois aucun signe de désescalade du conflit.

Shaun Matsheza: Êtes-vous d'accord, Denis?

Denis Pilash: Oui, je ne suis pas non plus un analyste militaire, mais d'après ce que nous avons vu au cours de cette dernière semaine, l'invasion russe était vraiment mal organisée quant à sa préparation. On dirait qu'ils avaient prévu une guerre éclair en douceur, la prise des grandes villes en quelques jours et l'accueil des libérateurs. Au lieu de cela, il y a beaucoup de problèmes de logistique et ils ont été confrontés à un rejet total de la part de la population dans toutes les régions qu'ils ont saisies. Il y a de grands rassemblements contre l'occupation russe et la majorité des autorités locales refusent de collaborer avec les forces d'occupation. Ils ont donc clairement fait un mauvais calcul et semblent ne pas avoir de plan B clair. Et cela nous amène au danger d'une guerre prolongée où Poutine ne se retirera pas sans concessions significatives et où Zelensky et l'Ukraine n'ont pas d'autre option que de résister.

Les autorités ukrainiennes affirment qu'elles essaient de trouver un moyen de parvenir à un cessez-le-feu, mais on ne s'attend pas à grand-chose car la Russie s'en tient à ses exigences initiales. Certaines nouvelles sont très confuses. Par exemple, des rumeurs affirment que la Russie va ramener le président déchu Ianoukovitch, qui est devenu la risée de presque tout le monde en Ukraine et qui est profondément méprisé. Si c'est le cas, la Russie n'a aucun lien avec la réalité. C'est pourquoi il est assez difficile de faire un pronostic.

Shaun Matsheza: Alors, dans la situation actuelle qui se déroule, que peuvent faire les gens? Il semble malheureusement qu'il y ait beaucoup de divisions à gauche sur la façon de réagir. À quoi ressemble la solidarité?

Denys Gorbach: En termes de division, il y a, par exemple, ce qu'on appelle le campisme, qui trouve

ses racines dans la guerre froide, lorsqu'une partie importante de la gauche occidentale soutenait l'Union soviétique. Quelle qu'en ait été la logique dans le passé, c'est une aberration aujourd'hui, alors que la Russie est clairement un pays capitaliste dont le dirigeant Poutine est un anticommuniste explicite qui fulmine en disant qu'il déteste Lénine et les bolcheviks pour avoir détruit le précieux empire russe. Pourtant, d'une manière ou d'une autre, les descendants des campistes croient que les années 1970 sont toujours là, ce qui nous amène à cette triste situation où une partie de la gauche mondiale soutient toute personne antiaméricaine, surtout s'il s'agit de la Russie, qui est d'une manière ou d'une autre toujours associée à l'Union soviétique, au communisme et aux ours.

Je pense que c'est le moment pour que toute la gauche mondiale repense ses analyses. Un bon point de départ serait de refuser tout parti pris géopolitique dans l'analyse des événements qui se déroulent en dehors de votre propre pays. Trop souvent, dans l'analyse de la gauche, seuls l'OTAN ou Poutine se voient attribuer un rôle, mais les dizaines de millions de personnes vivant en Ukraine se voient refuser ce rôle. Nous devons nous rappeler que les Ukrainiens ne sont pas seulement des personnes, ils sont en fait nos camarades de classe. La plupart d'entre eux sont des travailleurs et des travailleuses, qui partagent nos nombreux soucis quotidiens et qui méritent d'être pris en compte lorsque vous formulez vos positions.

Denis Pilash: Oui, je suis tout à fait d'accord. Les Ukrainiens ne sont pas seulement des pions sur un échiquier géopolitique. De même que notre compréhension de la corruption de l'administration Abbas et de la nature d'extrême droite du mouvement Hamas ne devrait pas être un obstacle pour entendre la détresse du peuple palestinien. De même, invoquer

l'extrême droite ukrainienne ou la corruption et les oligarques ukrainiens ne devrait pas être un obstacle à la solidarité des gens avec les victimes directes des bombes russes et de l'impérialisme russe, ainsi qu'avec les victimes des oligarques et de l'extrême droite.

Nous devons nous concentrer sur les besoins des populations de tous ces pays et non sur certaines abstractions. Toutes ces discussions sur les «préoccupations légitimes de la Russie en matière de sécurité», par exemple. Avons-nous parlé des préoccupations légitimes de sécurité des États-Unis, liées à Cuba ou à la Grenade? Ces «préoccupations de sécurité» donnent-elles à une puissance impériale le droit d'intervenir et de procéder à cette agression? Bien sûr que non. Vous devez donc appliquer ce même principe à l'Ukraine et à tous les autres pays touchés par l'impérialisme.

Et je dois également dire qu'il est exaspérant de voir le retour de ce campisme. Dans les années 1990 et au début des années 2000, je pense que la grande majorité de la gauche internationale était critique à l'égard des guerres de Eltsine et de Poutine en Tchétchénie, et ne se faisait aucune illusion sur le jeu de grande puissance de la Russie pour rétablir sa sphère d'influence. Mais miraculeusement, sans même que le Kremlin ne fasse de gros efforts, leur propagande a été achetée par une partie de la gauche, même si le gouvernement russe travaille aussi volontiers avec l'extrême droite européenne et les forces ultra-conservatrices.

Pendant ce temps, les États d'Europe centrale et orientale sont parfois même bannis comme n'étant pas de véritables États, traités comme des nations sans histoire, comme des personnes de seconde zone.

Shaun Matsheza: Quel type de soutien les forces progressistes peuvent-elles apporter au peuple

ukrainien? La gauche a-t-elle raison de s'allier aux demandes de soutien militaire?

Denys Gorbach: C'est une question difficile pour la gauche, comment soutenir tout ce qui est lié à l'armée. Personnellement, j'apprécie la position de Gilbert Achcar, un chercheur de Londres, qui appelle à une position anti-impérialiste radicale, qui selon lui devrait consister à s'opposer à une zone d'exclusion aérienne et à des propositions similaires, car cela conduirait à un affrontement militaire direct entre les grandes puissances impérialistes et à une possible guerre nucléaire mondiale totale. Mais d'un autre côté, il est utile de soutenir les livraisons d'armes à un petit pays qui tente de se défendre contre une attaque impérialiste, comme cela s'est produit au Vietnam ou en Corée, qui ont bénéficié d'une aide militaire considérable de la part de la Chine et de l'Union soviétique.

Denis Pilash: Oui. Il y a une grande tradition historique de soutien aux guerres des peuples dans les petits pays qui sont attaqués ou opprimés par les grandes puissances impériales. Cela fait partie intégrante des projets politiques de gauche depuis le 19<sup>e</sup> siècle, depuis le soutien de la Première Internationale aux luttes polonaises et irlandaises, etc. et, plus tard, avec le soutien à la décolonisation de nombreux pays.

Si vous avez encore des réserves en raison de considérations ou de convictions différentes ou de croyances pacifistes strictes qui vous empêchent de soutenir l'aide militaire ou la résistance militaire, il existe encore de nombreuses façons de soutenir la population civile, notamment l'aide humanitaire et le soutien à la résistance non violente dans les villes et villages occupés. Il existe un large éventail d'actions

qui peuvent être entreprises par chaque personne, organisation, mouvement.

Shaun Matsheza: En tant que Zimbabwéen et membre de réseaux africains, je vois beaucoup de commentaires sur la façon dont le conflit ukrainien est rapporté et expliqué au monde, de façon très différente des autres conflits. Nous voyons également des images d'étudiants africains réfugiés traités différemment des autres réfugiés ukrainiens, des rapports sur le racisme, la discrimination pour monter dans le train, etc. Quel serait votre message aux personnes qui ne sont pas européennes, qui ne sont pas investies dans la dynamique européenne, mais qui veulent vraiment faire partie du mouvement pour la paix dans le monde?

Denys Gorbach: Il y a cette expression inventée par l'un de nos collègues qui a appelé l'Ukraine le pays le plus septentrional du Sud global. Je pense que c'est un point juste, surtout si vous regardez la situation macroéconomique et les tendances démographiques. Cela se traduit par une racialisation des Ukrainiens si l'on considère que le racisme est une question de rapports de force. Bien sûr, nous passons pour des Blancs en termes de couleur de peau, et nous sommes certainement Blancs en Ukraine dans nos interactions avec les personnes racisées locales telles que les Roms ou les étudiants noirs. Mais en Europe occidentale, mon statut social chute dès que j'ouvre la bouche avec mon accent slave. Cependant, à cause de la guerre, les Ukrainiens sont devenus en quelque sorte "blancs" pour l'Occident et presque humains en termes de traitement.

Cette vision raciste, cette idéologie qui privilégie l'Europe et mesure la qualité des personnes en fonction de leur proximité avec cette idée d'Europe occidentale est malheureusement aussi très répandue en

Ukraine. Les incidents racistes à la frontière doivent être condamnés. Nous assistons à une discrimination non seulement en fonction de la couleur de la peau, mais aussi de la couleur du passeport. Par exemple, les réfugiés de Biélorussie font également l'objet de discriminations, même s'ils ont fui en Ukraine pour échapper au régime, mais ils sont accusés de faire partie du régime.

D'un point de vue plus positif, nous avons maintenant vu qu'il est possible d'établir des conditions plus ou moins décentes pour les réfugiés fuyant une guerre à partir d'un pays non membre du premier monde. Je pense donc qu'il s'agit d'un bon précédent sur lequel nous pouvons nous appuyer pour demander que le même type de régime juridique et le même niveau de solidarité soient étendus aux réfugiés venant de toutes les autres parties du monde. Nous méritons tous le même type de traitement.

Denis Pilash: Même dans ce traitement préférentiel des réfugiés ukrainiens, il y a déjà des rapports sur certains réfugiés qui sont exploités ou discriminés en Europe. Nous devons également mettre en avant les personnes qui se trouvent dans les positions les plus vulnérables, comme les citoyens étrangers ou les personnes sans citoyenneté ou les minorités discriminées, comme les Roms. J'espère que la situation en Ukraine sera le point de départ d'une discussion plus large sur la manière de traiter les personnes qui fuient et demandent l'asile.

Je tiens également à dire que les gens de gauche ne doivent pas penser que si des gens sont bien traités et félicités par des personnes telles que Boris Johnson, ils ne sont pas nos amis. Que leurs amis doivent être nos ennemis. Nous devons comprendre que des personnalités telles que Johnson, Erdogan et d'autres qui se présentent comme de grands défenseurs de

l'Ukraine utilisent cette situation de manière cynique et ne sont pas de véritables amis du peuple ukrainien.

Il était très symbolique que juste avant cette invasion russe, nous ayons eu une délégation de syndicalistes et de politiciens britanniques de gauche qui ont parlé avec des gens ici sur le terrain – des activistes dans les syndicats et les groupes de défense des droits humains, dans les mouvements féministes – et ont montré leur solidarité face à une véritable agression. Vous n'avez pas eu une telle réponse de la part de la droite ou du centre libéral. Il s'agissait d'un véritable soutien de la base entre les exploités de la classe ouvrière, les opprimés et les exclus, confrontés aux mêmes systèmes d'exploitation, de discrimination et d'exclusion. C'est pourquoi nous devons avoir cette solidarité au niveau des personnes, et pas seulement cette fausse solidarité au niveau des gouvernements.

Shaun Matsheza: Un dernier mot ou un message?

Denys Gorbach: Je pense que ces tristes circonstances montrent qu'il est grand temps de construire une solidarité pratique qui soit anticapitaliste, anti-changement climatique et antimilitariste. Nous avons besoin concrètement de joindre ces trois agendas dans un mouvement qui peut se lever aujourd'hui contre la guerre, ainsi que contre l'impérialisme qui détruit notre planète.

Denis Pilash: J'espère qu'en faisant des demandes spécifiques à la situation ukrainienne, nous pouvons aussi toucher à quelque chose de plus global. Ainsi, lorsque nous parlons de soutien et d'aide aux réfugiés ukrainiens, notre demande dépasse les réfugiés du monde entier.

Si nous demandons l'annulation de la dette extérieure ukrainienne, cela dépasse la question de l'endettement de la majorité des pays, en particulier des pays les plus pauvres. Si nous demandons la saisie

des avoirs des oligarques russes et peut-être aussi ukrainiens pour les utiliser dans la reconstruction de l'Ukraine, nous ouvrons aussi la question des paradis fiscaux utilisés partout par la classe capitaliste mondiale pour stocker ses avoirs. Si nous demandons l'arrêt de l'approvisionnement en pétrole et en gaz de la Russie, nous devrions également l'étendre à des États tels que l'Arabie saoudite et sa guerre criminelle au Yémen. Ce sont tous des empires de combustibles

fossiles auxquels il faut mettre fin avec une reconstruction écosocialiste du système mondial.

Ainsi, chaque petit problème fait partie d'une discussion plus large. C'est pourquoi il est important d'avoir cette solidarité et cet échange entre les peuples de différentes régions, qui sont tous touchés par les mêmes problèmes, même s'ils sont confrontés à des dynamiques et des contextes spécifiques.

11 MARS 2022

## POLOGNE

# « CHÈRE GAUCHE OCCIDENTALE, ON NE VOUS DEMANDE PAS D'AIMER L'OTAN... »

ZOFIA MALISZ, MAGDALENA MILENKOVSKA,  
DOROTA KOLARSKA ET JAKUB GRONOWSKI

Dans cette tribune, des membres du parti politique polonais de gauche Razem interpellent les gauches occidentales sur leur position vis-à-vis du conflit entre la Russie et l'Ukraine.

Depuis des décennies, la Russie tente de se présenter comme une victime entourée de forces hostiles censées menacer sa sécurité.

Les faits contredisent cette affirmation.

C'est la Russie, avec sa puissante armée, son imposant arsenal d'ogives nucléaires et ses ambitions impériales, qui tente d'imposer sa volonté aux pays voisins – et c'est à cela que la gauche doit s'opposer. Dans un récent article paru dans le *Berliner Zeitung*, Michael von der Schulenburg affirme que le déploiement par la Russie de plus de 100 000

soldats à sa frontière avec l'Ukraine était une réponse directe à l'OTAN annonçant que l'Ukraine pourrait un jour devenir membre de l'Alliance. Cette opinion fait écho aux voix de la gauche occidentale à Berlin, Paris ou Madrid, qui depuis le début des hostilités en Ukraine a tendance à regarder la situation du point de vue de Moscou. La crainte de la Russie concernant sa propre sécurité est mise en avant comme l'argument suprême pour justifier l'action militaire russe. Le regard critique se déplace de Poutine vers l'OTAN qui, accusée d'« expansion » ou d'« agression », bouleverserait prétendument l'équilibre des forces en Europe et s'immiscerait dans la « sphère d'influence » de la Russie. Les véritables raisons qui sous-tendent les actions de Moscou : un sentiment illégitime de souveraineté sur l'Ukraine et des aspirations

néoimpérialistes. Malgré notre scepticisme à l'égard de l'OTAN et de la politique américaine, nous voyons un piège dans ce raisonnement. Il conduit facilement à négliger les véritables raisons qui sous-tendent les actions de Moscou : un sentiment illégitime de souveraineté sur l'Ukraine et des aspirations néoimpérialistes. Nous pensons que la politique étrangère devrait être guidée par l'anti-impérialisme et le souci de préserver l'autonomie des citoyens, leur capacité de décider pour eux-mêmes. La dénonciation de l'impérialisme russe n'exclut pas la critique des États-Unis, au contraire, elle permet de dépasser un regard géopolitique issu de la guerre froide, voire d'une époque coloniale.

Razem est un parti politique polonais fondé en 2015. Parmi ses objectifs, se trouve celui d'introduire le point de vue de l'Europe centrale et orientale au sein de la gauche européenne. L'absence de cette perspective dans les discours des personnalités politiques de gauche en Allemagne, en France et en Espagne nous a frappés, notamment quand il s'agit des questions de la défense européenne, y compris sur le flanc est de l'UE. Nous voulons, en offrant notre point de vue – venant du centre d'une région qui se trouve dans un voisinage tendu avec la Russie – introduire quelques nuances dans la vision occidentale de la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Si nos partenaires et amis occidentaux pouvaient s'emparer de ces éléments, cela nous permettrait d'éviter les simplifications pernicieuses qui conduisent à un soutien naïf de la version russe.

Et c'est bien quelque chose que nous ne pouvons pas nous permettre. Pas au moment où la Russie tente sans relâche de saper le statut d'État et la souveraineté de l'Ukraine, tout comme la capacité des

Ukrainiens de décider de leur destin. L'annexion de la Crimée en 2014, l'encouragement et la participation au conflit séparatiste dans le Donbass, ou le déploiement de plus de 100 000 soldats autour des frontières de l'Ukraine et enfin l'agression ouverte déclenchée le 24 février – tout cela poursuit la stratégie russe de soumission politique et militaire des anciennes républiques soviétiques se trouvant à sa frontière occidentale. Nous nous opposons au monde dans lequel le plus fort tente d'imposer sa volonté au plus faible par la force, et c'est pourtant la seule interprétation qui peut être donnée des dernières manœuvres de Moscou.

Le Kremlin tente depuis des décennies de renverser cet équilibre réel des pouvoirs. Pour justifier ses actions, il utilise la rhétorique d'une Russie « encerclée » par des forces hostiles qui constitueraient une menace pour sa sécurité. Entre-temps, ces propos sont contredits par les faits : contrairement à la Russie, l'OTAN n'a jamais envisagé d'envahir un membre de la Communauté des États indépendants, et les capacités militaires russes dépassent de loin celles dont disposent les États de l'Alliance en Europe. Par ailleurs, les discussions occultent souvent l'enclave de Kaliningrad – une « île » russe lourdement armée située au centre de la région baltique. Enfin, face à un énorme arsenal d'ogives nucléaires, le récit de la Russie en tant que victime est difficilement défendable.

L'invasion militaire russe s'accompagne également d'une agression verbale. Les demandes et déclarations officielles faisant fi de la souveraineté de l'Ukraine et de l'Europe de l'Est donnent à la force militaire susmentionnée une interprétation et un contexte – celui de la volonté russe de recoloniser la région et de restaurer l'ordre de la guerre froide. Un exemple parmi tant d'autres est la déclaration du

vice-ministre des affaires étrangères, M. Ryabkov: «Nous exigeons une confirmation écrite que l'Ukraine et la Géorgie ne rejoindront jamais, mais absolument jamais, l'OTAN.»

Ajoutez à cela les nombreux exemples de révisionnisme historique, le fantasme d'une Grande Russie de Poutine, dans lequel les Bélarusses, les Ukrainiens et les Russes ne forment qu'une seule nation. De telles déclarations ont une très forte résonance dans les pays d'Europe centrale et orientale et sont perçues comme un désaveu agressif, de la part d'un empire voisin, de l'émancipation de la région, accomplie ou en cours.

La demande de Poutine de faire reculer les forces de l'OTAN au statu quo de 1997 constitue une manifestation flagrante des ambitions de recolonisation de la Russie en Europe centrale et orientale. Rappelons que la Pologne, la Hongrie et la République tchèque – conformément à leur volonté – ont rejoint l'Alliance en 1999, et les États baltes en 2004.

### AU-DELÀ DU CLICHÉ IMPÉRIAL

Ces faits semblent malheureusement être négligés par certains de nos partenaires allemands de la gauche. Gregor Gysi et Sevim Dagdelen de Die Linke utilisent souvent des expressions comme «expansion» ou même l'«agression de l'OTAN»; Jean-Luc Mélenchon parle en France de l'«annexion» de l'Ukraine par l'OTAN. Rolf Muetzenich du SPD a quant à lui exprimé, dans la semaine qui précédait l'agression russe, sa compréhension face aux «préoccupations légitimes de la Russie en matière de sécurité». De telles déclarations ancrent ces hommes politiques, souvent sans qu'ils en soient conscients, dans la rhétorique de la guerre froide, dont la gauche tente pourtant de s'éloigner.

Michael von der Schulenburg, cité plus haut, va dans le même sens dans sa présentation de l'invasion de l'Ukraine comme «un affrontement entre les deux plus puissantes puissances nucléaires du monde, les États-Unis et la Russie, sur le sol européen». Yanis Varoufakis note, depuis la Grèce, que la défense du droit des Ukrainiens de choisir l'OTAN n'est qu'une posture morale de «ceux qui placent l'autovalidation au-dessus des intérêts des Ukrainiens», en déclarant sans consulter aucun pays intéressé que l'Ukraine devrait devenir «neutre», comme la Finlande. Le mythe de la neutralité a été rejeté avec véhémence par Alexander Stubb, l'ancien Premier ministre du pays, soulignant cette neutralité «n'était pas un choix, mais une nécessité», et que la «finlandisation est une insulte ultime à un pays qui a été contraint de compromettre ses valeurs démocratiques face à un agresseur».

En France, Ségolène Royal s'oppose aux sanctions contre la Russie, en exprimant sa nostalgie pour un «général de Gaulle qui se faisait respecter de nos amis américains en leur disant de retirer leurs troupes». Elle le fait au nom du droit de la Russie au «respect des accords sur la sécurité à ses frontières» – et qui de nouveau place l'agresseur dans la position de la victime. Mener la discussion sur ces questions sans faire intervenir les voix d'Europe centrale et orientale conduit finalement à l'exclusion et à l'objectivation des pays directement touchés par le conflit.

Mener la discussion sur les questions de sécurité à l'Est sans faire intervenir les voix d'Europe centrale et orientale conduit finalement à l'exclusion et à l'objectivation des pays directement touchés par le conflit.

S'il fallait encore une preuve du fait que l'histoire de l'Europe centrale et orientale s'écrit sans les principaux intéressés, on la trouve avec le gazoduc

Nord Stream 2 – critiqué à plusieurs reprises par les dirigeants d'Europe de l'Est, il montre aujourd'hui son potentiel destructeur. De notre point de vue, de telles paroles et actes font spontanément penser à un type de politique paternaliste que l'Occident a pendant longtemps poursuivi (et poursuit encore par moments) à l'égard de l'Afrique ou du Moyen-Orient.

Nous ne pouvons pas l'accepter. Nous nous attendons à une tout autre stratégie de la part des pays européens, et tout particulièrement de la part des mouvements de gauche occidentaux. Ici, l'impératif de paix et le slogan «Plus jamais de guerre» pourrait indiquer plutôt la construction d'un consensus par des actions pratiques au sein des alliances stratégiques et un dialogue pragmatique, et non pas un pacifisme naïf. Nous espérons également qu'au lieu de la critique habituelle de l'OTAN, la gauche soit capable de formuler des propositions alternatives spécifiques sur sa vision de garantie de la paix en Europe de l'Est, dans les pays nordiques et dans les États baltes – et nous pourrions en discuter ensemble. Une telle proposition ne nous a pas encore été présentée. Le parti Razem, quant à lui, propose le développement d'une force d'autodéfense européenne comme élément clé pour préserver la paix face à la politique agressive de la Russie.

### NOUS AVONS TOUS À PERDRE AVEC LA GUERRE – ÉCOUTER L'EST

Nous n'avons aucun doute – nous serons tous perdants dans le cas où cette guerre s'étend. Son intensification, quelle que soit son ampleur, entraînera le chaos dévastateur de la guerre, et ce sont les citoyens ukrainiens qui en souffriront le plus. Les scénarios noirs estiment que plus d'un million de civils sans défense pourraient fuir vers la seule

Pologne – plusieurs dizaines de milliers s'y sont déjà réfugiés. Les citoyens russes, que l'on doit considérer de façon tout à fait distincte de Poutine et des élites non démocratiques, souffriront également de la guerre. Comme le montrent les sondages, les Russes ne sont pas prêts à mourir pour le projet de Grande Russie du Kremlin, et ils sont nombreux à prendre des risques importants en allant manifester contre les actions de leur propre gouvernement. Enfin nous, les citoyens de l'Union européenne, serons également perdants. Du point de vue de la Pologne, voisine de l'Ukraine et située sur le flanc oriental de l'UE, ce scénario est particulièrement inquiétant, car il constitue une menace directe pour sa sécurité.

Nous nous opposons catégoriquement à la guerre – la diplomatie devrait être le principal outil de résolution des conflits. Cependant, en tant qu'alliés européens de l'Ukraine, nous devons la soutenir dans le renforcement de ses capacités défensives en cas d'agression russe. Une coopération en matière de renseignement et un soutien en termes d'équipements militaires sont notamment nécessaires.

Toutefois, le but de ces actions ne doit pas être de construire nos propres instruments de pression et d'imposer notre volonté à l'Ukraine, mais de créer un espace dans lequel elle aura la possibilité de prendre une décision souveraine sur son avenir, même si cette décision ne correspond pas aux ambitions bigotes du Kremlin ou ne succombe pas à la pression du capitalisme occidental. Par conséquent, comme le Mouvement social ukrainien, nous appelons à une révision du projet socio-économique proposé à l'Ukraine par l'Occident: au lieu de réformes néolibérales destructrices sous la pression du FMI, la liquidation inconditionnelle de la dette extérieure de l'Ukraine.

La guerre qui dure depuis 2014 a laissé des traces sur la situation économique du pays, et les tensions actuelles ne font que renforcer l'ampleur de la crise. Nous devons donc être prêts à offrir une aide financière accrue aux régions touchées par le conflit, qui soutiendraient avant tout leurs résidents.

Toutefois, nous ne pouvons pas nous permettre de continuer à tolérer la mainmise de l'élite oligarchique russe sur le système financier européen. Cela doit changer – nous ne pouvons tolérer un système qui menace l'Europe et exploite les Russes. Nous devons soutenir des mesures similaires face à l'oligarchie ukrainienne, qui fait obstacle à la poursuite de la démocratisation du pays depuis des décennies.

### UNE SOLUTION EUROPÉENNE

Razem ne soutient pas avec enthousiasme l'alliance transatlantique l'OTAN dans sa forme actuelle, mais nous acceptons son existence en tant que garant aujourd'hui le plus efficace de la sécurité de la Pologne et de l'Europe. En même temps, nous croyons que l'Europe a des moyens pour évoluer vers l'autonomie sur ce terrain, et qu'elle a le potentiel pour pouvoir constituer un arsenal de défense collective à son niveau. Les portes de la co-crédation de cette structure devraient toujours être laissées ouvertes à l'Ukraine.

Nous devons appeler les pays de l'Union européenne à discuter d'un système de sécurité commun, y compris de la sécurité énergétique. C'est là un point essentiel si nous voulons entamer un véritable dialogue de partenariat avec les États-Unis et négocier sur un pied d'égalité avec la Russie. Un engagement multidimensionnel et solidaire des pays, des institutions et des dirigeants de l'Union européenne en faveur de la sécurité du continent est également nécessaire. Nous ne pouvons pas nous permettre

d'être limités par les intérêts nationaux des différents États membres.

L'Europe attend que l'Allemagne assume la charge de diriger les efforts visant à créer un système de sécurité commun. L'attaque de la Russie contre l'Ukraine a mis en évidence la nécessité de prendre des mesures décisives dans ce domaine. Un tel scénario est également dans l'intérêt de l'Allemagne : la création d'une initiative européenne plus large permettrait de répartir la responsabilité de la sécurité entre tous les membres de la communauté.

### VERS UN DIALOGUE INCLUSIF

La voix de notre partie de l'Europe doit enfin être entendue. Nous appelons à un dialogue avec les sociétés d'Europe centrale et orientale, fondé sur le respect de leur subjectivité et un partenariat sincère. Par cela, nous entendons également reconnaître et soutenir les mouvements d'émancipation de gauche émergents dans notre région, y compris en Russie. La solidarité internationale basée sur la compréhension mutuelle est notre chance de construire une alternative viable.

La récente prise de position des dirigeants de Die Linke doit être considérée comme une percée dans leur politique orientale jusqu'à présent, indiquant une ouverture au dialogue. C'est précisément un tel dialogue et un tel soutien que craint Poutine – non sans raison puisqu'il soutient l'extrême droite dans toute l'Europe, de Madrid à Varsovie, sapant ainsi le projet européen démocratique commun. Ne lui permettons pas de le faire.

1<sup>ER</sup> MARS 2022

Razem (La Gauche ensemble)

<https://courrierdeuropecentrale.fr/chere-gauche-occidentale-on-ne-vous-demande-pas-daimer-lotan/>

Traduction et adaptation : Anna C. Zielinska

## FRANCE

# PAS DE DÉMOCRATIE SANS DROITS DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES

### ASSOCIATION AUTOGESTION

Dans son discours du 21 février, Vladimir Poutine niait l'existence même d'un État et d'un peuple ukrainiens qui n'auraient été qu'une «invention» de la révolution russe de 1917. Trois jours plus tard, les actes suivent les paroles et l'armée russe commence une invasion de l'Ukraine pour la «démilitariser» et la «dénazifier». C'est une guerre qui a commencé, et l'agresseur en ce 24 février 2022 est bien la Russie de Poutine.

La guerre a confirmé pour les uns, révélé à d'autres, renforcé en tout cas, l'existence d'une solidarité nationale et surtout provoqué une auto-organisation populaire – tout aussi spontanée qu'encouragée par les institutions – combinant initiatives citoyennes et actions administratives, gouvernementale, militaire.

À l'initiative des travailleuses, la reconversion de la production de nombreuses entreprises pour soutenir l'effort de guerre a été organisée. Une usine de métallurgie fabrique maintenant des barrages antichars. «On a eu juste besoin d'une journée, l'ingénieur nous a dessiné le prototype et on l'a mis en production», explique un ouvrier. Le directeur de l'entreprise ajoute «Nous avons arrêté notre production habituelle pour nous consacrer à la fabrication de ces structures métalliques qui serviront de barrages pour arrêter les chars des occupants. Depuis le début de l'invasion, on est mobilisés

pour fabriquer tout ça. Mais nous sommes vite arrivés à court de matière première. Heureusement des bénévoles nous ont apporté plus de métal et on a pu élargir la production de ces barrages. On a un groupe sur l'application Telegram qui réunit une quinzaine d'usines de la région. Certaines fabriquent des herses également.» À Lviv, des femmes et des enfants se sont organisés pour fabriquer des filets de camouflage pour l'armée. Une brasserie qui dispose d'un stock de bouteilles s'est reconvertie en usine de fabrication de cocktails Molotov. Une bibliothèque s'est reconvertie en manufacture de filets de camouflage. Les exemples sont nombreux de reconversion d'entreprises de reconversion à des fins militaires. Le directeur français d'une entreprise textile française en Ukraine raconte que le week-end les ouvriers et les ouvrières utilisent les machines et le matériel de l'usine pour fabriquer des filets de camouflages. Avec son consentement.

Municipalités, administrations locales, groupes d'habitants organisent ensemble la vie quotidienne, le ravitaillement, les soins, les évacuations. C'est en coopération que l'armée régulière et les collectifs d'autodéfense de volontaires agissent. C'est l'amalgame qui nous évoque celui des soldats de l'an II défendant la République à Valmy contre les monarchies et empires européens en 1792.

En tant que partisans de l'autogestion, nous sommes défenseurs du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, et c'est aux Ukrainiens – et non

à la Russie ni à tous autres États ou puissances – de décider à leur place de leur présent et de leur avenir. Le retrait des troupes russes de l'État souverain d'Ukraine constitue une revendication démocratique élémentaire. Le soutien à la résistance du peuple

ukrainien d'une part, comme d'autre part à celles et ceux qui en Russie même s'opposent à la guerre en sont le moyen.

11 MARS 2022

<https://autogestion.asso.fr/>

## UKRAINE

# POURQUOI L'INVASION RUSSE N'AURAIT PAS DÛ ÊTRE UNE SURPRISE

VOLODYMYR ARTIUKH<sup>2</sup>

Vladimir Poutine utilise le langage de la «démilitarisation» pour poursuivre une politique impériale agressive contre l'Ukraine. Dans une interview pour Jacobin, un socialiste ukrainien explique la fausseté des prétextes du Kremlin – et pourquoi la guerre pourrait s'éterniser pendant des années.

L'invasion russe de l'Ukraine est un crime et une tragédie humaine. Il y a déjà quelque 2 millions de réfugiés, alors que les bombes et les missiles pleuvent sur les villes d'Ukraine. Les premiers revers des forces d'invasion ont souvent alimenté l'idée que les actions de Vladimir Poutine se sont retournées contre lui. Pourtant, les Ukrainiens sont confrontés à la perspective d'une guerre de longue haleine, sans fin en vue, malgré leur résistance militaire acharnée.

*Quel est le lien entre la guerre et le déclenchement de la guerre civile après 2014?*

Brièvement, les manifestations de Maïdan de 2013-2014, l'annexion de la Crimée qui s'en est suivie et le soutien au soulèvement dans le Donbas ont conduit à un changement d'orientation géo-économique et géopolitique de l'Ukraine. L'Ukraine a signé un accord d'association avec l'Union européenne, a changé son orientation culturelle et politique en faveur des structures euro-atlantiques, et a abandonné l'idée d'une intégration au projet russe d'union économique et politique. La Russie a réagi à cette situation en consolidant un discours anti-occidental.

L'annexion de la Crimée, qui s'est déroulée en grande partie sans effusion de sang, a permis à Poutine d'accroître sa popularité à l'intérieur du pays. Il a ensuite espéré tirer parti du soulèvement du Donbas, qui était un soulèvement contre le changement de gouvernement à Kyiv. Ce soulèvement a été interprété comme une autodéfense du «monde russe» contre les nationalistes ukrainiens soutenus par l'Occident. L'Ukraine a été de plus en plus représentée comme un État défaillant doté d'un gouvernement illégitime contrôlé par l'Occident qui terrorise les russophones. Tous ces éléments idéologiques sont

---

2. Anthropologue ukrainien spécialisé sur les migrations dans l'espace post-soviétique. Il est interviewé par Jana Tsoneva, professeure adjointe de sociologie à l'Académie des sciences de Bulgarie.

présents aujourd'hui dans la justification de l'invasion par Poutine: dénazification, démilitarisation, décommunisation.

*Le nouveau gouvernement de Kyiv leur a-t-il fait quelque chose pour déclencher ce soulèvement à l'Est?*

C'est une révolte qui a commencé essentiellement de la même manière que le Maïdan - comme une mobilisation de la base, avec des barricades et la prise de contrôle des gouvernements locaux dans plusieurs villes de l'Est. Au départ, c'était un phénomène purement négatif - contre quelque chose plutôt que pour quelque chose. Mais très vite, des types avec un mélange particulier d'idéologie russe-impérialiste et de nostalgie soviétique - espérant une union avec la Russie et inspirés par l'annexion de la Crimée - ont pris le contrôle de ce soulèvement local.

Leur idée était d'étendre le soulèvement au reste du sud-est de l'Ukraine, qu'ils ont appelé Novorossiia, en référence à l'époque de l'empire russe. La Russie a fini par intégrer ces chefs de guerre semi-indépendants dans l'appareil de sécurité russe. Cela a conduit à une tentative du gouvernement de Kyiv de reprendre le Donbass à l'été 2014 avec la soi-disant opération antiterroriste. Il s'agissait d'une guerre menée contre les rebelles, qui étaient déjà assez pro-russes et se battaient pour une indépendance vis-à-vis de l'Ukraine et pour une intégration à la Russie. Finalement, les troupes russes y sont entrées à plusieurs reprises en 2014 et 2015. Ces incursions ont conduit à des défaites très importantes de l'armée ukrainienne avec des pertes importantes en vies humaines et en matériel, ce qui a obligé le gouvernement ukrainien à signer les accords de Minsk.

Finalement, l'extension du soulèvement à l'Ukraine plus largement a faibli - mais il a quand même été mobilisé par la Russie pour réorienter le

gouvernement ukrainien dans son ensemble, pour utiliser les «républiques populaires» autoproclamées comme un levier contre l'orientation pro-occidentale de Kyiv. Les accords de Minsk étaient essentiellement une expression diplomatique de la supériorité militaire russe; la victoire militaire russe se traduisait dans ce document diplomatique. Ces accords ont essentiellement complété les combats au lieu de les arrêter.

*Le gouvernement ukrainien a-t-il respecté ces accords?*

Aucune des parties ne les a respectés - les divergences d'interprétation sont apparues presque instantanément. Rétrospectivement, les accords n'avaient pas pour but d'arrêter la guerre, mais de contenir l'action militaire, d'atténuer les intérêts contradictoires des élites ukrainiennes et russes, de contenir l'action militaire afin que les parties puissent se regrouper et se préparer à la prochaine série de combats.

Ainsi, le cessez-le-feu, qui n'était qu'une partie des accords, a fluctué. À certains moments, il y avait presque une guerre à part entière; à d'autres, presque un véritable cessez-le-feu, par exemple pendant près de six mois depuis l'été 2020. Le rythme de l'action militaire accompagnait les négociations politiques. Au final, ces accords n'étaient qu'une pause diplomatique sur la guerre, pas sa négation.

*Volodymyr Ishchenko écrit que seuls 20 % des Ukrainiens approuvaient l'adhésion à l'OTAN en 2007, pourcentage qui a doublé après l'annexion de la Crimée, mais qui n'est toujours pas majoritaire. Alors, qu'est-ce qui a précipité le changement géopolitique?*

Il est vrai qu'avant le Maïdan de 2013, la société ukrainienne était assez polarisée; il n'y avait pas de majorité en faveur de l'intégration à la Russie ou à l'UE, et encore moins en faveur de l'OTAN. La cause du soulèvement de Maïdan était interne plutôt

que géopolitique; il a commencé comme un soulèvement populaire contre un régime extrêmement corrompu et autoritaire, mais finalement ces contradictions de la société ukrainienne ont été capitalisées par les oligarques, également à des fins électorales.

Le soulèvement de Maïdan a été détourné pour faire entrer le mécontentement populaire dans ce carcan pro-UE et pro-OTAN. Toute une strate de volontaires auto-organisés, de groupes paramilitaires, d'ONG, d'aventuriers politiques et d'intellectuels a émergé après Maïdan, combinant nationalisme, néofascisme, libéralisme économique et «occidentalisme» – une idée vague de la civilisation occidentale. Le tout a été amplifié par le *soft power* occidental et un réseau d'ONG – l'histoire familière.

Ainsi, plus le conflit progressait sur cette voie - la Russie jouant également son rôle en amplifiant ce conflit avec sa propre idéologie impérialiste - plus la perception des gens se cantonnait à ces limites très étroites: soit l'Occident, soit la Russie.

Néanmoins, il y avait encore une majorité silencieuse pour qui ces questions étaient plutôt superficielles. Pour eux, ce n'étaient pas les préoccupations majeures, mais ils n'avaient pas d'autre moyen de parler de leurs problèmes publiquement. Cette majorité a élu Volodymyr Zelensky en 2019. Il a promis de mettre fin à la guerre, de ne pas insister sur les questions d'identité et de langue. Il a fait appel au bon sens de la majorité tout en passant sous silence ces questions qui divisent.

*Mais il a aussi institutionnalisé la nouvelle orientation géopolitique de l'Ukraine.*

Oui, un an après son entrée en fonction comme président, il a changé de direction. Au départ, il a été accusé d'être pro-russe, d'être prêt à capituler devant la Russie. Mais comme le font pratiquement tous

les présidents ukrainiens, il a essayé de concentrer le plus de pouvoir possible. Il a dû vaincre ses ennemis nationalistes, attirer leur électorat, et est devenu cette figure napoléonienne qui équilibrait la droite et la gauche, les pro-russes et les pro-européens, et à l'un des tournants, il s'est retrouvé coincé dans le coin nationaliste pro-occidental. Et à ce moment-là, tout s'est effondré.

*Et maintenant, la guerre n'a fait que radicaliser cette position?*

Oui, la guerre a tout changé.

*Nous avons discuté de l'implication de la Russie dans la préparation de la guerre - alors quel a été le rôle de l'OTAN?*

Écoutez, il y a des relations entre la Russie et l'OTAN qui remontent à 1991 et à la confrontation entre les Soviétiques et l'OTAN. C'est un niveau. Mais j'insiste pour séparer cela d'un deuxième niveau qui est Ukraine-Russie-OTAN. Vous ne pouvez pas réduire l'un à l'autre.

*L'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN n'était pas vraiment sur la table, n'est-ce pas?*

Oui. Et lors des récents entretiens diplomatiques, avant la guerre, Joe Biden était prêt à envisager la possibilité d'un moratoire sur l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Il a souligné que l'OTAN ne serait pas impliquée dans le conflit entre l'Ukraine et la Russie. Parmi les autres puissances occidentales, comme la France et l'Allemagne, personne n'a sérieusement envisagé l'adhésion de l'Ukraine.

*La Russie a-t-elle alors utilisé l'expansion de l'OTAN comme prétexte?*

Tout à fait. Prenez, par exemple, l'ultimatum lancé par le ministre des affaires étrangères Sergei

Lavrov en décembre dernier concernant le retour de la frontière de l'OTAN à la période d'avant 1997. L'appel à décider littéralement le lendemain signifiait que personne ne pouvait y voir une négociation de bonne foi. Je pense que l'idée d'entrer en guerre en Ukraine, d'une manière ou d'une autre, était déjà là et qu'ils avaient besoin de la guerre elle-même comme mécanisme de négociation. Ils voulaient utiliser la guerre comme un moyen d'obtenir des informations de l'Occident, comme, quel est le plus haut niveau d'escalade que l'Occident peut se permettre? Jusqu'où pouvons-nous – la Russie – aller? Que pouvons-nous faire dans notre arrière-cour, et jusqu'où peuvent-ils aller en réponse?

*Pourquoi voudraient-ils savoir cela?*

Parce que ce n'est pas la fin de l'histoire. Parce qu'ils pensent à l'avenir. Si vous écoutez les officiels russes et lisez leurs manifestes idéologiques, si vous lisez les personnes qui interprètent les décideurs russes en matière de politique étrangère au Kremlin – ils voient venir ces événements apocalyptiques. Ils voient le monde changer radicalement. Ils voient que nous vivons dans le nouveau monde et que la Russie doit trouver sa place, sinon elle sera mangée par ces prédateurs, par la Chine ou les États-Unis. Leur raisonnement est le suivant: «Nous devons agir maintenant, c'est maintenant ou jamais, il y a du temps et ce sera glorieux ou nous périrons.» Ils espèrent également qu'ils rejoindront la Chine dans une sorte d'alliance. Et ils ont déjà besoin de marquer leur territoire. La logique est la suivante: «Il y a sept mauvaises années à venir, mais ensuite nous aurons nos cent ans d'empire.» C'est l'état d'esprit, si vous lisez attentivement ce que disent les Russes.

*Les médias de gauche soulignent le rôle de l'OTAN, mais votre lecture me fait penser que le discours sur l'OTAN était une sorte de fausse excuse pour la Russie.*

Ce n'est pas le cas. Disons-le ainsi, dans la perspective à long terme des trois dernières décennies. Pour Poutine et pour son groupe d'élite très soudé, c'était réel: la poussée de l'OTAN jusqu'à la frontière était une défaite pour eux. La majeure partie de l'expansion de l'OTAN s'est produite sous le regard de Poutine, à l'exception du premier tour. Le reste s'est produit sous sa surveillance. Bien sûr, il parle de l'intérêt de la Russie en termes géopolitiques. Mais il voit aussi cela comme sa défaite personnelle, une question de légitimité, non seulement aux yeux des Russes moyens, mais aussi aux yeux de l'élite.

*Mais la Russie n'a-t-elle pas voulu, à un moment donné, adhérer à l'Union européenne?*

Poutine a dit quelque chose comme ça, mais ce n'était pas sérieux. Le problème plus large, si nous laissons de côté sa perception des menaces, était que l'Occident ne parvenait pas à inscrire la Russie dans un accord de sécurité plus complet et dans tous les accords bilatéraux et multilatéraux. Donc, pour Poutine, c'est en partie cette défaite qui doit être corrigée maintenant.

*Comme lorsqu'il parle de 1991 comme d'une «catastrophe».*

Oui, et cette perspective à long terme a eu une représentation caricaturale dans l'ultimatum de Lavrov, cherchant à résoudre tout le problème en l'espace de deux mois. Ce qu'il a dit, c'est que l'OTAN allait en Ukraine et s'apprêtait à y stationner des armes: un spectacle hystérique, une représentation de tous ces griefs. Mais ce spectacle diplomatique n'était pas destiné à résoudre ce problème

vieux de trente ans. Ainsi, la guerre en Ukraine n'est pas une conséquence directe de l'expansion de l'OTAN. C'est une démarche proactive de la Russie pour changer, pour briser cette structure de relations de pouvoir dans laquelle la Russie existait. Ce n'était pas réactif au sens d'une menace immédiate, c'était une attaque de prédateur au moment où, selon le Kremlin, l'ennemi était le plus faible. Le spectacle diplomatique était une distraction.

*Parlons du point de vue libéral sur le fait que Poutine veut recréer l'ancien « empire soviétique » dans ses anciennes régions frontalières.*

Abandonnons cette idée ridicule que Poutine veut restaurer l'Union soviétique. Écoutez Poutine lui-même – il a passé la moitié de son discours à fustiger Lénine.

*Et a promis la « décommunisation » de l'Ukraine.*

Oui, exactement. Pour lui, la décommunisation signifie la destruction de cet « empire d'action positive » qu'était l'URSS. Poutine veut détruire les unités économiques et nationales que l'URSS a créées tout au long de son histoire. Il veut essentiellement reconstruire l'empire russe avec un seul centre impérial. Pas nécessairement dans les limites de l'ancien, mais avec une structure de pouvoir similaire d'un centre impérial reposant sur un appareil oppressif sans aucune idéologie hégémonique qui mobilise les gens d'en bas.

Le leadership hégémonique implique des concessions aux partenaires du bloc de pouvoir hégémonique, comme l'Union soviétique l'a fait, en faisant quelques concessions aux nationalités. Poutine n'est pas intéressé par l'hégémonie. Il est intéressé par la construction de ce « pouvoir vertical » qui commence et se termine avec le Kremlin. C'est une chose très différente de l'Union soviétique. Il suffit de voir

comment Poutine parle à son Conseil de sécurité, comme à des écoliers qui ont raté leur devoir. Par rapport à cela, le parti communiste était un exemple brillant de démocratie directe.

*Lorsque l'invasion a eu lieu le 24 février, vous avez écrit que vous l'aviez vue venir. Comment l'avez-vous fait ?*

Le processus qui a conduit à la guerre était déjà visible dans la première peur de la guerre d'avril 2021, lorsque la première rencontre Poutine-Biden s'est produite après que la Russie a accumulé des troupes à la frontière avec l'Ukraine. À l'époque, tout le monde s'attendait à ce qu'une guerre éclate à ce moment-là. Mais au lieu de cela, Poutine et Biden ont entamé des discussions sur la stabilité stratégique et Poutine a fait quelques déclarations concernant l'Ukraine, notamment sur les accords de Minsk. Nominale, les troupes ont été retirées des frontières après cette rencontre, mais tout le monde savait qu'il en restait un nombre important. Cependant, immédiatement après, Poutine a parlé des lignes rouges, de la réponse asymétrique si les lignes sont franchies; puis il a écrit son article sur l'Ukraine, qui était essentiellement un ultimatum adressé à Zelensky. Cet article était l'ébauche de son discours de déclaration de guerre que nous avons vu en deux parties les 22 et 24 février. Il a probablement été enregistré en une seule fois.

Seuls les penseurs optimistes ont supposé que Poutine souhaitait encore poursuivre le processus de Minsk. Ainsi, après la rencontre Poutine-Biden en 2021, l'infrastructure militaire et un nombre important d'armes sont restées à la frontière. Il y a eu une poussée en septembre et octobre avec un exercice militaire à grande échelle, l'exercice Zapad (« Ouest »), où le nombre de troupes a dépassé celui des troupes actuellement actives en Ukraine, et ces

exercices visaient explicitement à prendre le contrôle de l'Ukraine. Ils l'ont fait en tant qu'exercice. Simultanément, les régions séparatistes du Donbas ont été pratiquement intégrées à la Russie. Plus d'un demi-million d'habitants ont obtenu la citoyenneté russe. Les dirigeants de ces républiques sont devenus membres du parti au pouvoir en Russie.

Seuls les rêveurs ont supposé que Poutine souhaitait encore poursuivre le processus de Minsk. À cette époque, il était clair que même si Poutine acceptait le processus de Minsk, cela signifierait une guerre par d'autres moyens, car le processus implique que l'Ukraine réintègre ces territoires, mais ils étaient de facto déjà intégrés à la Russie. Ils avaient leur propre armée et ainsi de suite, mais étant intégrés constitutionnellement à l'Ukraine, ils auraient le champ libre dans le reste du territoire où ils se heurteraient aux nationalistes ukrainiens. En Ukraine, une révolte interne se serait produite contre une telle mise en œuvre des accords de Minsk, de toute façon. Ainsi, le processus de Minsk était un autre nom pour le démembrement de l'Ukraine et la guerre au ralenti.

*L'Ukraine les traite comme des étrangers : elle ne paie pas les pensions, les prestations sociales, tous ces liens financiers et fiscaux ont été coupés. Je veux dire, peuvent-ils jamais partir, ou veulent-ils même rentrer? Il y a aussi la question de la langue.*

Je ne pense pas que c'était faisable, même avant la guerre. Les élites ukrainiennes étaient déjà résignées au fait qu'il ne s'agissait pas de leurs territoires et les élites de ces républiques séparatistes n'ont jamais pensé qu'elles rejoindraient l'Ukraine. Lorsque Poutine a reconnu leur indépendance, les élites ukrainiennes ont brièvement poussé un soupir de soulagement. Elles ne savaient pas que la guerre allait arriver. Jusqu'au dernier moment, elles ne croyaient pas qu'il y aurait une guerre. Mais elles

étaient soulagées de s'être enfin débarrassées de ces régions troublées.

*L'Occident a réagi à la guerre par des sanctions que les médias ont qualifiées de sans précédent. Pensez-vous que les sanctions vont arrêter Poutine ou qu'il y aura une guerre mondiale?*

Les sanctions n'arrêteront pas la guerre. Seuls les chars et les fusils peuvent arrêter les chars et les fusils.

*Eh bien, ces chars et ces fusils ont besoin de carburant et de munitions et seul l'argent peut les acheter. Comment vont-ils financer la guerre si elle s'éternise?*

Je parle d'une perspective à long terme. Si les sanctions sont maintenues pendant des années, nous verrons probablement cet effet. Et même cela n'est pas acquis car nous ne savons pas comment la Chine va réagir, mais à court terme, il est impossible que les sanctions aient un impact sur le cours de la guerre.

*Qu'en est-il du mouvement antiguerre en Russie? Y a-t-il un espoir que les Russes eux-mêmes fassent tomber le régime et mettent fin à la guerre?*

Non. La majorité de la population soutient la guerre d'une manière ou d'une autre. C'est clair.

*Vraiment? Le Centre Levada a enregistré seulement 40 % de soutien à la guerre.*

Les derniers sondages montrent un pourcentage beaucoup plus élevé. Il n'y a pas de bonnes nouvelles. C'est juste la mort, la mort et la mort.

*Ne sont-ils pas contrôlés par le gouvernement?*

Oui, les sondages en Russie posent des problèmes car le taux de non-réponses est très élevé. Donc, nous ne tenons probablement pas compte d'une grande partie de la population qui, pour une raison ou une autre, refuse de répondre. Mais disons qu'il y a une indication que les opposants à la guerre sont

une minorité. De plus, il n'y a pas de structure politique derrière eux, car cette structure a été détruite ces dernières années. Ajoutez à cela l'immense croissance de l'appareil répressif en Russie et l'institutionnalisation de la censure. Le mouvement antiguerre est nécessaire, bien sûr, c'est une bonne chose, nous devons soutenir et accroître la coopération avec ces universitaires et militants russes et nous devons combattre la xénophobie à leur égard. Mais c'est pour l'avenir.

*Que faut-il faire à court terme, maintenant que les gens sont sous le feu et s'enfuient ?*

Essayer d'aider les réfugiés et soulager le désastre humanitaire en cours en Ukraine. Les gouvernements occidentaux ne devraient pas seulement penser à fournir des armes et ainsi de suite, mais aussi à annuler la dette extérieure de l'Ukraine, à fournir une assistance économique et à aider à obtenir des cessez-le-feu pour sortir les gens de sous les bombes. Ils doivent penser à ce qui va se passer avec l'économie ukrainienne très bientôt et à l'impact que cela aura sur le marché alimentaire mondial.

Ce sont les choses que nous pouvons faire et que les gouvernements occidentaux peuvent faire. Ils peuvent, bien sûr, influencer l'action militaire là-bas. Ils le font, mais cela dépend en fin de compte de la volonté des Ukrainiens de se battre, qui est désormais considérable. Même les Ukrainiens russophones se rallient au drapeau.

*Voyez-vous l'Occident envoyer des armées à un moment donné ?*

Cela n'arrivera pas. Ils envoient des canons et des armes antichars, et il est question d'envoyer des avions de guerre – je ne sais pas si cela se concrétisera ou non. Cela ne changera rien à la situation stratégique. Cela contribue à faire traîner en longueur et

à retarder la victoire de la Russie. Il vaut mieux se battre avec un missile antichar qu'à mains nues.

*Mais si cela s'éternise, que vont faire les Ukrainiens ?*

Il y aura une lente prise de contrôle de l'Ukraine par la Russie, ville par ville, avec une immense destruction et une immense souffrance. Il n'y a aucune chance que Poutine puisse maintenir un régime pro-russe stable en Ukraine.

*Comme la Tchétchénie...*

Oui, mais il n'est pas exclu qu'à un moment donné, la Russie consacre toutes ses ressources à l'Ukraine. En fait, la Russie semble déjà être à court de ressources et devra mobiliser son économie, puis davantage de recrues, de réservistes, etc. et cela changera probablement beaucoup la situation à l'intérieur de la Russie. Cela aura probablement un impact négatif, bien plus négatif que les sanctions, mais cela reste à voir. Je reste pessimiste quant à l'issue de cette guerre. Je ne pense toujours pas que l'armée ukrainienne puisse l'emporter. Quant à savoir si Poutine peut atteindre ses objectifs de changement de régime : certainement pas. Il n'y a aucune chance qu'il puisse maintenir un régime pro-russe stable.

*Parce qu'il y aurait un autre Maidan suivi d'une autre invasion ?*

Oui, et vous le voyez déjà – dans les villes russophones, remarquez – avec des protestations pacifiques dans les villes capturées par les Russes. Il y a une armée. Il y a des attaques dans les rues, et pourtant les gens participent aux manifestations sans être armés. Si cela se produit aujourd'hui, cela se produira certainement pour tout régime que Poutine pourrait mettre en place.

*Y a-t-il une issue pour Poutine ?*

Je ne pense pas qu'il le sache lui-même. C'est cette situation où l'on se jette dans la bataille et où l'on voit – c'est ce qu'ils ont fait. Ils ont fait une grave erreur de calcul. Ils pensaient que l'armée ukrainienne se replierait et que la population viendrait avec des fleurs pour l'acclamer, mais cela ne s'est pas produit.

L'Occident risque aussi de perdre la face. Je n'ai pas vu d'appétit pour la guerre en Occident l'année dernière, ni de la part des États-Unis – qui ont explicitement dit que nous n'avions pas besoin de problèmes en Europe, qu'ils devraient se concentrer sur la Chine – ni de la part de l'UE. C'est aussi une partie de la raison pour laquelle Poutine l'a fait, car il a vu que l'Occident n'était pas prêt à faire face à une guerre. Vous vous souvenez d'Emmanuel Macron qui s'est ridiculisé en proclamant : «J'ai apporté la paix», et la semaine suivante, Poutine a envahi le pays. Donc, l'Occident ne peut rien faire, pour être honnête. La guerre, malheureusement, doit être menée entre l'armée ukrainienne et l'armée russe. L'équilibre des forces sur le champ de bataille décidera d'à peu près tout le reste. Et il n'y a pas de bonnes nouvelles. C'est juste la mort, la mort et la mort.

*Une dernière question concernant la production de connaissances dans la guerre. Vous avez critiqué les paradigmes américano-centrés qui tentent d'expliquer le conflit. Je suis d'accord avec vous pour dire que lorsqu'ils parlent de la guerre, les Américains ont tendance à parler surtout d'eux-mêmes. De quels types de cadres avons-nous besoin pour commencer à comprendre cette guerre?*

Je pense que nous devons faire une pause dans l'analyse de l'hégémonie américaine, car nous savons déjà à peu près tout à son sujet, et très peu sur la façon dont la Russie en est arrivée là, au-delà de cette caricature cliché que les universitaires américains peignent de Poutine et de la Russie.

Certains secteurs de la gauche doivent également abandonner l'idée que la Russie est en quelque sorte la continuation de l'Union soviétique, ou qu'elle est l'outsider de la lutte impérialiste qui doit être soutenu. Nous devons prêter davantage attention à ce que les universitaires russes ont fait. Nous devons réfléchir plus profondément à la manière dont les gars du Kremlin se représentent, à ce qu'ils imaginent se passer autour d'eux et à ce qui peut les motiver au-delà de ce que l'Occident imagine être rationnel. Il est clair que leurs objectifs et leur mode de fonctionnement sont différents de ce que nous imaginons. Nous devons prêter attention à la dynamique interne des relations entre l'Ukraine et la Russie. Ce n'est pas quelque chose que nous connaissons bien au-delà de la représentation occidentale simpliste de la bonne Ukraine démocratique contre la terrible Russie autoritaire ou de la méchante Ukraine nazie contre la Russie éternellement maltraitée.

Nous avons besoin d'une coopération beaucoup plus étroite avec la gauche en Ukraine, en Russie et en Occident, ce qui ne s'est pas produit au-delà de réunions occasionnelles. Parce que la gauche est porteuse d'une certaine connaissance, d'une connaissance limitée, mais d'une connaissance inhabituelle et probablement perspicace de la situation. Beaucoup de gens de gauche en Russie et en Ukraine auront besoin d'une aide matérielle concrète, et ils ont besoin de compréhension, parce que le brouillard de la guerre détruit la pensée rationnelle et critique, et vous devez être patient avec les gens qui font et feront des erreurs. Il est impossible de ne pas faire d'erreur lorsque les bombes tombent et que vos amis meurent.

9 MARS 2022

*Jacobin*

## UKRAINE

# LA GUERRE VUE DU SOL

ENTRETIEN AVEC OKSANA DUTCHAK<sup>1</sup>

*Quelle est la situation actuelle en Ukraine et quelle a été la réaction de la population locale au déclenchement de la guerre?*

La situation est très compliquée. Pendant les premiers jours, il semblait que les forces militaires russes essayaient de ne pas cibler les civils. Elles essayaient de détruire l'infrastructure militaire du pays en supposant que le gouvernement et la société abandonneraient tout simplement, mais cela n'a pas fonctionné.

Je me demande à quel point les renseignements étaient stupides: leur calcul était une erreur totale.

Ça n'a pas marché parce que l'armée a commencé à agir et les gens sur le terrain ont commencé à agir. Cela donne un peu d'espoir, mais cela a changé leur tactique de manière définitivement dramatique.

Maintenant, ils attaquent les civils. Aujourd'hui [2 mars 2022], la ville de Kharkiv a été lourdement bombardée, visant spécifiquement les quartiers résidentiels et le centre-ville. Nous ne savons pas comment cela va se passer à partir de maintenant. Ce changement de tactique signifie à la fois qu'ils ont le sentiment d'avoir fait une énorme erreur au départ avec ce calcul, et que c'est très dangereux pour les civils.

En ce qui concerne la population civile, de nombreux militants de gauche occidentaux accusent

aujourd'hui l'OTAN, mais personne n'a fait plus pour que la population locale soutienne l'OTAN et l'idée d'y adhérer que la Russie ne le fait actuellement. Un sondage vient d'être publié, selon lequel 76 % des personnes interrogées soutiennent l'idée, principalement en raison de la montée en flèche des chiffres dans les régions de l'Est et du Sud, habituellement opposées à l'OTAN. Lorsque tous ces avertissements ont été émis par l'armée et les officiels américains, que la Russie allait attaquer, peu de gens y ont cru. Je ne l'ai pas cru jusqu'au dernier moment. Maintenant, il semble que la Russie prépare activement une invasion à grande échelle, au moins depuis quelques mois.

La population est maintenant devenue très antirusse. En essayant de faire de l'Ukraine un pays sous leur influence totale, ils font le contraire, car la majorité des gens sont maintenant très opposés à la Russie.

Il y a des gens qui ne pas radicalement antirusse. Mais c'est difficile quand on voit ce qui se passe, l'attentat à la bombe à Kharkiv – qui est l'une des plus grandes villes d'Ukraine et une ville majoritairement russophone. Le niveau de haine est très élevé maintenant. Cela s'explique. Il est difficile dans ces circonstances de percevoir la Russie différemment. Les Ukrainiens de gauche en parlaient depuis un certain temps déjà, mais c'était généralement en vain et personne n'y prêtait attention. Maintenant, nous voyons comment la Russie essaie de restaurer son pouvoir impérial avec de très mauvais résultats

---

1. Militante de Essential Autonomous Struggles Transnational en Ukraine.

pour nous, les Russes, la stabilité du monde et tout le reste.

J'ai des amis qui sont restés dans des villes attaquées et des parents qui n'ont pas pu ou pas voulu en sortir. Beaucoup d'entre eux se préparent à la guérilla. C'est aussi une énorme erreur de calcul de la part du gouvernement russe parce que – je ne sais pas s'ils y croyaient vraiment ou pas – leur message était: tous les gens nous accueilleront sur le terrain. Au lieu de cela, nous voyons des images de civils non armés qui arrêtent simplement les chars sur leur chemin. C'est aussi probablement l'une des raisons pour lesquelles ils ont changé de tactique et ont décidé de commencer les frappes aériennes sur les civils pour les démoraliser, car vous ne pouvez pas arrêter des avions en bloquant la route sans armes.

Il arrive également que des personnes attaquent des chars avec des cocktails Molotov, etc. Kyïv se prépare à la guérilla et de nombreuses autres villes le font aussi. Même si leurs calculs aboutissent et qu'ils parviennent à installer un gouvernement fantoche ici, ce dernier ne tiendra pas longtemps car il s'agira d'une spirale d'escalade totale, impliquant la population civile. Tous les gens ne font pas cela, mais il est difficile de ne pas le faire lorsque de telles choses se produisent. Je pense que dans de nombreuses colonies, les gens essaieraient de résister aussi pacifiquement. Si les frappes aériennes détruisent les villes, il sera difficile de résister sous quelque forme que ce soit.

*Le déclenchement d'une véritable guerre en Ukraine a été préparé par des semaines de rhétorique guerrière, tant du côté américain que russe. Comment les organisations féministes et de travailleurs en Ukraine se positionnent-elles dans la situation actuelle?*

Les organisations ont réagi de diverses façons. Les gens essaient de se porter volontaires et d'organiser

un certain soutien aux civils. Il y a beaucoup d'auto-organisation souterraine pour soutenir l'évacuation des personnes, pour les aider à atteindre un endroit sûr, mais aussi pour soutenir les personnes qui restent dans les villes, qui ne peuvent pas ou ne veulent pas y aller, mais qui manquent de médicaments ou de nourriture. Certaines initiatives de base se préparent également à la guérilla de manière organisée mais aussi de manière non organisée.

Beaucoup utilisent leurs relations extérieures avec des personnes à l'étranger pour aider ceux qui traversent la frontière, car ils ont besoin d'un transfert, d'un endroit où rester en Pologne, en Roumanie, en Moldavie. Ce type de réseau est également très actif. C'est ce que font également les anarchistes, les féministes et les organisations de gauche. Il y a beaucoup d'auto-organisation liée à la fois à l'aide aux civils et à la préparation des prochaines invasions dans la ville.

*Nous voyons des personnes bloquées aux frontières et souvent discriminées à cause de la couleur de leur peau. Avez-vous des nouvelles de ce côté-là?*

Ce problème existe, mais nous ne savons pas s'il est systématique. Les militants des droits humains tentent de soulever cette question et d'en parler publiquement. Tout récemment, le gouvernement a réagi officiellement en déclarant explicitement qu'il ne devait pas y avoir de discrimination et en distribuant un formulaire en ligne séparé pour les étudiants étrangers, afin de faciliter leur passage de la frontière.

Je constate que l'Europe réagit différemment. La Pologne a ouvert ses frontières aux réfugiés ukrainiens – elle a été l'un des premiers pays à le faire. Comparez cela à leur réaction lors de la crise frontalière entre la Pologne et le Bélarus. Je le vois totalement et le perçois d'un point de vue critique. Il s'agit de racisme, bien sûr. Il ne s'agit pas du fait que

ces pays sont trop bons pour les Ukrainiens. Il s'agit plutôt du fait qu'ils sont mauvais envers d'autres personnes. Cela en dit long sur le racisme et sur la façon dont les différents pays sont perçus.

*Avez-vous des nouvelles de la frontière? Connaissiez-vous des personnes qui ont pu passer la frontière?*

Il y a d'énormes, d'énormes files de personnes qui traversent en voiture ou à pied et la situation est difficile. Une de mes amies fuyait le pays. Elle a passé deux jours à la frontière. Elle et ses trois enfants. Heureusement, ils sont déjà passés de l'autre côté. Le problème est que le nombre de personnes qui essaient de partir est énorme et que les volontaires des deux côtés de la frontière essaient d'aider d'une manière ou d'une autre, de façon humanitaire, parce que les gens n'ont pas assez de vêtements et que les nuits sont froides. Ils essaient donc de les placer quelque part ou du moins de les aider. Du côté polonais, du côté moldave, les gens essaient d'organiser des transferts pour les Ukrainiens, gratuitement la plupart du temps, et de les emmener dans des endroits où ils peuvent rester, ou dans des villes où ils ont de la famille.

*Est-il possible de construire une opposition à cette guerre sans tomber dans l'alternative entre l'OTAN et la Russie? Est-il possible de construire une initiative transnationale des femmes, des migrants et des travailleurs qui échappe aux logiques nationalistes et à la perspective géopolitique?*

J'ai discuté avec des gens de gauche d'autres pays et je suis parfois surprise de voir à quel point ils ont peur de trop peu blâmer l'OTAN et ils essaient de dire dans chaque phrase que «c'est aussi la faute de l'OTAN». Bien sûr, l'OTAN peut être blâmée jusqu'à un certain point, mais lorsque les bombes commencent à tomber du ciel, seule la Russie peut être blâmée pour les bombardements. D'ici, sur le terrain, la situation semble différente car nous voyons

comment le gouvernement russe se comporte. Ils ne sont pas prêts à renoncer à leurs plans. Nous pouvons difficilement dire qu'il faut tenir la Russie et l'OTAN à l'écart, car seule la Russie a envahi l'Ukraine. Parce que ce n'est pas l'OTAN qui bombarde les villes, c'est très évident ici.

Vous ne pouvez pas dire: ne prenons pas parti. Vous ne pouvez pas éviter de prendre parti, surtout lorsque vous êtes ici. Je ne conseille pas aux gens des pays d'Europe de l'Ouest ou de l'Est qui restent de dire que nous ne prenons pas parti. Ne pas prendre parti ici reviendrait à se laver les mains.

Un ami m'a dit que c'est aussi la faute de l'OTAN et qu'après que tout sera terminé, nous aurons un pays très nationaliste, xénophobe et d'autres problèmes. Alors je lui ai répondu: bien sûr, c'est probable, mais j'y penserai plus tard, quand il n'y aura plus de bombardements de villes et quand l'armée russe ne sera plus là. Maintenant, nous ne pouvons pas résoudre ces problèmes. Nous pouvons en parler, mais nous ne pouvons pas ignorer l'éléphant dans la pièce.

Certaines personnes de gauche disent que la solution consiste à négocier et à convenir de la neutralité de l'Ukraine. Il m'est difficile de soutenir ce point pour le moment. Cette position est un peu coloniale: elle nie aussi la souveraineté d'un pays. C'est aux habitants du pays de décider ce qu'ils veulent faire et pour qu'ils puissent décider, il ne devrait pas y avoir de guerre. Comme je l'ai dit, cette guerre a fait prendre des décisions à de nombreux Ukrainiens. Les gens disent qu'il y a toujours un choix. Mais la plupart des Ukrainiens ne voient pas de choix maintenant.

Nous ne renions pas notre action. Certaines personnes de la gauche – de la gauche

occidentale – sous-estiment notre capacité d'action et nous disent ce que les Ukrainiens devraient faire.

Il est très facile de dire que l'Ukraine ne doit prendre aucun parti, ne doit faire partie d'aucun bloc, doit garder un statut neutre. Mais l'histoire nous montre que le statut de neutralité est réservé aux États forts, aux États riches, aux États qui peuvent se défendre. L'Ukraine n'a pas pu se défendre contre l'attaque et maintenant elle essaie de le faire mais je ne sais pas combien de temps nous pourrons continuer.

Après l'annexion de la Crimée en 2014, il est très difficile de parler d'un statut de neutralité pour l'Ukraine. L'Ukraine a renoncé à ses armes nucléaires et a obtenu une garantie de sécurité, que son territoire serait intégral, qu'il ne serait attaqué par aucun État et cette garantie a été signée par plusieurs pays, comme les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie. Cette garantie de sécurité a été violée en 2014 par la Russie. Après cela, je ne pense pas qu'il soit si facile pour la société de faire confiance aux garanties. Nous avons vu comment la garantie ne fonctionne pas. Elle n'a pas de conséquences juridiques ou autres. Elle peut être violée à tout moment.

Je ne sais donc pas comment nous pouvons échapper à l'alternative entre la Russie et l'OTAN maintenant. Je n'ai pas de réponse pour le moment.

*Vous avez probablement vu les différentes déclarations contre l'invasion de la Russie et en faveur de la population ukrainienne. Un appel des féministes russes à se dresser contre le régime et la guerre de Poutine. Elles affirment que cette guerre est la continuation de la guerre quotidienne menée contre les femmes, les personnes LGBTQI+ et tous ceux qui ne soutiennent pas ou ne se rebellent pas contre le régime de Poutine. Il y a eu plusieurs manifestations et mobilisations contre cette guerre pour dénoncer les responsabilités de Poutine dans différents endroits en Europe et hors d'Europe. Que*

*pensez-vous de ces initiatives? Que peut faire une politique de paix transnationale en ce moment?*

Une forte pression doit être exercée sur la Russie. Il n'y a pas d'autre issue. Ils sont allés trop loin.

Je suis très reconnaissant à toutes les mobilisations qui ont lieu dans le monde. J'ai un peu d'espoir en elles car nous voyons comment les mobilisations font pression sur les gouvernements de ces pays. Ils apportent une aide humanitaire, pas seulement en termes de fournitures militaires, qui sont également importantes à ce stade. Il est difficile de maintenir une position antimilitariste dans un pays qui a été envahi par un autre pays.

Je suis très reconnaissant aux personnes qui se mobilisent en Russie. Certains, qu'ils vivent là-bas ou à l'étranger, prennent une part très active à l'organisation de manifestations en Russie et soutiennent également les personnes qui fuient l'Ukraine. Dans d'autres pays également, en mobilisant des ressources, en fournissant un soutien en matière d'information, d'infrastructures...

En Ukraine, on parle beaucoup de l'éventualité d'une rébellion en Russie. Je ne crois pas que cela se produira. Malheureusement, parce que la société civile et l'auto-organisation en Russie et dans de nombreux pays de l'État post-soviétique, et peut-être aussi en Ukraine, sont assez faibles et vous ne pouvez pas les construire immédiatement dans une situation comme celle-ci. Je ne crois pas qu'il y aura quelque chose dans la société russe qui arrêtera Poutine. Une fois de plus, aussi triste que cela puisse paraître, je préfère m'attendre à une rébellion des élites en Russie – cela pourrait changer la situation de manière substantielle à court terme.

*Quels sont les problèmes les plus urgents auxquels les femmes, les travailleurs et les migrants, les habitants*

*de l'Ukraine dans son ensemble, doivent faire face aujourd'hui?*

La question la plus urgente est l'aide humanitaire. La pression politique, même si elle ne change pas grand-chose, reste l'une des choses à faire. Malheureusement, ce n'est pas le cas en Russie, car ils essaient de bloquer tous les canaux d'information pour que les gens en Russie puissent voir cela, ce qui est aussi un énorme problème, mais nous ne pouvons rien y faire. J'ai parfois l'impression qu'une sorte de mur est construit en Europe.

Je voudrais également soulever un point dont certaines initiatives de gauche ont commencé à parler. Si nous nous projetons dans l'avenir, quel qu'il soit, l'une des choses les plus importantes est d'annuler la dette extérieure ukrainienne, car c'est une question qui est maintenant discutée dans certaines initiatives de gauche, à savoir que le FMI devrait annuler la dette extérieure ukrainienne de toute façon, car nous aurons maintenant besoin de beaucoup de ressources pour reconstruire le pays. Et il y aurait une possibilité de rendre les politiques socio-économiques ukrainiennes plus indépendantes. C'est probablement aussi une demande qui, je l'espère – je sais que certaines personnes l'expriment déjà –, sera bientôt plus évidente.

*Comment échapper à la vision géopolitique selon laquelle il n'y a que des États avec leurs propres intérêts en jeu alors qu'il y a en réalité des personnes qui subissent les conséquences les plus graves des choix politiques?*

Je suis tout à fait d'accord qu'il serait bon d'échapper à cette logique, mais on ne peut pas forcer les gens au gouvernement à y échapper malheureusement. C'est là que les choix sont faits, surtout si l'on parle d'États autocratiques. Il est important, surtout si nous réfléchissons à la situation, de voir comment les choses peuvent être différentes, mais

c'est la logique qui est imposée maintenant. Vous ne pouvez pas échapper à ce niveau d'analyse, car il semble que c'est celui sur lequel Poutine prend ses décisions. Ses décisions et celles des personnes qui l'entourent sont le facteur le plus important de la situation actuelle. On peut échapper à cette logique quand on a une société avec un niveau assez élevé de société civile au sens général, comme les syndicats, mais quand on a une société très hiérarchisée où le pouvoir est construit de haut en bas et où les gens n'ont presque aucune influence sur ce qui se passe, sur la direction qu'ils prennent et sur les décisions qu'ils prennent, ce niveau d'analyse est le seul qui explique au moins quelque chose. Malheureusement. Je ne me sens pas à l'aise pour réfléchir en ces termes, mais je ne sais pas en quels termes réfléchir maintenant. Certaines personnes essaient maintenant d'éviter cela. Ils essaient d'être optimistes face à la façon dont les Ukrainiens s'organisent, aux efforts qu'ils ont déployés ces derniers jours et à la création de réseaux de solidarité. C'est très important, mais je comprends aussi que tout cela peut être très facilement détruit parce que vous avez affaire à un pays qui n'essaie plus de persuader. Quelqu'un dit que, contrairement aux hégémonies occidentales, l'État russe n'essaie pas de construire un *soft power*. Je ne sais pas s'ils ont essayé, mais à ce stade, il est évident qu'ils n'en ont rien à faire et qu'ils s'appuient très explicitement sur la force brute.

*En dehors de la solidarité humanitaire ou des différentes manières concrètes de pratiquer la solidarité dans le monde avec les réfugiés et d'envoyer de la nourriture, des médicaments et d'autres choses, surtout pour les réfugiés mais pas seulement: comment voyez-vous le rôle des mouvements transnationaux pour la paix ou contre cette guerre? Comment voyez-vous le rôle des mouvements transnationaux pour la paix ou contre cette guerre? Que*

*pouvons-nous faire d'un point de vue féministe, anti-exploitation, antiraciste, en dehors des initiatives concrètes, que pouvons-nous faire pour développer une mobilisation qui puisse renverser cette situation?*

C'est une période très difficile pour ce mouvement international populaire ou auto-organisé qui tente de construire la paix, car il est apparu soudainement – pas soudainement pour tout le monde mais pour beaucoup de gens – que le monde a changé. Certains d'entre nous, à gauche, sont trop habitués à vivre dans un monde [unipolaire] et alors que maintenant ce n'est plus le cas. Le meilleur scénario est que le mouvement aura besoin d'un certain temps pour repenser le cadre conceptuel de la façon dont nous pensons à ce monde, comment nous pensons aux menaces qui existent, que les menaces changent, qu'elles se développent et que la configuration de la réalité est déjà un peu différente. Si nous ne le faisons pas, il n'y aura pas d'avancées en ce moment. Si tout est fait correctement, si la leçon du moment présent est comprise correctement et si le mouvement écoute les gens sur le terrain, le mouvement repensera ce monde et les menaces à la paix que nous avons ici parce qu'ils sont définitivement en train de changer. Si cette leçon n'est pas prise en compte, alors, malheureusement, la partie de ce mouvement qui n'en tiendra pas compte, sa rhétorique, ses actions et ses mobilisations, ne contribueront pas suffisamment à la tâche qu'ils veulent accomplir.

*La plate-forme de grève sociale transnationale a rédigé une déclaration contre la guerre qui a été signée par de nombreuses organisations en Europe au moins. La perspective est de former une voix transnationale commune.*

*Pensez-vous que ce genre d'initiatives va dans le bon sens?*

Ce genre d'initiatives fait déjà partie de cette remise en question dont je parlais. C'est pourquoi c'est important pour le mouvement lui-même et pour tout le reste, pour la vision de la façon d'agir dans un avenir proche. Mais il y a aussi ce danger de parler de la paix à tout prix. Si nous disons que nous devons rétablir la paix à tout prix, il y a un piège dangereux: autant faire tout ce que dit la Russie et ils arrêteront la guerre, pour sauver la vie des gens.

Cette rhétorique n'est qu'une issue à très court terme, car si la Russie vient ici, elle y installera son gouvernement – conservateur, réactionnaire, oppressif, comme il l'est actuellement en Russie, ou pire encore. Par exemple, pour des gens comme moi et pour de nombreux militants, féministes, de gauche, LGBT, syndicalistes, pour les journalistes et l'opposition, cela signifierait la répression, et cela signifierait aussi, comme je le vois, à partir de maintenant, que la véritable guerre partisane commencerait. Je crains que le pays ne s'effondre – avec beaucoup de morts et de souffrances. La Russie ne va pas s'installer et arrêter de faire tout ce qu'elle fait ces derniers jours en Ukraine et depuis de nombreuses années dans leur propre pays, donc c'est aussi un piège très dangereux que certaines personnes ne comprennent pas non plus.

7 MARS 2022

*LeftEast*

Publié sur la plate-forme de la Grève sociale transnationale (TSS)

## UKRAINE

# ENTRETIEN AVEC UN MILITANT DU MOUVEMENT SOCIAL À KYIV

Actuellement, les forces russes tentent toujours d'encercler la ville. Nous avons interviewé un activiste de gauche du Mouvement social (<https://rev.org.ua/>) et un membre des forces de la défense territoriale (VTO).

*Nous vous remercions d'avoir trouvé le temps, dans un moment aussi difficile, de nous accorder une interview! Veuillez vous présenter.*

Mon nom est Fedor Ustinov. Je suis membre du Mouvement social. Je travaillais comme soudeur dans une petite ville polonaise l'année dernière. J'ai soutenu l'organisation [Mouvement social] de loin. J'ai reçu la nouvelle du début de la guerre sur le chemin de Varsovie, où mon camarade et moi avons parlé au Sejm polonais [la Diète, la chambre basse] de la nécessité de mettre fin à la dette extérieure de l'Ukraine. Ainsi, depuis ce jour, je suis en Ukraine. J'ai atteint Kyiv et j'ai rejoint les rangs de l'un des membres du VTO.

*Comment voyez-vous la situation actuelle à Kyiv? Comment estimez-vous l'humeur de la population locale et comment la population de Kyiv regarde les événements en cours?*

Il est tout à fait évident que le plan initial de l'état-major russe pour la prise rapide de la capitale a échoué. Actuellement, les forces d'occupation tentent d'encercler la capitale. Des affrontements

ont lieu avec les forces armées ukrainiennes près des quartiers nord et ouest de Kyiv. Une autre unité de troupes de Nizhyn a été arrêtée à l'est. L'artillerie lourde, les bombardiers et les roquettes ont tiré sur des cibles civiles, y compris des infrastructures et des installations militaires. Parfois, certains détachements de l'armée russe pénètrent à l'intérieur de la capitale, à environ 5 km. Cependant, ils ont tous été éliminés. Il y a quelques «cellules dormantes» de saboteurs dans la ville. Ils ont été activés et amenés ici quelques mois auparavant. Une partie importante de la population de Kyiv a été évacuée. Cependant, certains sont restés et soutiennent activement la défense de la ville. L'humeur générale est anxieuse mais reste déterminée.

*Nous avons entendu dire qu'il y avait eu une distribution d'armes à Kyiv. Il y a également des résidents locaux qui ont rejoint la milice de la VTO. Dans quelle mesure la VTO est-elle composée de personnes qui sont des militants politiques? Les socialistes et les gauchistes sont-ils actifs dans la milice? Existe-t-il des unités de milice indépendantes en dehors de la VTO?*

Je ne dispose pas d'informations complètes. Cependant, je peux dire que la VTO est déjà dotée d'effectifs supérieurs aux limites prévues. Et 15 % des membres de mon peloton sont des personnes ayant un passé politique. Environ quatre d'entre eux sont des militants de gauchistes. La majeure partie du peloton est composée d'habitants locaux. D'après

ce que je comprends des informations provenant des forums de discussion des activistes, il y a maintenant plusieurs centaines d'activistes de gauche dans les unités VTO de la capitale. Parmi eux, environ une centaine sont des combattants. Il y a des militants de notre organisation et des groupes associés amis impliqués dans la défense d'autres villes et villages, dont certains sont encerclés et subissent des bombardements dévastateurs.

*Quel est l'état d'esprit des membres des unités de la VTO? Comment estimez-vous la volonté de la milice de se battre contre les envahisseurs? Les opinions progressistes contre l'impérialisme de Moscou sont-elles répandues parmi les membres de la milice?*

L'humeur est clairement à une lutte sans compromis. Il y a beaucoup de vétérans militaires dans la VTO. Tout le monde s'attend à ce que la finale de cette confrontation militaire soit la fin de l'occupation de la Crimée et du Donbass. D'après mes observations, notre bataillon est majoritairement formé par des personnes ayant des opinions politiques démocratiques. L'idée que nous nous battons non seulement contre l'armée d'un pays voisin, mais aussi contre un régime impérialiste autoritaire en Russie, est assez répandue ici. On considère que le but de cette guerre est la démocratie et le droit de déterminer librement notre propre avenir. Les actions de la population locale dans les villes occupées le confirment et contrastent fortement avec les répressions massives contre les protestations en Russie même.

*La propagande du Kremlin accorde une place importante aux éléments «fascistes» et à leur influence au sein des forces armées ukrainiennes et du gouvernement dans son ensemble. Dans quelle mesure cette évaluation est-elle vraie? Dans quelle mesure les forces de droite sont-elles représentées dans les différentes branches de l'armée?*

Comme vous le savez, les forces politiques de droite ont un faible soutien électoral. Cependant, elles sont représentées de manière disproportionnée dans de nombreuses unités de combat. Néanmoins, elles ne sont majoritaires que dans l'AZOV, dans le DUK PS [unités du secteur Praviy] et dans quelques autres unités de combat moins connues. Par exemple, elles [les forces de droite] constituent le noyau central de la représentation de la municipalité de Warta à Kyiv.

*Comment évaluez-vous le soutien populaire à Zelensky? Comment pensez-vous que la population s'est divisée entre les partisans du gouvernement et ses opposants et les partisans des envahisseurs?*

Il me semble que le soutien à Zelensky a considérablement augmenté depuis le début de l'escalade. Peut-être ce soutien dépasse-t-il même celui même d'avant les élections. À mon avis, c'est surtout parce qu'il cible le sentiment public majoritaire et réussit des actions qui devraient lui apporter des bénéfices politiques sur le court terme. Dans de nombreux cas, il est difficile d'associer ces actions à une ligne politique unique. Cependant, il agit aujourd'hui de manière très responsable et ressent assez bien la situation actuelle. Dans une certaine mesure, il est possible de considérer qu'aujourd'hui, il incarne la représentation du peuple ukrainien dans le public. Aujourd'hui, son soutien politique est plus élevé que lors de l'élection présidentielle de 2019. En outre, si nous parlons de l'opinion publique, selon le sondage d'opinion d'hier, environ 80 % de la population ukrainienne est prête à défendre l'État les armes à la main. Fondamentalement, je n'ai rien de plus à ajouter à ce chiffre.

1<sup>ER</sup> MARS 2022

Source: [New Politcs](#)

## RUSSIE

# LA VICTOIRE SUR POUTINE VIENDRA DE L'INTÉRIEUR

ALEXEY SAKHNIN

Alexey Sakhnin est l'un des visages de la gauche russe. Né aux débuts des années 1980, il a été l'un des cadres du Front de gauche, une importante coalition liée au Parti communiste russe, fondée en 2008 et ouvertement opposée au pouvoir de Vladimir Poutine. L'objectif du Front est de bâtir une «alternative progressiste à la barbarie capitaliste», autrement dit de «construire une société socialiste juste». En 2012, Sakhnin obtenait l'asile politique en Suède; sept ans plus tard, il était de retour dans son pays natal. Depuis l'invasion de l'Ukraine, il vit sous la menace permanente d'une arrestation: c'est que le militant dénonce haut et fort cette «agression armée d'une ampleur sans précédent». Il vient de quitter son parti, après la décision de ce dernier d'approuver majoritairement la guerre. «Nous avons réellement besoin d'un front des peuples pour la paix, l'égalité, la liberté et le socialisme. Malheureusement, pour construire ce monde et ce front, il faudra partir de zéro», a indiqué Alexey Sakhnin dans son communiqué de départ. Malgré la censure gouvernementale, nous avons pu échanger avec lui de vive voix.

*Vous venez de claquer la porte du Front de gauche de Russie.*

Oui. Depuis deux semaines, nous sommes entrés dans un nouveau contexte. Mes camarades et

moi-même avons toujours été en contradiction avec l'opposition russe libérale. Maintenant, nous sommes face à une grande guerre et il n'y a plus aucune place pour ce débat. La seule question qui se pose est la suivante: comment stopper cette guerre, sans attendre passivement que la Russie l'emporte sur l'armée ukrainienne? Le Front de gauche a toujours collaboré avec le Parti communiste russe pour occuper une place institutionnelle – non sans grandes difficultés. Certains dirigeants et militants du PC revendiquent un «patriotisme de gauche»: ça ne me poserait pas forcément problème si ça ne confinait pas, parfois, au chauvinisme hérité du soviétisme («Il n'y a pas de nation ukrainienne»). Les communistes ont été très actifs dans les mouvements sociaux de 2018-2019<sup>1</sup> et dans nos campagnes électorales, c'est pourquoi ils participent à la direction du Front de gauche. Quand la guerre a été déclarée, j'ai proposé de rédiger et de publier un texte clair pour s'y opposer: à ma surprise, ça a provoqué une forte résistance dans nos rangs. La majorité préférerait ne faire aucune déclaration, en attendant que «la situation devienne plus claire». Nous avons alors proposé un texte développant notre position. D'autres membres ont préféré «une position de compromis»: un long texte s'attardant sur la complexité du contexte géopolitique, sur l'histoire des relations russo-ukrainiennes, etc. Ce, tout en omettant le fait central: Vladimir Poutine

---

1. D'importantes mobilisations ont alors eu lieu en Russie contre, notamment, la réforme des retraites, la répression politique et la fraude électorale.

a ordonné à l'armée russe d'aller détruire des villes ukrainiennes et des milliers de civils ukrainiens pacifiques. Pire, ce texte défendait la thèse selon laquelle Russes et Ukrainiens devraient combattre ensemble le régime libéral de Kyiv.

*Comment comprendre cette position ?*

Elle est honteuse. Et elle s'explique largement, à mon avis, par la peur du régime russe et par l'incapacité morale des générations ayant grandi dans l'imaginaire de la Seconde Guerre mondiale à reconnaître que leur propre pays est l'agresseur. Malheureusement, la majorité du Front de gauche a choisi cette option : cette coalition a donc explosé. J'ai été pendant dix-sept ans de ma vie un des leaders de ce front. Nous avons mené des batailles politiques – les manifestations de 2012 ; nous avons été arrêtés et emprisonnés ; nous avons commis des erreurs, rencontré des difficultés, connu des succès ; j'ai fait l'expérience, pendant six ans, de la condition de réfugié politique à l'étranger. Sergueï Oudaltsov<sup>2</sup> défend la mauvaise position, mais ça n'enlève rien au fait qu'il ait été emprisonné sans raison pendant cinq années.

*Vous attendiez-vous à ce que le gouvernement russe envahisse l'Ukraine ?*

J'ai été vraiment surpris – comme tous les gens de gauche dans le monde, comme tous les gens de bon sens, comme tous les défenseurs de la paix. Les élites russes et la classe dirigeante ne voulaient pas de cette guerre. Si on s'en tient à leurs seuls intérêts égoïstes, la guerre est un choix irrationnel. L'historienne américaine Barbara W. Tuchman a décrit les mécanismes qui ont conduit au déclenchement de la Première Guerre mondiale : personne ne voulait la guerre

---

2. Opposant à Vladimir Poutine et président du Front de gauche.

mais la guerre était la seule issue possible pour les protagonistes en présence. La guerre devait inéluctablement éclater car aucune des crises mondiales du capitalisme depuis trois cents ans ne s'est soldée autrement... Mais je n'avais pas anticipé qu'elle se déclencherait maintenant.

*Comment interprétez-vous l'argument poutinien d'une guerre visant à « dénazifier » l'Ukraine ?*

C'est totalement vide de sens. Il est vrai que, depuis huit ans, le régime ukrainien déploie une propagande nationaliste. Il est vrai qu'il existe des groupes paramilitaires d'extrême droite et que des réseaux d'extrême droite se retrouvent au cœur des forces de sécurité, des services secrets, etc. Mais le gouvernement russe a maintenu avec l'Ukraine, durant toute cette période, de profitables échanges commerciaux. Certains des héros du « Printemps russe<sup>3</sup> », des activistes pro-russes de l'est ukrainien, ont été arrêtés en Russie et renvoyés en Ukraine. Maintenant, Poutine répète que l'« opération spéciale », comme il l'appelle – nous n'avons pas le droit de prononcer le mot « guerre » –, est guidée par la lutte contre le nationalisme et l'extrême droite. Mais la Russie elle-même penche vers l'extrême droite ! Le gouvernement russe dépense beaucoup d'argent pour faire de la propagande antisoviétique d'un point de vue nationaliste et conservateur. Je vous invite à regarder les fils nationalistes sur Telegram... User de la rhétorique de la « dénazification » de l'Ukraine pour justifier cette guerre n'a aucun sens.

*Les gauches occidentales sont divisées sur les responsabilités de l'OTAN dans ce conflit et son escalade.*

---

3. Au printemps 2014, des manifestations se sont succédé dans de nombreuses villes de l'est et du sud de l'Ukraine, en opposition au mouvement Euromaidan. Ces mobilisations ont débouché ensuite dans le Donbass en une insurrection armée séparatiste

*Pensez-vous que la prise en compte des responsabilités de l'Alliance pourrait conduire à relativiser celles de la Russie?*

L'OTAN, les États-Unis et les politiciens de droite en Europe ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour mettre de l'huile sur le feu. Bien sûr, les extrémistes étasuniens sont ravis de la perspective de voir l'Ukraine devenir un nouvel Afghanistan. Mais il est politiquement et moralement impossible de défendre l'invasion russe en raison de ces intrigues. Ceux qui sont tentés d'user d'une telle argumentation prennent le risque de se rendre complices d'une entreprise impérialiste criminelle et sanglante. Même du point de vue des intérêts nationaux de la Russie, cette guerre installe une situation bien pire. Le nationalisme russe lui-même est aujourd'hui traversé de contradictions. Poutine disait que des missiles tirés de Kharkiv pourraient toucher la Russie en six minutes. Or Kharkiv est à la même distance de la Russie que les pays baltes. En raison de cette guerre, il y aura désormais des missiles à six minutes de la Russie dans les pays baltes alors que ce n'était pas le cas précédemment. Des forces politiques européennes (de gauche, du centre, de droite) s'opposaient à ce que le budget militaire de leur pays atteigne 2 % du PIB comme le préconise l'OTAN : désormais, l'Ouest est uni sur l'enjeu militaire. Les défenseurs de la paix restent, eux, sans arguments. Poutine a attaqué sans provocation objective. La question s'impose : pourquoi l'a-t-il fait, alors que de telles conséquences étaient prévisibles ?

*Vous avez une idée ?*

J'ai une théorie. Tout au long de la pandémie de coronavirus en 2020, Poutine faisait extrêmement attention. Il s'est isolé dans son bunker. Certains médias occidentaux l'ont analysé comme une

dépression à l'origine de sa supposée folie actuelle. Cette hypothèse est trop simple. Il n'était pas totalement isolé : il a certes renoncé à ses contacts réguliers avec la classe dirigeante, avec les oligarques – ceux qui souhaitaient le rencontrer devaient auparavant observer trois semaines de quarantaine. Mais il communiquait quotidiennement avec des aides de camp, des hommes des services secrets qui ont entretenu autour de lui une atmosphère conspirationniste. C'est dans cette période que s'est fomentée cette invasion, peut-être pas comme un plan A, mais comme un plan B. Cette invasion obéit à une rationalité : Poutine avait clairement en tête l'idée selon laquelle une rupture définitive avec l'Ouest serait synonyme de catastrophe, de menaces inédites pour la Russie. Avant la guerre, chacun spéculait sur l'après-Poutine en 2024 : comment assurer la continuité du régime ? Tout le monde entrevoyait une crise, à l'image de celle qu'a traversé la Biélorussie voilà deux ans : Moscou 2024 ressemblerait à Minsk 2020. C'est ici que l'Ukraine entre en jeu. Imaginons que dans une telle situation d'instabilité interne, l'Ukraine ait attaqué le Donbass... De façon plus générale, l'Ukraine est source de divisions permanentes au cœur même de la classe dirigeante.

Les officiers des services secrets entourant Poutine se fichent complètement des gens, du peuple – à la différence des dirigeants civils obligés de recourir à la propagande, à la manipulation pour imposer leurs choix. Tous ces bureaucrates évaluent, discutent les opportunités qui se présentent à eux : « Ne devrait-on pas revenir à un dirigeant plus libéral, ouvert à l'Ouest ? » Poutine a essayé pendant huit ans de les unir à travers un compromis commercial avec l'Ouest. Si l'Ouest isole la Russie, il faut une « responsabilité mutuelle » entre le régime et les oligarques. Toutes les élites politiques, administratives, militaires

et économiques russes ont donné leur imprimatur à une décision qui ne pourra jamais être excusée par l'Ouest. Ils n'ont plus qu'une alternative : soutenir Poutine ou prendre le risque de finir devant la Cour pénale internationale. Poutine, de son côté, obéit à une rationalité autocratique : l'invasion de l'Ukraine lui permet de garder le pouvoir en Russie.

*Parlez-nous de la répression qui frappe les manifestants antiguerre en Russie.*

Le régime russe évoluait depuis longtemps vers une dictature. Aujourd'hui, il a fait un grand bond dans cette direction. La guerre signifie toujours, en interne, la prison, la destruction des libertés. À ce jour, le but principal de la répression et de la rhétorique publique qui l'entoure est de rendre l'atmosphère effrayante, et ils réussissent très bien à le faire. L'appareil répressif manque d'effectifs mais il entend semer l'effroi : voilà pourquoi la police a carte blanche. Il y a deux jours, dans une manifestation, une femme a été arrêtée pour avoir filmé l'événement. Un policier l'a frappée en lui disant : «Poutine nous laisse faire ce qu'on veut de vous, nation de traîtres, on vous frappera, on vous torturera, on vous violera.» C'est exactement ce qu'ils veulent : nous choquer, nous faire ressentir la peur.

*Votre opposition publique vous place dans une situation dangereuse. Dans quel état d'esprit êtes-vous, à l'heure où nous parlons ?*

Je suis comme tout le monde : j'ai peur. Je n'ai pas de visa et, de toute façon, quitter la Russie est quasiment impossible – ou tout au moins très difficile. Je ne veux pas laisser ici mes camarades, mes amis, mon pays, ma famille. Mais c'est vrai, je ne me sens pas très bien. J'ai parlé à visage découvert ; j'ai, dès les premiers jours, écrit un texte antiguerre ; j'ai pris la parole dans quelques manifestations ; j'ai écrit

tant que c'était encore possible dans les médias, puis sur les réseaux sociaux. J'ai donné des entretiens à des médias occidentaux ; j'ai parlé lors d'un meeting de La France insoumise. Assez pour écoper d'une lourde peine de prison. Ce que je ne souhaite évidemment pas.

*Quel est le sentiment dominant, selon vous, dans l'opinion russe ?*

La situation générale est que la majorité ne supporte pas la guerre. La moitié de la population a dans un premier temps tout fait pour s'accrocher à l'illusion que ce n'était pas une guerre, que c'était une opération de libération de l'Ukraine, que nous aidions nos amis, que ça allait finir très vite, demain. Mais le sentiment général change très rapidement et le camp de l'opposition à la guerre est loin de se résumer à une minorité pro-occidentale appartenant aux classes moyennes. Le but des autorités est de nous bâillonner. C'est pour ça qu'elles ont interdit tous les médias d'opposition (y compris les médias d'opposition libéraux que je critique depuis des années). J'ai toujours pensé que deux points de vue, même mauvais, c'est toujours mieux qu'un seul... Tout le monde, et je m'y inclus, vit dans la peur. Nous essayons de continuer à nous exprimer à travers Telegram, qui est plus ou moins la dernière plateforme disponible pour parler à tous ceux auxquels on peut parler. Et, au-delà des arguments sur le caractère injuste et sanglant de cette guerre, nous alertons sur la catastrophe économique et sociale qui s'esquisse déjà. McDonald's vient d'annoncer la fermeture de ses 850 restaurants en Russie. Lors de la chute de l'Union soviétique, son implantation avait été célébrée comme le signe d'une époque nouvelle : elle est bel et bien révolue. Ses 62 000 salariés se retrouvent sur le carreau. L'économie russe est prise

dans les mailles des échanges mondiaux. Une grande menace plane sur des dizaines de grandes usines qui vont être mises à l'arrêt – c'est déjà le cas pour certaines d'entre elles. Le rouble a perdu la moitié de sa valeur; des millions de personnes vont devoir affronter des situations tragiques, comparables à celles du début des années 1990, au moment de la «thérapie de choc». À l'époque, un modèle économique s'est imposé avec la promesse de garantir, en contrepartie, la paix et la stabilité. Désormais nous avons la guerre et les années 1990 reviennent.

*Quelles sont justement les conséquences des sanctions étasuniennes et européennes sur les citoyens russes ordinaires?*

Ça fait seulement deux semaines: les problèmes les plus graves sont devant nous... Mais les effets se font déjà ressentir et, bien sûr, le peuple est affecté. Les médias n'évoquent pas la guerre mais ils parlent de l'augmentation des prix. Celui des couches pour bébé a doublé. Les gens doivent se ruiner pour en acheter. Les services funéraires sont devenus inabordable. Même mourir est devenu trop cher... Mais vivre coûte très cher également. Les prix des denrées alimentaires ont grimpé de 40, 50, voire 70 %. Le sucre a disparu de la plupart des étals. Certaines chaînes de magasins interdisent d'acheter plus de deux pains. Je n'ai cessé d'entendre ces trente dernières années que les pénuries étaient le symptôme du communisme, que c'était le résultat de l'économie communiste centralisée et planifiée. Et voilà que nous avons des pénuries énormes. Les magasins sont à moitié vides.

*Il y a quelques jours, Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe, a averti qu'«une troisième guerre mondiale», si elle devait avoir lieu, serait «une guerre nucléaire dévastatrice». L'entendez-vous comme une menace?*

Ça sonne comme une menace. Le 18 octobre 2018, à Sotchi, Vladimir Poutine avait déjà prévenu que la Russie n'hésiterait pas à recourir à l'arme nucléaire. «Nous ne riposterons que lorsque nous serons certains que nous sommes attaqués. Ce sera une catastrophe, mais nous n'en aurons pas été les initiateurs. Les agresseurs doivent savoir que nous, en tant que martyrs, irons au paradis, tandis qu'ils mourront simplement sans avoir le temps de se repentir», avait-il affirmé. J'espère que nous n'en sommes aujourd'hui qu'au stade de la menace. Pour l'instant, ils affirment qu'ils ne veulent pas appuyer sur le bouton rouge. Mais ils ont ce bouton rouge à disposition. Et il y a de moins en moins de solutions dans ce monde mourant de l'hypocrisie néolibérale. Oui, nous vivons dans la menace grandissante de l'apocalypse. Mais l'essentiel pour les militants de gauche et les consciences attachées à la justice, c'est de tirer des leçons de ces menaces terribles: ce n'est pas une bonne idée de croire qu'on pourrait faire plier la Russie de Poutine avec des chars et des missiles. La victoire sur Poutine viendra de l'intérieur. Cette guerre n'est pas une guerre entre l'Est et l'Ouest, entre la Russie et l'OTAN, entre les civilisations orthodoxe et catholique – comme le pensent les idiots conservateurs. C'est une guerre que la dictature de Poutine livre au peuple ukrainien et au peuple russe. C'est pourquoi nous avons l'obligation de trouver un chemin vers la paix.

*Voyez-vous une possibilité de construire un mouvement international émancipateur pour s'opposer à la fois à l'expédition meurtrière de Poutine et à l'hégémonie occidentale capitaliste?*

Oui et non. Au début, ce sera très compliqué. Les fauteurs de guerre à l'Ouest voient se réaliser tous leurs projets: ils ont maintenant toutes les raisons d'obtenir plus de crédits militaires, de renforcer les

armées, de faire tourner à plein régime les industries d'armement... Tout ça contribuera à rendre le monde plus dangereux. Quand je vivais en Suède, il y avait toujours des discussions dans lesquelles la Russie était dépeinte comme un terrible pays barbare, sous-développé. Toujours, je répondais : « Non les gars, la Russie n'est pas le passé de l'Europe. La Russie est votre futur. Regardez ce qui se passe en Russie et vous verrez ce qui arrivera à vos propres sociétés. » Tout se passe ici en accéléré. Voilà deux semaines, nous devons nous résoudre à des compromis compliqués, avec de petits progrès de temps à autre. Maintenant, les choses sont simples, claires. Le chemin vers la paix, c'est la transformation totale de la Russie. La paix est incompatible avec le présent système politique, avec les conditions sociales qui ont rendu Poutine possible. Poutine est bien entendu responsable personnellement de cette guerre. Mais il est aussi le résultat de ces trente dernières années d'inégalités et d'exploitation pendant lesquelles les récits nationalistes ont été légitimés, tandis que la perte de voix des plus pauvres ouvrait la voie aux

dérives dictatoriales. La guerre est le fruit de ces penchants libéraux et nationalistes. Si nous ne sommes pas emportés par la famine ou éradiqués par une catastrophe nucléaire d'ici à quelques mois, un grand espace s'ouvrira aux gens comme nous, pour nos valeurs, nos propositions. Les libéraux se sont discrédités dans les années 1990. Les nationalistes et les conservateurs qui leur ont succédé sont en train de creuser leur tombe. Au début d'une guerre, c'est toujours difficile : l'hystérie nationaliste l'emporte dans tous les camps. Elle se manifeste en Russie comme en Europe. L'union sacrée se fait autour des classes dirigeantes, de l'armée. Mais au fil du temps, quand tous se sentiront au cœur de la catastrophe, le camp de la paix et de la vie regagnera du terrain, partout dans le monde. Vous savez, en russe, nous avons un seul et même mot pour désigner la paix et le monde : « *мир* ». Pour faire la paix, nous n'avons pas d'autre choix que de changer ce monde.

11 MARS 2022

Source : *Ballast*

## L'OPPOSITION À LA GUERRE EN RUSSIE

KARINE CLÉMENT<sup>4</sup>

Non, les Russes ne restent pas passifs face à la guerre que mène le clan poutinien à l'Ukraine. Depuis le 24 février, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue, partout dans le pays, pour manifester leur désaccord. Selon les données d'OVD-Info (<https://ovdinfo.org/>), l'association qui

répertorie et aide les victimes des répressions policières en Russie, au moins 13 022 personnes ont été arrêtées depuis le début des protestations, avec des peines plus ou moins longues. Dès le premier jour de l'attaque de l'armée russe, des dizaines de pétitions ont été lancées, signées par plus d'un million de personnes. Outre des pétitions générales initiées par des défenseurs des droits humains, il y a eu des dizaines de pétitions lancées par groupes professionnels, montrant la force des solidarités professionnelles, celles,

---

4. Autrice de *Contestation sociale à bas bruit en Russie : critiques sociales ordinaires et nationalismes*, Vuilaines, Le Croquant, 2022.

par exemple, des universitaires, des architectes, des médecins, des instituteurs, des travailleurs de la culture, des programmistes, des traducteurs, des designers, des humoristes, etc. Autant de personnes qui s'affichent publiquement, courant le risque de perdre leur emploi puisque le contrôle étatique est omniprésent, y compris dans le secteur privé.

Car manifester contre la guerre, et même évoquer la guerre, individuellement et sur les réseaux sociaux, est désormais passible d'une peine pouvant aller jusqu'à quinze ans de prison, une loi venant d'être adoptée en ce sens contre la diffusion de «fausses informations» concernant les agissements des forces armées russes. Et pourtant, beaucoup continuent à descendre dans la rue et à combattre par différents moyens la désinformation organisée par le Kremlin qui présente la guerre comme une opération militaire visant la «démilitarisation» et la «dénazification» de l'Ukraine, ainsi que la défense des intérêts des populations russes sur le territoire ukrainien, en particulier dans le Donbass. Plutôt que de s'étonner de la faiblesse de l'opposition russe à la guerre, il faudrait plutôt saluer un tel courage.

Une autre partie de la population russe, certes, soutient fermement la politique de Poutine, qui a réussi à se forger une image de sauveur de la Russie en rétablissant un certain ordre étatique après le désastre social, économique et géostratégique des années 1990. Cette partie de la population, surtout composée de personnes ayant vu leur situation sociale s'améliorer sous Poutine, veut croire en Poutine quoi qu'il fasse, et la force de leur foi ne vacillera pas, quelles que soient les épreuves à subir.

Cependant, une partie encore plus importante de la population est sans doute perdue, même si beaucoup font vraisemblablement d'énormes efforts pour préserver leur santé mentale en ne creusant pas trop

l'affaire. La guerre peut inciter à un sursaut de solidarité nationale, surtout si l'on veut éviter de se penser en agresseur d'un pays frère, où une forte proportion de Russes a de la famille ou des amis. Mais je voudrais partager ce que m'ont enseigné des années d'enquêtes et de militantisme auprès des couches populaires de la Russie dite «profonde»: quand le régime poutinien a commencé à s'enfoncer sur la pente de la répression arbitraire et massive, à partir de 2018, la popularité de Poutine auprès des classes populaires avait atteint un plancher. Les critiques étaient acérées contre sa collusion avec les oligarques, son dédain pour le peuple, la réalité des inégalités sociales faramineuses. La propagande nationaliste ne prenait plus, contredite par l'expérience concrète de la pauvreté et de l'exploitation. Qu'en est-il aujourd'hui de ces couches sociales-là, majoritaires en Russie? Difficile à distance de se faire une idée, d'autant plus que la voix des classes populaires en Russie n'a jamais été que caricaturée et vilipendée par les intellectuels et les personnalités politiques, y compris de l'opposition (à l'exception notable d'Alexei Navalny, qui croupit en prison). D'autant plus que les prolétaires de Russie avaient, en plus de leur conscience sociale, un sentiment exacerbé d'impuissance devant le «mur de l'argent» et «ceux qui ont l'armée», ce qui les poussait davantage à des protestations discrètes ou restreintes qu'à de grandes mobilisations. Sans doute ne sont-ils pas tentés de s'afficher contre la guerre, même si des discussions informelles laissent à penser qu'ils n'entretiennent aucune illusion sur les hauts desseins affichés par Poutine pour mener cette guerre. Cependant, un Occident présenté comme défenseur des «valeurs démocratiques» et dernier rempart à l'impérialisme russe ne pourra que les repousser, eux qui sont persuadés que les belles paroles des dirigeants et des puissants ne sont là que pour couvrir la

défense d'intérêts bien compris. Est-ce que la détérioration de leurs conditions de vie, pour eux qui déjà se démènent pour survivre, les incitera à se mobiliser ou, au contraire, à ployer le dos? Impossible de rien prévoir. Est-ce qu'une mobilisation sociale

anti-Poutine, antiguerre et anti-oligarchique est possible en Russie? J'avoue que j'arrive à peine à me poser la question...

8 MARS 2022

## SYRIE

# GUERRE EN UKRAINE : DIX ENSEIGNEMENTS SYRIENS

En mars 2011, des manifestations se sont déroulées (à Deera) en Syrie, contre le dictateur Bachar al-Assad. Pour réprimer le mouvement révolutionnaire qui prenait de l'ampleur, al-Assad a déployé l'armée régulière; pendant quelques jours, il semblait possible que le gouvernement soit renversé. C'est à ce moment-là que Vladimir Poutine est intervenu, ce qui a permis à al-Assad de rester au pouvoir dans le sang, mais aussi à la Russie d'obtenir un point d'appui stratégique dans la région. Le texte ci-dessous est le produit du travail d'un collectif d'exilé·es syrien·nes et de leurs camarades. Iels utilisent leurs expériences de la révolution syrienne pour réfléchir aux meilleures façons de soutenir la résistance à l'invasion en Ukraine et le mouvement contre la guerre qui s'organise en Russie.

Ces dernières semaines, l'attention du monde occidental était presque exclusivement concentrée sur l'Ukraine et la Russie, tout en faisant l'impasse sur le contexte mondial qui a rendu cette situation possible. Le texte qui suit propose une réflexion précieuse sur l'impérialisme, la solidarité internationale, et met en avant l'importance de l'analyse nuancée des luttes, qui sont complexes et contradictoires.

Nous savons que cela peut sembler difficile de se positionner dans un moment comme celui-ci. Entre l'unanimité idéologique des médias dominants et les voix qui relaient sans scrupule la propagande du Kremlin, on ne sait plus qui écouter. Entre une OTAN aux mains sales et un régime russe criminel on ne sait plus qui combattre, qui soutenir.

Nous, participant·es et ami·es de la révolution syrienne souhaitons défendre une troisième voie et proposer un point de vue basé sur les apprentissages de plus de dix ans de soulèvement et de guerre en Syrie.

Clarifions tout de suite : nous défendons aujourd'hui encore la révolte en Syrie dans sa dimension de soulèvement populaire, démocratique et émancipateur, notamment incarnée par l'expérience des comités de coordination et des conseils locaux de la révolution. Si beaucoup l'ont oublié, nous affirmons que ni les crimes et la propagande de Bachar al-Assad ni ceux des djihadistes ne sauraient faire taire cette voix.

Dans ce qui suit, nous n'entendons pas comparer ce qui se passe dans les deux pays. Si ces deux guerres ont débuté par une révolte et si l'un des agresseurs est le même, les situations restent bien différentes.

Nous comptons plutôt, à partir de nos apprentissages de la révolution et puis de la guerre en Syrie, proposer quelques pistes afin d'aider ceux et celles qui défendent sincèrement des principes émancipateurs à prendre position.

### 1: ÉCOUTER LES VOIX DES PREMIER.ES CONCERNÉ.ES PAR LES ÉVÉNEMENTS

Plutôt que les experts en géopolitique, écoutons avant tout la parole de ceux et celles qui vivent la guerre et ont vécu la révolution (Maïdan 2014), écoutons ceux et celles qui souffrent du régime de Poutine, en Russie et ailleurs depuis vingt ans. Nous vous invitons à privilégier les voix des gens et des organisations défendant, sur place, des principes de démocratie directe, de féminisme et d'égalitarisme. Leurs positions en Ukraine et leurs demandes vis-à-vis de l'extérieur vous aideront à construire votre propre opinion.

Adopter cette approche vis-à-vis de la Syrie aurait permis de voir – et peut être de soutenir – les expériences d'auto-organisation impressionnantes et prometteuses qui ont fleuri dans tout le pays. De plus, écouter les voix venant d'Ukraine nous rappelle que toutes ces tensions ont débuté par le soulèvement de Maïdan. Ne faisons pas l'erreur de réduire la révolte populaire ukrainienne (aussi imparfaite ou «impure» soit-elle) à un conflit d'intérêts entre grandes puissances comme cela a été fait à dessein pour la révolution syrienne.

### 2: SE MÉFIER DE LA GÉOPOLITIQUE DE COMPTOIR

S'il est certain qu'il est souhaitable de mieux comprendre les intérêts économiques, diplomatiques et militaires des grandes puissances, se contenter d'une lecture géopolitique de la situation a tendance à déconnecter du terrain. Cela pousse les gens normaux

comme vous et nous à éclipser les protagonistes ordinaires du conflit, ceux et celles qui nous ressemblent, ceux et celles à qui l'on peut s'identifier. N'oublions surtout pas: ce qui va se passer avant tout, c'est que des gens vont souffrir à cause des choix de gouvernants qui prennent le monde pour un échiquier et pour un réservoir de ressources à piller. Cette vision est celle des dominants. Elle ne devrait jamais être utilisée par les peuples qui, selon nous, devrait se concentrer sur la construction de ponts entre eux et la recherche d'intérêts communs.

Cela ne signifie pas qu'il faille négliger la stratégie, mais cela implique de le faire à sa propre échelle; qui n'est pas, pour l'heure, de déplacer des divisions de chars ou de couper les importations de gaz.

### 3: N'ACCEPTER AUCUN TRI ENTRE BON ET MAUVAIS EXILÉ·E

Disons le clairement, l'accueil des réfugié·es syrien·nes en Europe fût souvent meilleur (mais tout sauf idéal) que celui des réfugié·es d'Afrique subsaharienne, par exemple. Les images de réfugié·es noir·es refoulé·es à la frontière entre l'Ukraine et la Pologne ainsi que les commentaires dans les grands médias privilégiant l'arrivée de réfugié·es ukrainien·nes «de grande qualité» aux barbares syriens ne sont rien d'autre que des preuves d'un racisme européen de plus en plus décomplexé. Si nous défendons un accueil inconditionnel pour les Ukrainien·nes qui fuient les horreurs de la guerre, nous refusons toute hiérarchisation entre les réfugié·es.

### 4: SE MÉFIER DE LA POSITION DES MÉDIAS MAINSTREAM

Si, comme en Syrie, ils prétendent tenir une position humaniste et progressiste, une bonne partie de ces médias risquent encore une fois de se limiter à une position victimisante et dépolitisante des

Ukrainien·nes sur place ou en exil. On ne leur donnera la parole que pour parler des cas individuels, de fuites, de la peur des bombes, etc. C'est une position incapable de penser les Ukrainien·nes comme des acteurs et des actrices politiques à part entière capables d'exprimer des opinions ou des analyses politiques sur la situation dans leur propre pays. De plus, ces médias risquent de défendre une position grossièrement pro-occidentale sans nuances, profondeur historique ou explication sur les intérêts des pays occidentaux, présentés comme des défenseurs du bien, des libertés ou d'une démocratie libérale idéalisée.

### 5: NE PAS FAIRE DES PAYS OCCIDENTAUX L'AXE DU BIEN

Si ce ne sont pas eux directement qui envahissent l'Ukraine, privons nous de toute naïveté concernant l'OTAN et les pays occidentaux. Nous devons refuser à tout prix de présenter ceux-ci comme des défenseurs du «monde libre». Rappelons, s'il le faut, que l'Occident a lui-même basé sa puissance (et continue de la faire) sur le colonialisme, l'impérialisme, l'oppression et la spoliation des richesses de centaines de peuples dans le monde entier.

Pour ne parler que du 21<sup>e</sup> siècle, nous n'oublions bien sûr pas les désastres infligés par les invasions en Irak et en Afghanistan. Plus récemment encore, pendant les révolutions arabes de 2011, au lieu de soutenir les composantes démocratiques et progressistes, l'Occident s'est soucié essentiellement de maintenir sa domination et ses intérêts économiques. Dans le même temps, il continue à vendre des armes et à entretenir des relations privilégiées avec des dictatures arabes et des monarchies du Golfe. La France y a même ajouté, avec l'intervention en Libye le

mensonge d'une guerre pour des motifs économiques sous couvert de soutien au combat pour la démocratie.

En plus de son rôle à l'international, la situation à l'intérieur même de ces pays ne cesse de se dégrader: montée de l'autoritarisme, de la surveillance, des inégalités, et surtout du racisme.

Aujourd'hui, si nous pensons que le régime de Poutine représente une menace plus importante pour l'autodétermination des peuples, ce n'est pas que les pays occidentaux seraient devenus subitement «gentils» mais parce que les puissances occidentales n'ont actuellement plus autant de moyens pour maintenir leur domination et leur hégémonie. Nous restons bien entendu très méfiants sur cette hypothèse car si Poutine est défait par les pays occidentaux, cela pourrait contribuer à leur redonner une vraie puissance.

Nous conseillons ainsi aux Ukrainien·nes de ne pas compter sur la «communauté internationale» ou les «Nations unies» qui, comme en Syrie, risquent de briller par leur hypocrisie et faire croire en des chimères.

### 6: COMBATTRE TOUS LES IMPÉRIALISMES!

Le «campisme»: doctrine d'une autre époque qui consistait pendant la guerre froide à soutenir coûte que coûte l'URSS face aux États capitalistes et impérialistes pousse aujourd'hui encore, une partie de la gauche radicale à soutenir la Russie de Poutine en Ukraine ou à relativiser la guerre en cours. Comme ils l'ont fait en Syrie, ils utilisent le prétexte que les régimes russe ou syrien incarneraient la lutte contre l'impérialisme occidental. Malheureusement, cet anti-impérialisme manichéen, essentiellement théorique, refuse de voir l'impérialisme chez d'autres acteurs que l'Occident.

Pourtant il faudra bien qualifier ce que les régimes russes, chinois ou même iranien font depuis des années : étendre leur domination politique et économique dans certaines régions en déposant les populations locales de leur autodétermination. Qu'ils choisissent le mot qu'ils veulent si "impérialisme" leur semble inadéquat, mais nous n'accepterons jamais l'euphémisation de la violence et de la domination infligées aux populations au nom d'une pseudo-précision théorique.

Plus grave encore, cette position pousse cette gauche à se faire le relais de la propagande de ces régimes jusqu'à virer dans le négationnisme. En parlant de « coup d'État » pour qualifier Maïdan ou en niant les crimes de guerre perpétrés par l'armée russe en Syrie. Cette gauche est allée jusqu'à réfuter l'utilisation de gaz sarin par le régime d'Assad, s'appuyant sur une méfiance (souvent légitime) envers les grands médias pour diffuser ces mensonges.

C'est une attitude méprisante et irresponsable quand l'on sait que la montée du conspirationnisme ne favorise jamais le camp de l'émancipation mais bien l'extrême droite et le racisme. Sur la guerre en Ukraine, ces anti-impérialistes imbéciles, dont certains se revendiquant pourtant de l'antifascisme, sont les alliés de circonstance d'une grande partie de l'extrême droite. En Syrie, chauffée à blanc par des fantasmes suprémacistes et des rêves de croisade contre l'islam, la droite radicale avait déjà défendu Poutine et le régime syrien pour leurs prétendues actions face au djihadisme. Et ceci sans jamais comprendre la responsabilité du régime d'Assad dans la montée des djihadistes en Syrie.

## 7: NE PAS RENVOYER DOS À DOS L'UKRAINE ET LA RUSSIE

En Ukraine, l'identité de l'agresseur est connue de tous·tes. Si l'offensive de Poutine répond quelque

part à la pression de l'OTAN, elle est avant tout la poursuite d'une offensive impériale et contre-révolutionnaire. Après avoir envahi la Crimée, après avoir aidé à écraser les soulèvements en Syrie (2015-2022), Biélorussie (2020) et au Kazakhstan (2022), Vladimir Poutine ne tolère plus ce vent de contestation - incarné par la destitution du président pro-russe pendant Maïdan - au sein de pays sous son influence. Il souhaite écraser toute velléité émancipatrice fragilisant son pouvoir.

En Syrie aussi, le responsable direct de la guerre ne fait aucun doute. Le régime Syrien de Bachar al-Assad, en ordonnant à la police de tirer, d'emprisonner et de torturer les manifestant·es dès les premiers jours de contestation décida lui-même de déclencher une guerre contre la population. Nous aimerions (et aurions aimé) que les personnes qui défendent la liberté et l'égalité soient unanimes dans leur prise de position contre ces dictateurs qui mènent des guerres contre les peuples.

Si nous comprenons et rejoignons l'appel qui demande la fin de la guerre, nous insistons qu'il faut le faire sans ambiguïté sur l'identité de l'agresseur. Ni en Ukraine, ni en Syrie, ni nulle part ailleurs, il n'est possible de reprocher aux gens ordinaires le fait de prendre les armes pour essayer de défendre leur vie et celles de leur famille.

Plus généralement, nous conseillons aux gens qui ne savent pas ce qu'est une dictature (même si les pays occidentaux deviennent de plus en plus ouvertement autoritaires) ou d'être bombardé·e, de s'abstenir de dire aux Ukrainien·nes - comme certains l'ont dit déjà aux Syrien·nes ou aux Hongkongais·es - de ne pas solliciter l'aide de l'Occident ou de ne pas souhaiter la démocratie libérale ou représentative comme système politique *a minima*. Beaucoup de ces gens, déjà lucides sur les imperfections de ces

systèmes politiques ont comme priorité, non pas de tenir un positionnement politique irréprochable, mais plutôt de survivre aux bombardements du lendemain ou encore de ne pas finir dans un pays où un mot de travers peut valoir vingt ans de prison. Tenir ce genre de discours démontre de la volonté d'imposer son point de vue théorique à un contexte qui n'est pas le sien. Cela relève d'une vraie déconnexion avec le terrain et d'un privilège bien occidental.

Écoutons plutôt les mots des ami·es ukrainien·nes qui la semaine dernière affirmaient : « Nous sommes fermement convaincus que la république la plus imparfaite est mille fois meilleure que la monarchie la plus éclairée. »

### 8: COMPRENDRE QUE LA SOCIÉTÉ UKRAINIENNE, COMME EN SYRIE, COMME EN FRANCE, EST TRAVERSÉE DE DIFFÉRENTS COURANTS

Nous connaissons bien le procédé qui consiste à désigner une grande menace pour effrayer les soutiens potentiels. La rhétorique du « terrorisme islamiste » en Syrie utilisé par Bachar al-Assad dès les premiers jours de la révolution, aujourd'hui le « nazisme » et l'« ultranationalisme » brandi par Poutine et ses alliés.

Si nous pensons que cette propagande est volontairement exagérée et qu'il ne faut en rien la relayer en l'état, l'expérience en Syrie pousse à ne pas sous-estimer les composantes réactionnaires des mouvements populaires.

En Ukraine, des nationalistes ukrainiens, parfois fascistes, ont eu un rôle important dans les manifestations de Maïdan et dans la guerre contre la Russie qui s'est ensuivie. De plus, comme le bataillon Azov, ils en ont tiré des bénéfices et rejoint l'armée régulière. Cela ne signifie pas pour autant que toute la société ukrainienne (ni même la majorité) soit ultranationaliste ou fasciste. L'extrême droite n'a fait que

4 % aux dernières élections et le président ukrainien, juif et russophone a été élu avec 73 %.

Dans la révolte en Syrie, les djihadistes ont commencé en étant marginaux puis ont pris une importance croissante – entre autres grâce au soutien extérieur – leur permettant de s'imposer militairement aux détriments du mouvement civil et des acteurs les plus progressistes. Partout l'extrême droite (comme en France aujourd'hui sans aucun doute) est une menace pour l'extension des démocraties et de révolutions sociales. En France, cette même extrême droite a tenté de s'imposer pendant le soulèvement des Gilets jaunes. Et si elle a été battue, c'est par la présence des positions égalitaristes et de militant·es libertaires et antifascistes, et non pas par des commentateurs de salon.

Attention, défendre la résistance populaire (en Ukraine comme en Russie) face à l'invasion Russe ne revient pas non plus à être naïf·ve concernant le régime politique issu de Maïdan. On ne peut pas dire que la chute de Ianoukovitch ait découlé sur une véritable extension d'une démocratie directe et d'une société égalitariste que nous souhaitons pour la Syrie, la Russie, la France et partout dans le monde. Utilisant une expression qui nous est bien connue, certain·es activistes Ukrainien·es qualifient l'après-Maïdan de « révolution volée ». Le régime ukrainien, en plus d'accorder une place importante aux ultranationalistes, a été reconstruit par des acteurs, notamment des oligarques, défendant leurs intérêts économiques et politiques propres et étendant un modèle capitaliste et néolibéral inégalitaire. Si nos connaissances restent limitées à ce sujet, il nous est difficile de croire que le régime ukrainien n'a aucune responsabilité dans l'exacerbation des tensions avec les régions séparatistes.

En Syrie, les révolutionnaires impliqués sur le terrain ne sont en rien privés de critiquer violemment les choix de l'opposition politique réunie à Istanbul. Nous regrettons encore son choix de n'avoir pas pris en compte les revendications légitimes de minorités comme les Kurdes.

La présence d'un régime néolibéral et de composantes fascisantes sont des ingrédients que l'on retrouve dans toutes les démocraties occidentales. Si ces adversaires de l'émancipation ne doivent pas être sous-estimés, cela ne constitue en rien une raison de ne pas défendre la résistance populaire à l'invasion. Au contraire, comme nous aurions aimé que ce soit le cas pendant la révolution syrienne : nous vous appelons à soutenir les composantes auto-organisées les plus progressistes.

### 9. SOUTENIR LA RÉSISTANCE POPULAIRE EN UKRAINE ET EN RUSSIE

Comme l'ont prouvé les révolutions arabes, les Gilets jaunes ou Maïdan, les soulèvements du 21<sup>e</sup> siècle ne sont et ne seront pas « purs » idéologiquement. Si nous pouvons comprendre qu'il est plus confortable et galvanisant de s'identifier à des acteurs puissants (et victorieux), nous ne pouvons pas trahir nos principes élémentaires. Nous invitons la gauche radicale à retirer ses vieilles lunettes conceptuelles pour confronter ses positions théoriques au réel. C'est toujours le réel qui doit les ajuster et non le contraire.

C'est pour ces raisons qu'en Ukraine nous appelons à soutenir en priorité les initiatives qui proviennent de la base : les initiatives d'autodéfense et d'auto-organisation qui fleurissent actuellement. On pourrait y découvrir que souvent, des gens qui s'auto-organisent peuvent défendre dans les faits les conceptions radicales de la démocratie et de la

justice sociale. Même si ils et elles ne se disent pas « de gauche » ou « progressistes ».

Aussi, comme l'appellent de nombreux militant.e.s russes, nous pensons qu'un soulèvement populaire en Russie pourrait contribuer à faire cesser la guerre comme en 1905 et en 1917. Quand nous découvrons l'ampleur de la répression à l'œuvre en Russie depuis le début de la guerre (dizaines de milliers de manifestant.es emprisonné.es, censure des médias, coupure des réseaux sociaux et peut-être bientôt d'internet, etc.) comment ne pas souhaiter qu'une révolution aboutisse à la chute du régime. Pour arrêter, une fois pour toutes, les crimes de Poutine en Russie, en Ukraine, en Syrie et ailleurs.

C'est le cas aussi pour la Syrie où, à la suite de l'internationalisation du conflit, bien loin d'en vouloir aux peuples iranien, russe ou libanais, les soulèvements de ces peuples pourraient nous faire croire à nouveau à la chute de Bachar al-Assad.

De la même façon que nous souhaitons des bouleversements radicaux et des extensions radicales de la démocratie, de la justice et de l'égalité aux États-Unis, France ou tout autre pays qui basent leur puissance sur l'oppression d'autres peuples ou d'une partie de leur population.

### 10. CONSTRUIRE UN NOUVEL INTERNATIONALISME PAR LE BAS

Si nous sommes radicalement opposés à tous les impérialismes et à toutes les formes modernes du fascisme, nous pensons que nous ne pouvons pas nous limiter à des postures anti-impérialistes ou antifascistes. Si elles s'expliquent dans de nombreux contextes, elles risquent aussi de limiter le combat révolutionnaire à une vision négative et le réduire à l'état de réaction et résistance permanente.

Nous croyons que porter une proposition positive et constructive comme l'internationalisme reste

indispensable. Cela signifie lier les révoltes et les combattant-es pour l'égalité dans le monde entier.

Une troisième voie existe entre l'OTAN ou Poutine, c'est celle de l'internationalisme d'en bas. Un internationalisme révolutionnaire doit appeler aujourd'hui à défendre la résistance populaire en Ukraine comme il devait appeler à soutenir les conseils locaux syriens, les comités de résistance au Soudan, les assemblées territoriales du Chili, les ronds points des Gilets jaunes ou les intifadas palestiniennes.

Certes, nous vivons dans l'ombre d'un internationalisme ouvrier – appuyé sur des États, des partis, des syndicats et de grandes organisations – qui fut capable de réellement peser dans des conflits internationaux comme en Espagne en 1936, au Vietnam ou en Palestine dans les années 1960-1970.

Aujourd'hui et partout dans le monde, que ce soit en Syrie, en France ou en Ukraine, nous sommes orphelins de forces émancipatrices d'ampleur, dotées de bases matérielles conséquentes. En attendant l'émergence, comme ce qui semble se jouer au Chili, d'organisations révolutionnaires s'appuyant sur les initiatives d'auto-organisation locales, nous défendons



À Idlib, en Syrie.

un internationalisme qui soutient les soulèvements populaires et accueille tout type d'exil. En cela aussi nous préparons le terrain d'un véritable retour de l'internationalisme, qui, espérons le, un jour, pourra à nouveau proposer, de manière audible et articulée une voie alternative aux modèles des démocraties capitalistes occidentales et à l'autoritarisme capitaliste russe ou chinois.

Une telle conception, en Syrie, aurait sûrement permis d'aider la révolution à conserver une couleur démocratique et égalitariste. Et qui sait, peut-être contribuer à la victoire.

Ce n'est donc pas uniquement par principe éthique que nous sommes internationalistes mais aussi par stratégie révolutionnaire. Nous défendons donc la nécessité de créer des liens et des alliances entre les forces auto-organisées qui œuvrent pour l'émancipation de toutes et tous sans distinction. C'est ce que nous nommons l'internationalisme par le bas, l'internationalisme des peuples.

### PROPOSITION DE POSITIONS SUR L'INVASION RUSSE EN UKRAINE

- Soutien total à la résistance populaire ukrainienne face à l'invasion russe.
- Soutien privilégié pour les acteurs auto-organisés défendant des positions émancipatrices en Ukraine par les dons, l'aide humanitaire et la diffusion de leurs revendications.
- Soutien aux forces progressistes antiguerre et anti-régime en Russie et diffusion de leurs positions
- Accueil des exilé-es ukrainien·nes et organisation de rencontres pour faire entendre leur voix.
- Combat de tous les discours pro-Poutine, encore plus à gauche (La guerre en Ukraine doit être l'occasion de définitivement en finir avec cette rhétorique campiste et viriliste).

- Combat des discours défendant l'OTAN par idéologie
- Refuser le soutien aux acteurs, en Ukraine et ailleurs, qui défendent une politique ultranationaliste, xénophobe et raciste.
- Critiques et méfiances permanentes face aux actions de l'OTAN en Ukraine et ailleurs.
- Pressions sur les gouvernements (manifestations, actions, banderoles, tribunes, pétitions, etc.) afin de faire appliquer les revendications des acteurs auto-organisés sur le terrain. C'est peu malheureusement,

mais c'est tout ce que nous pouvons proposer tant qu'il n'y aura pas de force autonome ici ou ailleurs, luttant pour l'égalité et l'émancipation, capable d'apporter un soutien économique, politique voire militaire conséquent.

Nous espérons sincèrement que, cette fois-ci, ces positions seront portées par le nombre. Si cela arrive, nous serons profondément heureux-ses mais nous garderons le souvenir que ce fut loin d'être le cas pour la Syrie, et que ça lui a coûté cher.

Source: CrimethInc

## MEXIQUE

# IL N'Y AURA PAS DE PAYSAGE APRÈS LA BATAILLE (À PROPOS DE L'INVASION DE L'UKRAINE PAR L'ARMÉE RUSSE)

### ARMÉE ZAPATISTE DE LIBÉRATION NATIONALE

Compagnon-es, frères et sœurs,

Nous vous faisons part de nos mots et de nos réflexions sur ce qui se passe actuellement dans la géographie de que l'on appelle l'Europe.

*Premièrement.* Il y a une force qui agresse, l'armée russe. Il y a des intérêts du grand capital en jeu, des deux côtés. Ceux qui souffrent aujourd'hui des délires des uns et des calculs sournois économiques des autres, ce sont les peuples de Russie et d'Ukraine (et peut-être bientôt ceux des autres géographies proches ou éloignées). En tant que zapatistes, nous ne soutenons ni un État ni l'autre, mais ceux qui se battent pour la vie contre le système.

Lors de l'invasion multinationale de l'Irak (il y a presque dix-neuf ans), avec à sa tête l'armée nord-américaine, il y eut des mobilisations dans le

monde entier contre cette guerre. Aucune personne sensée ne pensait que s'opposer à l'invasion revenait à se ranger du côté de Saddam Hussein. La situation actuelle est similaire mais pas identique. Ni Zelensky ni Poutine. Halte à la guerre.

*Deuxièmement.* Différents gouvernements se sont rangés d'un côté ou de l'autre avec des motivations économiques. Ils n'ont aucune considération humaniste. Pour ces gouvernements et leurs «idéologues», il y a des interventions-invasions-destructions bonnes et d'autres mauvaises. Les bonnes sont celles que font leurs proches, et les mauvaises, celles que commettent leurs adversaires. Les applaudissements à l'argument criminel de Poutine pour justifier l'invasion militaire de l'Ukraine deviendront des lamentations lorsque, avec ces mêmes mots, on justifiera l'invasion d'autres peuples dont les processus ne plairont pas au grand capital.

D'autres géographies seront envahies pour être sauvées de la «tyrannie néonazie» ou pour en finir avec les «narco-États» voisins. Les paroles de Poutine seront alors reprises: «Nous allons dénazifier» (ou leur équivalent) et les «raisonnements» sur le «danger pour leurs peuples» se multiplieront. Et alors, comme le disent nos compagnes de Russie: «Les bombes russes, les fusées, les balles volent vers les Ukrainiens sans leur demander leurs opinions politiques ni la langue qu'ils parlent», mais ce sera la «nationalité» des uns ou des autres qui changera.

*Troisièmement.* Les grandes capitales et leurs gouvernements d'«Occident» se sont assis et regardaient – voire encourageaient la situation se détériorer. Après, une fois l'invasion lancée, ils ont attendu pour voir si l'Ukraine résistait, tout en calculant ce qu'ils pourraient tirer d'un résultat comme d'un autre. Comme l'Ukraine résiste, alors oui, ils commencent à préparer des factures de l'«aide» qu'ils feront payer après. Poutine n'est pas le seul à être surpris par la résistance ukrainienne.

Les grands gagnants de cette guerre, ce sont les grands consortiums d'armes et les grands capitaux qui voient l'occasion de conquérir, détruire/reconstruire des territoires, c'est-à-dire de créer de nouveaux marchés de marchandises et de consommateurs, de personnes.

*Quatrièmement.* Au lieu de regarder ce que diffusent les médias et les réseaux sociaux des différents adversaires – que tous présentent comme des «informations» – ou les «analyses» des «experts» en géopolitique qui tout à coup prolifèrent et les nostalgiques du pacte de Varsovie et de l'OTAN, nous décidons de chercher et d'interroger ceux qui, comme nous, se battent pour la vie en Ukraine et en Russie.

Après plusieurs tentatives, la Sixième Commission zapatiste est parvenue à établir un contact avec nos parents en résistance et rébellion dans les géographies appelées Russie et Ukraine.

*Cinquièmement.* En résumé, ceux-là, nos parents, qui en plus hissent le drapeau du @ libertaire, sont fermes: en résistance, celles et ceux qui sont dans le Donbass, en Ukraine; en rébellion, celles et ceux qui marchent et travaillent dans les rues et les campagnes de Russie. Certain.es détenu.es et frappé.es en Russie pour avoir protesté contre la guerre. D'autres assassiné.es en Ukraine par l'armée russe.

Ils et elles sont uni.es, et nous avec elles et eux, pas seulement par le NON à la guerre, mais aussi le refus de s'«aligner» avec les gouvernements qui oppriment leurs peuples.

Dans toute cette confusion et le chaos qui règnent des deux côtés, leurs convictions les aident à tenir: la lutte pour la liberté, le refus des frontières et de leurs États nationaux, et les oppressions respectives qui ne changent que de drapeau.

Notre devoir est de les soutenir dans la mesure de nos possibilités. Un mot, une image, une musique, une chanson, un poing qui se dresse, une étreinte – même depuis des géographies lointaines – : autant de soutiens qui encourageront leurs cœurs.

Résister, c'est persister et c'est perdurer. Soutenons ces parents dans leur résistance, c'est-à-dire dans leur lutte pour la vie. Nous le leur devons et nous nous le devons à nous-mêmes.

*Sixièmement.* Par conséquent, nous lançons un appel à la Sixième nationale et internationale qui ne l'a pas encore fait à, selon ses agendas, géographie et à sa manière, manifester contre la guerre et en soutien aux Ukrainiennes et aux Ukrainiens, aux Russes

qui se battent dans leurs géographies pour un monde de liberté.

De la même façon, nous lançons un appel à soutenir financièrement la résistance en Ukraine à travers les comptes qui nous seront indiqués ultérieurement.

De son côté, la Sixième commission de l'EZLN fait ce qu'il convient en envoyant un peu d'aide à celles et ceux qui, en Russie et en Ukraine, luttent contre la guerre. Nous avons aussi pris contact avec nos parents de Slumil K'Ajxemk'op pour créer un fonds économique afin de soutenir celles et ceux qui résistent en Ukraine.

Sans hésiter, nous crions et nous appelons à crier et à exiger : armée russe hors d'Ukraine.

Il faut arrêter la guerre maintenant. Si elle continue et, comme on peut le craindre, si elle s'accélère, alors il n'y aura peut-être personne pour décrire le paysage après la bataille.

2 MARS 2022

Depuis les montagnes du Sud-Est mexicain,  
sous-commandant insurgé Moisés Sup Galeano  
Source: [Enlace zapatista](#)  
Traduction Mariana Sanchez

## NICARAGUA

# SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE UKRAINIEN

COMMUNIQUÉ DE L'ARTICULATION DES  
MOUVEMENTS SOCIAUX (EXTRAITS)

Dans son délire impérial, Poutine revendique le projet tsariste, qui nie les identités régionales au profit d'une seule Russie, sans penser au coût humain de la guerre. Les impérialismes s'imposent par-dessus la volonté souveraine des peuples.

Nous dénonçons le déplacement forcé provoqué par les bombardements russes, qui frappent avant tout la population civile [...]. Nous avons honte et nous dénonçons la position prise par la dictature du Nicaragua, qui applaudit à ces actions de la Fédération de Russie [...]. Ces actions trouvent un précédent dans la guerre de basse intensité que l'armée russe a déployée en toute impunité en Tchécquie depuis 1999 [...].

Il faut aussi souligner l'expansionnisme des États-Unis et de leurs alliés, encourageant l'extension de l'OTAN vers l'est de l'Europe; l'abandon des traités entre les États-Unis et l'URSS sur l'élimination des

missiles de moyenne et courte portée, la violation des accords de Minsk, des éléments parmi les causes de ce conflit.

Face à cela, l'Articulation des mouvements sociaux: demande que l'on réponde avec urgence aux besoins des personnes déplacées et réfugiées; nous nous déclarons solidaires du peuple d'Ukraine, avec lequel en plus le Nicaragua a des liens historiques car les villes de Kyiv et Odessa ont reçu des milliers d'étudiants nicaraguayens à l'époque de l'ex-URSS; condamne les attaques, l'invasion et l'imminente occupation du territoire ukrainien par la Fédération de Russie et nous dénonçons le soutien de la dictature du Nicaragua à ces actions atroces.

Non à la guerre! Solidarité avec le peuple ukrainien!

28 FÉVRIER 2022

Traduction Mariana Sanchez

## FRANCE

# FACE À LA CENSURE, LA PROFESSION DOIT SOUTENIR L'INFORMATION EN UKRAINE ET EN RUSSIE

COMMUNIQUÉ SNJ, SNJ-CGT, CFDT-  
JOURNALISTES, FIJ, FEJ, JNE, AJSPI, AJE

Au 16 mars, cinq journalistes sont morts depuis le début de la guerre. La sécurité des centaines de journalistes internationaux couvrant le conflit est préoccupante.

Il en est de même pour nos consœurs et confrères ukrainiens et russes: en Ukraine, évidemment, avec des médias et des journalistes aux capacités d'action réduites; en Russie, avec une liberté d'expression menacée par le pouvoir, que ce soit pour les journalistes des médias russes ou les correspondants de médias étrangers.

### JOURNALISTES EN RUSSIE

Votée en urgence, la nouvelle loi russe sur la presse punit de prison toute personne (journaliste, blogueur, citoyen) qui diffusera des «fausses nouvelles» concernant les forces armées russes ou des informations visant à les «discréditer». La peine de prison peut aller jusqu'à quinze ans en cas de «conséquences graves».

Ce texte vise, en premier lieu, les journalistes, mais aussi toute personne qui relaiera une information déplaisante pour le pouvoir en place. Le juge aura tout pouvoir pour apprécier ce qui tombe sous le coup de la loi.

Cela signifie que les journalistes ne peuvent plus travailler librement en Russie. La BBC, CBC, Radio Canada, ARD, ZDF, CNN, CBS, la RAI, *El País*, RTVE, EFE et Bloomberg ont déjà «suspendu» le travail de leurs journalistes présents en Russie. Des correspondants à Moscou ou en Russie de plusieurs médias français ont cessé de commenter la guerre sur les réseaux sociaux. Radio France étudie les risques juridiques de maintenir une présence médiatique en Russie.

Cette loi prive le public d'informations factuelles, d'intérêt public, essentielles pour comprendre la situation en Ukraine.

Elle enferme aussi les citoyens russes dans une bulle étanche aux informations non validées par le Kremlin. Inique et dangereux, ce texte instaure une véritable censure d'État: toutes les publications (articles, commentaires, posts) publiés avant son adoption aussi visés.

L'agence russe indépendante Agents estime à 150 le nombre de journalistes russes ayant quitté la Russie ou cherchant à le faire.

### JOURNALISTES EN UKRAINE

Les journalistes ukrainiens subissent une triple peine. Leur pays est envahi par une armée étrangère – ce qui bouleverse leur vie quotidienne et celles de leurs proches et envoie certains d'entre eux

au combat ou en exil. Leur liberté d'action est entravée par les mouvements de troupes et de populations, les combats, les destructions. Certains ont, manifestement, été pris pour cibles par les belligérants.

Afin de venir en aide aux journalistes en Ukraine et afin de donner au citoyen européen une information fiable, honnête et de qualité, plusieurs actions sont envisageables :

- la réinstallation à l'étranger de journalistes ukrainiens, comme le propose la FEJ et ECPMF, en partenariat avec les syndicats ukrainiens NUJU et IMTUU;

- l'ouverture d'un centre de coordination de l'aide à la presse à la frontière ukrainienne, en lien avec les nouveaux QG des syndicats de journalistes ukrainiens.

Nous, organisations syndicales et associations de journalistes, appelons la profession à se mobiliser pour soutenir les journalistes en danger, notamment en contribuant au fonds d'entraide spécial mis en place par la Fédération européenne et la Fédération internationale des journalistes, dont sont membres les syndicats français SNJ, SNJ-CGT et CFDT-Journalistes. Ce fonds de soutien est destiné à aider les journalistes en Ukraine. Faites un don ici: <https://donorbox.org/donation-to-the-ifj-safety-fund-for-journalists-in-ukraine>.

Afin de venir en aide aux journalistes ukrainiens et à ceux de médias russes menacés par le pouvoir, d'autres actions sont possibles :

- agir au sein des rédactions pour que les médias français ouvrent leurs colonnes ou leur temps d'antenne à des confrères et consœurs ukrainiens et russes qui auraient trouvé refuge hors de la zone d'opération militaire spéciale;

- proposer un hébergement temporaire avec le minimum de logistique nécessaire pour travailler, en contactant l'une des organisations syndicales ou associations signataires qui relaira votre proposition.

Nous, organisations syndicales et associations de journalistes, appelons les gouvernements européens à accorder des visas d'urgence aux journalistes qui en font la demande, face à la répression et à la censure accrues en Russie.

17 MARS 2022

Syndicat national des journalistes, Syndicat national des journalistes-CGT, CFDT-Journalistes, Fédération internationale des journalistes, Fédération européenne des journalistes, Association des journalistes pour l'environnement, Journalistes-écrivains pour la nature et l'écologie, Association des journalistes scientifiques de la presse d'information



## NE M'EMBRASSE PAS SUR LE FRONT COMME UN CADAVRE

Ne m'embrasse pas sur le front comme un cadavre  
disons, presque deux fois flétri, et même les lunettes et les yeux.  
Médicaments mêlés aux sucreries, les pages du livre aussi jaunes que sa peau.  
Il déverse quelques-unes de ses précieuses histoires dans l'espace vide.  
Je vois tous les protagonistes comme de vieilles connaissances.  
Des officiers du KGB accroupis sur le même lit d'hôpital, avec des chaussures hongroises brillantes –  
pour celles-ci, on pouvait tuer. Le regard est moqueur.  
Il a dit, ces Beatles, ce département de langues étrangères, ne vous feront aucun bien.  
Tout cela est réservé à l'élite, ce n'est pas pour les orphelins, pour les parents pauvres.  
Et il s'est caché comme du fromage dans du beurre, tranquillement, comme une souris.  
Nous avons attrapé des gens comme vous dans les ruelles, coupé leurs racines.  
Les gens respectables appréciaient cela, c'était respecté.  
Ce serait pour leur fils. Pour un logiciel de combat, pour de la viande vivante.  
Je vois aussi cette femme, sa bouche vermeille de travers. Ses  
jambes d'araignée, d'éclats de porcelaine, d'outils métalliques.  
Un appartement moisi avec des plafonds trop hauts.  
Mais lui, je le vois plus clairement que tous – fort, avec une guitare.  
Les yeux grands ouverts et les pouces dans les poches de son jean.  
Avec des milliers de pages de livre stockées dans sa mémoire.  
Avec un visage ouvert sur le monde. Vers l'eau sombre et profonde.  
Pas pour une fille, pas pour une querelle –  
pour la libre portée des armes,  
pour une haute vague haute, pas portée sur l'épaule.

Yuliya Musakovska est née en 1982 à Lviv, en Ukraine.

Traduit d'après la version anglaise de Yury Zavadsky par Marilyne Bertoncini.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et de Biélorussie glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne) et M Éditeur (Montréal), les revues *New Politics* (New York),



*Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes: «Crosse en l'air».



page\*2:  
Editions Page deux

EDITIONS  
SYLÉPSE



NewPolitics



LES  
utopiques  
CAHIER DE RÉFLEXIONS

